

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

J. TREINEN

DOCTEUR EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

de

L'UNIVERSITÉ DE NANCY

L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE

sous le

**RÉGIME DE L'UNION DOUANIÈRE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE**



LUXEMBOURG

IMPRIMERIE DE LA COUR JOSEPH BEFFORT

1934

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

L'ECONOMIE LUXEMBOURGEOISE

sous le

Régime de l'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise

THESE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE NANCY

(Mentions Sciences économiques)

présentée et soutenue en avril 1934

par

J. TREINEN

MEMBRES DU JURY :

Président . . MM. *de Menthon*, professeur d'économie politique

Assesseurs . } *Broccard*, professeur d'économie politique
 Marchal, docteur en Droit, chargé de cours

LUXEMBOURG

IMPRIMERIE DE LA COUR JOSEPH BEFFORT

1934

UNIVERSITE DE NANCY - FACULTE DE DROIT

L'ECONOMIE LUXEMBOURGEOISE

par le

Régime de l'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise

THESE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE DE NANCY

(Mention honneur)

présentée et soutenue en 1911



REMERCIEMENTS
M. le Président de l'Université de Nancy
M. le Recteur de l'Université de Nancy
M. le Doyen de la Faculté de Droit de Nancy
M. le Professeur de Droit de Commerce de Nancy

IMPRIMERIE DE LA FACULTE DE DROIT
NANCY

A mon Père — A ma Mère

A mon pere — A ma mere

A mon Maître et Président de Thèse

A mes Juges

A mes Maîtres à la Faculté de Droit

FACULTE DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, †, Q I).

Doyens honoraires :

MM. GÉNY (O *, Q I).

MICHON (*, Q I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, Q I).

CARRÉ DE MALBERG (*, Q I).

ROLLAND (Q I).

MOREL (Q I).

GÉNY (O *, Q I).

Maître de Conférences honoraire: M. MÉLIN, (Q I), docteur en Droit.

MM. MICHON (*, Q I), professeur de droit romain.

BROCARD (*, Q I), professeur d'Économie politique.

SENN, (*, †, Q I), professeur de Droit romain.

RENARD (Q I), professeur de Droit public, en congé.

HENRY (Q I), professeur de Droit criminel.

KRÖELL (Q I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (Q I), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (Q I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (Q I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, Q A), professeur de Droit civil.

TROTABAS († Q A), professeur de Droit administratif et
Législation financière.

PARISOT, professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, Agrégé.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours.

BURDEAU, docteur en Droit, chargé de cours.

BERTRAND (Q I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières des candidats.

AVANT-PROPOS

Tout d'abord nous devons exprimer tous nos remerciements à nos Maîtres de la Faculté de Droit de Nancy pour leur enseignement solide et éclairé et spécialement à M. le Professeur *de Menthon* pour les bienveillants conseils qu'il n'a cessé de nous donner.

Ce modeste travail étudie l'économie luxembourgeoise sous le régime de l'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise et essaie de juger cette Union au point de vue de l'économie grand-ducale.

Nous n'avons pas la prétention d'épuiser la matière. Nous nous sommes trouvés dans l'impossibilité de prendre en considération toute la documentation particulièrement touffue depuis quelques mois. — mars 1934.

CHAPITRE PREMIER

- I. - Le Grand-Duché de Luxembourg
- II. - L'Orientation Economique du Grand-Duché
de Luxembourg après 1918
- III. - L'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise

I. - Le Grand-Duché de Luxembourg

Le Grand-Duché de Luxembourg forme une monarchie constitutionnelle dont la couronne est héréditaire dans la famille de Nassau.

Les limites du Grand-Duché sont: au nord, la Belgique (province de Luxembourg et territoire de Malmédy); à l'est: la Province Rhénane, dont il est séparé par l'Our, la Sûre et la Moselle; au sud, la France (dép. de la Moselle et dép. de Meurthe et Moselle); à l'ouest la Belgique, (province de Luxembourg).

Le développement de ses frontières est d'environ 350 kilomètres. Sa superficie est d'environ 258.636 hectares qui se répartissent sur douze cantons (dép. de Meurthe et Moselle 523.298 ha.). La population présente ou de fait du Grand-Duché de Luxembourg s'élevait au dernier recensement général effectué le 31 décembre 1930 à 299.993 habitants (dép. de Meurthe et Moselle 592.632 hab.). La densité de la population est de 116 personnes par kilomètre carré.

Parmi les 55.831 étrangers recensés au 31 octobre 1930 et dont le pourcentage par rapport à la population totale est de 18.61, il y avait 22.948 Allemands, 14.050 Italiens, 4869 Français, 4080 Belges, 2607 Polonais, 1238 Yougoslaves, 778 Autrichiens, 2919 autres étrangers et 2542 personnes sans nationalité.

En fait de minéraux, on exploite dans le Grand-Duché: 1° le minerai de fer; 2° l'ardoise; 3° les pierres de taille et pierres de chaux; 4° le tuf calcaire; 5° la dolomie; 6° le plâtre, etc.

A côté de l'agriculture, l'industrie minière et l'industrie sidérurgique, comprenant 46 hauts-fourneaux, des aciéries et des laminoirs constituent les principales sources de richesses du pays.

Le Grand-Duché possède deux usines de ciments, des usines d'instruments aratoires, des chaudronneries, des fabriques de cuirs, des tanneries, des briqueteries, des fabriques de gants, des manufactures de draps, de lainages, de tricots, des broseries, des fabriques de tabacs, de couleurs de vernis, de savons et de chandelles, des fabriques de chaussures, une fabrique de meubles métalliques, des minoteries, des marbreries, une fabrique d'orgues, une fabrique d'acide carbonique, une poudrerie, une faïencerie, des fabriques de vins mousseux et enfin de nombreuses imprimeries, brasseries, laiteries et distilleries agricoles et industrielles.

En 1929, l'industrie luxembourgeoise occupait 43.944 ouvriers, dont 28.938 pour l'industrie sidérurgique et minière.

Les terres agricoles se trouvent réparties de la façon suivante: terres labourables (y compris jardins et vergers) 123.770 ha.; bois et forêts 81.891 ha., dont 25.676 ha. de haies à écorce; prés 27.355 ha.; vignes 1548 ha.; vaines, patines, broussailles 14.202 ha.

De vastes plantations de rosiers existent notamment aux alentours de Luxembourg, à Strassen, Eich, Walferdange, Steinsel, Heisdorf, Bofferdange, Schieren, Vichten et Frisange.

Les principales marchandises exportées du Grand-Duché sont: les minerais de fer, les fontes, les aciers, les scories Thomas, les produits de l'industrie textile, des ganteries, brasseries, manufactures de tabacs, faïenceries, tanneries, carrières, ardoisières, de l'horticulture (rosiers), des distilleries, laiteries, le bétail, les chevaux, les peaux, la chaux et la dolomie, les briques cuites, les écorces à tan, le bois, l'avoine, les pommes de terre, les vins blancs et les vins mousseux.

La longueur totale des routes de grande voirie au 31 décembre 1931 était en kilomètres:

routes de l'Etat	702 kilomètres
chemins repris par l'Etat	1385 kilomètres.

Quant à la voirie vicinale elle présentait au 31 décembre 1931 un développement de 2140 kilomètres pavés ou empierrés.

La longueur totale approximative des lignes de chemins de fer de grande communication exploitée dans le Grand-

Duché par les compagnies était au 31 décembre 1931
de 400 kilomètres
celle des chemins de fer vicinaux . . de 57 »
celle des chemins de fer cantonaux de 43 »
celle des chemins de fer secondaires de 41 »

Soit ensemble un développement de 541 kilomètres.
(extrait de l'annuaire officiel de 1933).

II. - L'orientation économique du Grand-Duché de Luxembourg après 1918

On peut remarquer dans l'histoire du Grand-Duché que les guerres franco-allemandes ont provoqué toujours une orientation politique ou économique dans la direction du vainqueur. Après la chute de Napoléon I^{er} on constate un accroissement de l'influence allemande: Le Luxembourg entre dans la Confédération des Etats allemands et, par la suite, dans le Zollverein allemand. Après 1870, les chemins de fer du Grand-Duché passent à l'administration allemande.

On pouvait presque en déduire que la sortie du Zollverein ainsi que le changement d'administration des chemins de fer ne pourraient s'effectuer qu'à la suite d'une défaite allemande.

Virtuellement, et sans parler des considérations d'ordre économique, le Zollverein et la Convention des Chemins de fer de 1902 avaient cessé d'exister pour le Grand-Duché du fait de l'entrée et de l'occupation du pays par les troupes allemandes le 2 août 1914. Tous les traités étaient violés, celui de l'Union Douanière ainsi que celui de la Convention Ferroviaire par laquelle l'Allemagne s'engageait à ne pas employer en temps de guerre les lignes du Guillaume-Luxembourg pour le transport des troupes et du matériel de guerre.

Dès 1917, le gouvernement luxembourgeois, prévoyant un changement radical dans l'orientation économique du pays, instituait une commission pour l'étude des problèmes économiques posés par la guerre.

Dans sa session du 19 octobre 1918, cette commission prévoyant les événements du front, avait mis à la tête de son programme d'études la question de la future orientation économique du Grand-Duché.¹⁾

Le 7 décembre de la même année, la commission demanda la résiliation immédiate du contrat de l'Union Douanière et de la Convention Ferroviaire avec l'Alle-

¹⁾ Travaux de la Commission Luxembourgeoise d'Etude des Problèmes Economiques posés par la Guerre et ses Conséquences Eventuelles.

magne, précisant ainsi que le Luxembourg ne pouvait s'orienter économiquement que du côté des puissances de l'Entente: la France et la Belgique.

Le 2 janvier 1919, la commission se prononça par toutes les voix moins une pour l'union économique avec la France.

Il était impossible au Luxembourg de rester dans le Zollverein allemand. Même si les finances luxembourgeoises allaient être séparées des finances publiques allemandes ruinées et si les conséquences politiques de la défaite incombaient entièrement à l'Allemagne, l'économie grand-ducale serait séparée, par les dispositions du traité de Versailles, de la Lorraine, son ancien partenaire économique.¹⁾

Il ne pouvait pas être question, vu l'état des échanges internationaux, d'une autonomie économique du minuscule Grand-Duché de Luxembourg. Le Luxembourg ne peut pas se suffire à lui-même, il lui manque le charbon, les métaux, les textiles, les denrées alimentaires et il n'a que sa production sidérurgique et le travail de ses habitants pour équilibrer sa balance des comptes.

L'agriculture et les grandes usines métallurgiques forment les principales richesses du pays. Elles entraînent les autres industries à leur suite et quand elles marchent tout le pays a du travail. L'orientation devait donc se faire aux mieux des intérêts de ces deux facteurs principaux de l'économie luxembourgeoise.

L'agriculture et la sidérurgie luxembourgeoise demandaient l'union économique avec la France.²⁾

Le Grand-Duché de Luxembourg est considéré comme le prolongement géologique de la Lorraine et comme formant avec elle un tout économique qu'on ne pourrait pas diviser sans de grands dommages de part et d'autre.

L'industrie du fer grand-ducale trouverait en Lorraine une base minière excellente, au point de vue quantité et qualité. L'agriculture et la petite industrie y trouveraient une clientèle proche et nombreuse.³⁾

Le marché intérieur de la France et son vaste marché colonial seraient des débouchés favorables pour l'industrie

¹⁾ Travaux de la Commission Luxembourgeoise d'Etude des Problèmes Économiques posés par la Guerre et ses Conséquences Eventuelles.

²⁾ Travaux de la Commission.

³⁾ Travaux de la Commission.

luxembourgeoise qui aurait pu y gagner une grande stabilité et être ainsi à l'abri des crises de surproduction si redoutables.

Les tarifs douaniers français élevés sur les produits agricoles apporteraient la sécurité à l'agriculture luxembourgeoise qui sembla en état de soutenir facilement la concurrence française et spécialement lorraine.

Les centres de consommation français étaient tout près et, au point de vue des engrais chimiques, le Grand-Duché serait mieux fourni par la France que par la Belgique.

Pour l'industrie sidérurgique, l'union économique avec la France était idéale. La base minière serait assurée pour toujours. Pour le combustible métallurgique, la France, déjà mieux partagée en charbonnages que la Belgique, pourra toujours faire échange avec son minerai, indispensable à l'Allemagne. Les moyens de transport, chemins de fer et éventuellement les futures voies navigables, se prêtaient également mieux à un rattachement économique franco-luxembourgeois.

La viticulture faisait des réserves. Elle était pour l'accord douanier avec la France, mais demanda une législation à part pour les vins luxembourgeois et, à l'instar des vins d'Alsace, des conditions spéciales pour l'exportation en Allemagne.

Les avantages d'un rattachement économique belgo-luxembourgeois étaient les suivants: Pour l'agriculture luxembourgeoise le marché belge était partiellement favorable à cause des régions dévastées. Tout de même, dans un avenir proche, la supériorité agraire de la Belgique serait à redouter. Le marché du travail belge est très favorable, la vie étant bon marché (pays libre-échangiste) et la main-d'oeuvre abondante. Le crédit agricole très organisé en Belgique, dont pourrait profiter l'agriculture luxembourgeoise, pesait également dans la balance.⁴⁾

La sidérurgie luxembourgeoise devrait en cas d'union économique avec la Belgique entrer en collaboration avec sa rivale belge et concentrer ses forces pour travailler le marché mondial. La Belgique promet de fournir le combustible métallurgique nécessaire.⁵⁾

⁴⁾ L. Nemry: L'Avenir Economique du Grand-Duché.

⁵⁾ Travaux de la Commission.

Pour la viticulture l'union économique avec la Belgique sembla très séduisante, la Belgique ne produisant pas de vin et le Luxembourg en ayant un excédent.

La brasserie et la distillerie luxembourgeoises étaient également mieux armées que la concurrence belge.

L'union douanière avec la France aurait donc constitué au point de vue purement économique la solution idéale.

Mais la politique intervint ou était déjà intervenue. Le Gouvernement luxembourgeois voulait se servir de la «liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes» énoncée dans la proclamation de Wilson. Le gouvernement luxembourgeois désirait que la nation prît une décision par un plébiscite qui devait avoir lieu le 4 mai 1919. Mais le peuple luxembourgeois n'était plus seul à décider de son avenir. Le Conseil des Quatre Puissances avait également voix au chapitre. M. A. Tardieu écrivait en 1920: «la question luxembourgeoise était un problème épineux, car elle pouvait mener à un conflit entre la France et la Belgique au point de vue des avantages réciproques». ⁶⁾

Le 11 février 1919, le ministre belge Hymans, soutenu par l'opinion publique belge, disait que la Belgique ne pensait pas à l'annexion, mais qu'elle espérait l'appui des puissances pour un rapprochement belgo-luxembourgeois. ⁷⁾

Au Luxembourg on désirait l'union économique avec la France. Beaucoup de Luxembourgeois étaient tombés au champ d'honneur pour la France. La colonie luxembourgeoise de Paris fit des démarches auprès du gouvernement français demandant le droit de la libre décision et l'acceptation du vote de «l'Anschluss» à la France.

La question luxembourgeoise s'était déjà posée bien avant l'armistice. A. Briand en avait parlé dans une circulaire de février 1917, exposant les buts de la guerre en général. Cinq mois plus tard, le président du conseil français Ribot, en parlant à l'envoyé belge le baron de Gaiffier, disait qu'une annexion du Luxembourg n'était pas un but français. Peut-être M. Ribot s'était même engagé davantage et qu'il avait permis au représentant du roi soldat de faire usage de cette déclaration. ⁸⁾

⁶⁾ André Tardieu: *La Paix*. Paris 1920. page 252.

⁷⁾ Majerus: *L'Union Economique avec la Belgique*. pages 9-26.

⁸⁾ Majerus: *L'Union Economique avec la Belgique*. pages 9-26.

Dans une interview accordée au comte de Fels, le ministre Pichon du cabinet Clemenceau raconta dans quelles circonstances presque tragiques et certainement très douloureuses, M. Ribot et M. Poincaré avaient été amenés à faire au Roi des Belges le sacrifice de toute visée française sur le Grand-Duché de Luxembourg. Dans une journée de défaillance et de détresse, il avait paru à M. Ribot que ce sacrifice était nécessaire pour reconforter l'héroïque Roi des Belges et pour maintenir sa fidélité à l'alliance franco-belge. Un protocole avait été signé par M. Ribot et par M. de Brocqueville par lequel la France reconnaissait à la Belgique le droit de présenter au Congrès de la Paix sa revendication sur le Grand-Duché de Luxembourg.⁸⁾

Au commencement de la Conférence qui devait donner la paix au monde, la France voulait fournir une preuve de sympathie à la Belgique. D'après le comte de Fels la Belgique avait introduit à la Conférence de la Paix une requête aux fins d'annexion concernant le Grand-Duché de Luxembourg.⁹⁾

Le Président Clemenceau fut sollicité de différents côtés. Il travailla le problème de la bonne manière. Dès le premier jour, il dit aux belges ce qu'il pouvait faire et ne pas faire.

M. Clemenceau confirma la déclaration de M. Ribot en disant que la France n'avait pas l'intention d'annexer le Grand-Duché de Luxembourg et qu'elle donnerait son assentiment à toute convention entre la Belgique et le Luxembourg et qu'elle y contribuerait même. Mais il ajouta: «Cherchez le consentement du Luxembourg, mais ne demandez pas de refuser les sympathies francophiles par un acte officiel ou de forcer l'adoption de la solution belge. La solution doit sortir du commun accord des puissances».¹⁰⁾

Tout de même M. Tardieu, conseiller intime de M. Clemenceau, affirmait d'une façon préemptoire qu'on ne pouvait admettre aucune discussion sur le Grand-Duché de Luxembourg abandonné à la Belgique.¹¹⁾

⁸⁾ Majerus: L'Union Economique avec la Belgique. pages 9-26.

⁹⁾ Comte de Fels: Pour L'Indépendance du Grand-Duché. pages 11 et 78.

¹⁰⁾ Tardieu: La Paix.

¹¹⁾ Comte de Fels: Pour L'Indépendance . . . page 10.

L'intérêt français au Luxembourg était plutôt stratégique, comme le dit le maréchal Foch dans son discours du 16 décembre 1918 à Luxembourg. Il est vrai que le maréchal n'était peut-être pas au courant du problème luxembourgeois.

La Belgique désirait une union économique et même une annexion du Grand-Duché. Immédiatement après l'armistice, la Belgique envoya au Luxembourg son ministre, le Prince de Ligne, tandis que le consul de France, M. Mollard, ne trouva même pas le chemin du Luxembourg après la démission de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde.

Cette tendance belge est apparente dans l'adresse du sénat belge en réponse au discours du trône du roi Albert, du 14 décembre 1918. «Les désirs belges tendent vers le Grand-Duché de Luxembourg, qui fut séparé de la Belgique il y a un siècle, à l'encontre de l'opinion publique. La Belgique saura donner une aide fraternelle au Luxembourg».

Le «Vingtième Siècle» de Bruxelles écrit le 31 décembre 1918: «Si le Luxembourg est obligé de fraterniser avec les puissances de l'Entente, il ne pourra devenir qu'un petit département français ou une grande province belge».

La France ne pensa pas à l'annexion du Grand-Duché. Elle affirma plutôt la thèse de Wilson de la libre orientation des peuples.

Le gouvernement luxembourgeois désirait seulement un rapprochement économique avec les puissances de l'Entente, tout en restant politiquement indépendant. Dans une note à l'Entente du 10 décembre 1918 on relève: «Le gouvernement royal grand-ducal résilie les contrats d'Union douanière et ferroviaire avec l'Allemagne et le gouvernement désire entrer en pourparlers avec l'Entente en vue d'un nouveau rapprochement économique. Le gouvernement place l'indépendance du Grand-Duché sous la sauvegarde de l'Entente».¹²⁾

Le 14 janvier 1919, la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde laissa le trône à sa soeur, la princesse Charlotte, pour ne pas gêner le prochain rapprochement à l'Entente.

Mais, la France ne voulait pas négocier avec le Luxembourg. Le gouvernement belge communiqua, le 14 avril

¹²⁾ Majerus: L'Union avec la Belgique. pages 9-26.

1919, au gouvernement luxembourgeois son désir de conférer avec lui en vue d'une union économique.

La Chambre des députés luxembourgeoise devait justement s'occuper du référendum d'orientation économique quand le ministre luxembourgeois reçut une lettre de Bruxelles qui disait: «Les Gouvernements d'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique prient d'éluder la loi du référendum. Les deux Gouvernements ne veulent à aucun prix que le Grand-Duché uni économiquement à la France soit annexé ultérieurement par cette puissance». Voilà la Chambre et le Gouvernement luxembourgeois dans une impasse. Comme la situation ne s'éclairait pas, le ministre Reuter s'adressa dans une circulaire à Clemenceau, Wilson, Lloyd George et Orlando. «Le peuple luxembourgeois est convaincu que la Conférence de la Paix ne pense pas à régler le genre d'administration et de vie du Grand-Duché sans consulter en premier lieu les représentants du pays. Le peuple luxembourgeois se sentira obligé vis-à-vis du Conseil de l'Entente s'il lui était permis dans cette heure critique de la décision, d'éclairer les conditions économiques du pays et d'énoncer les désirs de ses citoyens». ¹³⁾

La réponse du président Wilson fut la suivante: «En réponse à votre lettre, j'ai le droit de vous communiquer pour le Conseil de l'Entente, qu'il est toujours prêt à recevoir une délégation luxembourgeoise pour l'explication des faits, questions et problèmes concernant l'avenir immédiat du Luxembourg, que l'Entente veut bien mener à une solution favorable au Grand-Duché. Ayez la bonté de me communiquer quand une délégation peut venir à Paris. Signé: Woodrow Wilson». ¹⁴⁾

Le 28 mai MM. Reuter, président du Gouvernement, Welter, Leclère et Lefort furent reçus à Paris par le Conseil de l'Entente. Voici comment M. Welter reproduit la séance du Conseil dans «Im Dienste». La parole était à M. Reuter. «En ce qui concerne l'orientation économique du Luxembourg, il faut un rapprochement à l'Entente. La solution idéale de cette question serait, d'après l'opinion luxembourgeoise, une union économique avec la France et la Belgique. Toutes les classes de la population luxembour-

¹³⁾ N. Welter: Im Dienste. pages 170 et suivantes.

¹⁴⁾ N. Welter: Im Dienste. pages 170 et suivantes.

geoise, producteurs et consommateurs, trouvent cette solution idéale. Une commission d'étude instituée par le gouvernement constata que les principales activités économiques du Grand-Duché ont avantage à un accord économique franco-luxembourgeois.

Les syndicats économiques se sont également occupés de cette question et se sont prononcés, à l'exception d'un seul, pour l'union économique avec la France. Notre industrie métallurgique désire l'union avec les deux pays. Ainsi, elle aura pour l'avenir les matières premières nécessaires et un grand marché. S'il n'était pas possible d'avoir un accord économique avec les deux pays, le gouvernement luxembourgeois fera constater par un plébiscite de quel côté les intérêts économiques tendent le plus fortement. Pour cela le gouvernement a soumis, d'accord avec le Conseil d'Etat luxembourgeois, une proposition de loi concernant un référendum d'orientation économique à la Chambre des députés luxembourgeoise». ¹⁵⁾

Clemenceau répondit: «En ce qui concerne le deuxième point, j'aurai des regrets si le gouvernement luxembourgeois voyait un désaccord de la part du gouvernement français, dans le fait, que celui-ci ne s'est pas encore prêté à des pourparlers d'ordre économique. Nous désirons avoir les meilleurs rapports avec le peuple et le Gouvernement luxembourgeois. Le nombre des Luxembourgeois est grand à Paris et en France et beaucoup ont versé leur sang dans les rangs de l'Entente. On ne peut pas oublier ces faits et je tiens à les faire remarquer. Nous aimons rester dans les meilleurs rapports avec le Grand-Duché et nous désirons la même chose avec la Belgique. L'amitié de la Belgique nous fut d'un grand secours pendant la guerre, elle nous reste précieuse dans la paix. Nous désirons que la Belgique prenne la parole dans tous les entretiens franco-luxembourgeois. Votre peuple, votre métallurgie, votre agriculture voient des avantages dans l'union économique avec la France comme vous venez de le dire. En même temps, vous désirez resserrer les rapports économiques franco-belgo-luxembourgeois. Je vois ici M. Hymans. Si vous tenez à un entretien à trois concernant l'économie de la question luxembourgeoise, la France est prête à prendre la première la parole». A ce moment, où l'union à trois semble naître,

¹⁵⁾ N. Welter: Im Dienste.

on l'anéantit. M. Hymans réplique: «Nous avons fait connaître au Gouvernement luxembourgeois que nous sommes prêts à discuter. Les pourparlers sont en cours et portent sur des questions économiques». — M. Clemenceau répond: «Je ne demande pas autre chose. Je regretterais beaucoup d'être inopportun dans cette discussion. Mais comme le président du Gouvernement luxembourgeois s'est adressé à moi avec un léger reproche me demandant pourquoi je ne voulais pas répondre plus tôt, je déclare que nous serions heureux d'arriver à une union à trois. Rien ne pourrait mieux garantir la paix pour les populations laborieuses du Nord de la France, de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg que cette alliance économique. Je ne sais pas si M. Hymans partage mon opinion, mais la nouvelle Europe ne peut subsister que par le travail. Si ces trois peuples peuvent donner l'exemple, remiser toute jalousie et conclure une unité économique ferme, ce sera une grande victoire pour la paix du monde, à laquelle la France est fière de contribuer». — M. Hymans reprit: «J'ai écouté attentivement le noble discours de M. Clemenceau qui propose un accord économique entre la France, la Belgique et le Luxembourg. C'est une nouvelle idée qui économiquement et politiquement est d'un intérêt capital. Je ne peux pas donner mon opinion sans avoir réfléchi». — «Je ne voulais que répondre à la question qui m'a été posée par le Gouvernement luxembourgeois», répondit M. Clemenceau.¹⁶⁾

Cette démarche du Gouvernement luxembourgeois déterminait toutes les discussions ultérieures. Dans tous ses actes, le Gouvernement grand-ducal tint à séparer la question politique de la question économique.

Bien que la Grande-Duchesse Charlotte eut accédé entre-temps au trône, le peuple luxembourgeois devait quand même décider de son avenir politique par un référendum. Le Gouvernement décida qu'à la même date et aux mêmes conditions la nation devrait se prononcer sur son avenir économique. Après la signature du traité de Versailles, le ministre Reuter déclara le 28 juin 1919 l'urgence du plébiscite. Ce referendum ne fut autorisé d'après le comte de Fels, que grâce à M. White, plénipotentiaire américain à la Con-

¹⁶⁾ N. Welter: Im Dienste.

férence de la Paix. La Belgique voyait d'un mauvais oeil ce plébiscite, prévoyant les résultats défavorables.

Les résultats du referendum du 28 septembre 1919 furent les suivants: Electeurs inscrits: 125.775. Electeurs présents: 90.984.

Referendum politique:

Votes valables	85.871
Pour la Grande-Duchesse	66.811
Pour la République	16.885
Pour une autre Grande-Duchesse	1.286
Pour une autre Dynastie	889

Referendum économique:

Votes valables	82.375
Pour la France	60.133
Pour la Belgique	22.242

Ce résultat ne pouvait pas satisfaire le Gouvernement belge, qui avait fait tant d'efforts pour résoudre à son avantage la question du Luxembourg. Le rappel à Bruxelles du chargé d'affaires belge, le Prince de Ligne, en fut la conséquence immédiate.

Le Gouvernement français ne tint pas compte de ces résultats entièrement en faveur de la France. Entretemps, M. Mollard, ambassadeur de France, était revenu à Luxembourg. En mai 1920, le Gouvernement français fit part de son intention de ne pas conclure d'union économique avec le Luxembourg. Il conseillait l'union économique avec la Belgique. Ce désistement de la France au profit de la Belgique s'explique d'après M. E. Majerus par l'aide qu'apporta la Belgique à l'occupation de Francfort-s.-Main. Il paraît que la Belgique ne prêta son concours que moyennant cette promesse.¹⁷⁾ Mais d'après le comte de Fels, l'attitude française est explicable par le protocole Ribot de 1917, suivi jusqu'à l'invraisemblance par le président Clemenceau.¹⁸⁾

Le 23 juillet 1920 commencèrent les pourparlers avec la Belgique qui aboutirent à la Convention d'Union Douanière entre le Luxembourg et la Belgique du 25 juillet 1921. Cette Convention, ratifiée par les parlements belge et luxembourgeois, entra en vigueur au Luxembourg et en Belgique le 5 mars 1922.

¹⁷⁾ Majerus: L'Union Economique... pages 9-26.

¹⁸⁾ Comte de Fels: Pour L'Indépendance... page 11.

III. - L'Union douanière belgo-luxembourgeoise

La Convention du 25 juillet 1921, qui viendra à expiration le 6 mars 1972, est une Union Douanière d'après son article premier. Mais sa portée est plus ample.

L'article 2 précise que le territoire des deux Etats contractants forme un seul territoire au point de vue de la douane et au point de vue des accises.

«On conçoit, en effet, difficilement une Union douanière sans une unification des taux et des règlements d'accises entre pays contractants».¹⁹⁾

Une union douanière est complète, en principe, s'il y a unification des systèmes fiscaux, pour les impôts directs et pour les impôts indirects. Si la charge était moindre pour l'industriel d'un des pays contractants, il en résulterait, étant donné l'incidence de l'impôt sur les prix de revient, une sorte de dumping involontaire, qui romprait l'égalité de base de l'industrie des deux pays.

L'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise n'est pas complète à ce point de vue mais l'article 8 du traité, «qu'il ne pourra être accordé de prime d'exportation directe ou indirecte pour les produits et objets quelconques dirigés de l'un des Etats de l'Union vers l'autre», trouverait vraisemblablement son application dans le cas d'avantages trop évidents dont bénéficierait l'un des pays de l'Union.

Le traité instaure également l'unification monétaire, car un régime d'Union Economique ne peut se concilier que difficilement avec la coexistence de plusieurs monnaies.

Les questions de transport et plus spécialement des tarifs ferroviaires, étant d'une grande importance économique, la Convention de 1921 détermine dans son article 24 les bases d'une convention ferroviaire à intervenir entre les deux pays.

Les sujets d'un des Etats de l'Union ne pourront être soumis dans le territoire de l'autre Etat à des taxes, droits, tarifs, impôts ou patentes autres que ceux appliqués aux nationaux; les privilèges, immunités ou faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les ressortissants de l'un des pays contractants, seront

¹⁹⁾ Luc Hommel: Une Expérience D'Union Economique. pages 43-56.

communs à l'autre. Les autorisations de faire le commerce en Belgique seront valables dans le Grand-Duché et réciproquement» (art 3).

L'article 25 prévoit l'établissement d'une convention en vue de rendre plus étroites les relations intellectuelles entre le Grand-Duché et la Belgique.

Cependant le traité d'Union contient certaines clauses restrictives qui, en dépit de l'ampleur incontestable du traité et de la volonté de créer un seul territoire économique, ont fait maintenir entre les deux pays une sorte de filet douanier aux mailles plus ou moins fines.²⁰⁾

Certaines recettes d'accise pourront être déclarées non communes (art. 7). «Les Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de prononcer les prohibitions de trafic et de circulation qu'elles jugeraient nécessaire d'établir pour la sécurité publique ou pour des motifs sanitaires», dispose l'art. 9 du traité.

Les deux pays contractants ont maintenu leur système fiscal en matière d'impôts indirects et directs. D'une part la Belgique perçoit à l'entrée des produits luxembourgeois sur son territoire la taxe de transmission et, d'autre part le Grand-Duché perçoit la taxe sur le chiffre d'affaires à l'entrée des marchandises belges.

Le traité ne prévoit pas l'unification des tarifs postaux. Actuellement les tarifs usuels se trouvent plus ou moins unifiés. Pour les tarifs internationaux et pour l'envoi des colis-postaux l'unification n'est pas encore intervenue. Du côté luxembourgeois on oppose à cette unification des objections d'ordre budgétaire.

Le Luxembourg adopta le tarif belge dans son ensemble. «Toutes les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg en matières de douanes et accises communes seront abrogées à la date fixée à l'article 21 et remplacées par les dispositions afférentes aux douanes et accises en vigueur en Belgique à la ratification de la présente Convention» (art. 4.) L'initiative des modifications ultérieures en matières de douanes et d'accises appartient en fait, aux deux pays, mais la Belgique est juridiquement maîtresse de ces modifications, après avoir pris, au préalable, l'avis du Conseil Supérieur de l'Union Economique.

²⁰⁾ Luc Hommel: Une Expérience..... pages 43-56.

Le Conseil Supérieur de l'Union est un organe consultatif chargé d'assurer la liaison entre les deux Gouvernements belge et luxembourgeois en vue de l'exécution de la Convention.

Le Conseil Supérieur est compétent pour examiner et étudier toutes les questions soulevées par l'application de la Convention. Ce Conseil comprend 5 membres dont trois désignés par le Gouvernement belge et deux par le Gouvernement luxembourgeois.

En vertu du même principe de l'unité de direction économique, les traités de commerce seront négociés et conclus par la Belgique au nom de l'Union après avoir entendu le Gouvernement luxembourgeois (art. 5).

« Dans les localités où le Grand-Duché de Luxembourg ne possède pas d'agents consulaires, la défense des intérêts luxembourgeois sera confiée aux agents consulaires belges » (art. 10).

Les recettes de l'Union, déduction faite des remboursements, bonifications, frais de perception et d'administration prévues à l'article 12 du traité seront réparties entre les parties contractantes proportionnellement à la population de leurs territoires. A ces fins il sera fait un recensement de la population tous les dix ans sur le territoire de l'Union Douanière le même jour et d'après les mêmes principes. Le personnel des administrations douanières et d'accises est recruté sur le territoire des Etats respectifs. Les employés des douanes luxembourgeoises portent depuis l'Union l'uniforme belge avec la cocarde luxembourgeoise. Les anciens employés luxembourgeois furent maintenus et les années de service antérieures au nouveau régime sont portées en compte dans l'administration des douanes luxembourgeoises. A partir de 1924 les examens prévus en Belgique pour le placement et l'avancement sont imposés aux fonctionnaires actuels et futurs des douanes luxembourgeoises. La classification hiérarchique des grades de l'administration des douanes et accises belge est adoptée par l'administration des douanes luxembourgeoises. Le Conseil Administratif Mixte est composé de fonctionnaires. C'est un organisme d'ordre administratif et il assure l'unité dans l'administration de l'Union Douanière et la liaison entre les milieux administratifs de chaque pays.

Le souci constant des auteurs du traité d'Union Econo-

mique a été le respect de la souveraineté du plus petit des pays, le Grand-Duché.

Le problème politique est toujours un des plus délicats en cas d'alliance économique. L'interdépendance des problèmes économiques et politiques est très forte pour un petit pays comme le Luxembourg. Le petit pays qui remet à un plus grand le soin de diriger sa politique économique abdique forcément une partie de sa souveraineté, en renonçant à son droit de légiférer en matière douanière et de conclure des traités commerciaux. Le petit pays ne peut-il pas craindre que l'absorption économique ne conduise à une absorption politique?

Le droit souverain du Grand-Duché fut consacré par certaines clauses de la Convention de 1921: Le Conseil Supérieur de l'Union donne son avis sur toute modification des droits de douanes et d'accises; aucun traité de commerce ne peut être conclu ou modifié sans que les Gouvernements luxembourgeois n'aient été entendus; le tribunal d'arbitrage institué par l'art. 28 du présent traité et qui siégera sur les différends relatifs à l'interprétation et l'application des clauses du traité d'Union.

«Au bout de dix années d'Union Economique, l'indépendance du Grand-Duché est telle qu'elle était au moment de la conclusion du traité.» ²¹⁾

M. Majerus dit «que la Convention Belgo-Luxembourgeoise a toutes les particularités de l'accession douanière. La législation douanière belge est appliquée et les taxes sont perçues d'après le système administratif belge. La Belgique conclut les traités de commerce. Mais tout de même le Luxembourg a dans une certaine mesure voix consultative par l'intermédiaire du Conseil administratif mixte et du Conseil Supérieur de l'Union. Seulement, — et ceci est très important, — le Grand-Duché est d'après la Convention même en minorité dans les deux conseils.» ²²⁾

²¹⁾ Luc Hommel: pages 43-56.

²²⁾ Majerus: L'Union Economique pages 27-42.

CHAPITRE II

LA GRANDE INDUSTRIE :

- I. - La sidérurgie ;
- II. - Les minières ;
- III. - Les ateliers de construction et les fonderies.

I. - La Sidérurgie

Les sociétés allemandes ou à capital allemand qui constituaient presque entièrement le groupe industriel lorrain-rhénan possédaient, d'une part, des minières et hauts-fourneaux au Luxembourg et en Lorraine et, d'autre part, des houillères et usines transformatrices en Rhénanie. Elles formaient ainsi un groupement économique harmonieux possédant une forte base de matières premières et un débouché assuré pour les produits semi-ouvrés.

Les dispositions du traité de Versailles ainsi que la dénonciation du Zollverein par le Luxembourg ont entraîné la désagrégation de ce groupe industriel: les entreprises allemandes du Luxembourg furent isolées de leurs sociétés mères de la Ruhr, tandis que les propriétés allemandes en Lorraine furent séquestrées par la France.

La S. A. des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange-St. Ingbert-Rumelange (H. A. D. I. R.), constituée au capital de 110 millions de francs à Luxembourg par un consortium franco-belge, reprenait de la société allemande, Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-A.-G., les usines de Differdange et de Rumelange (Grand-Duché de Luxembourg), de St. Ingbert (territoire de la Sarre), et d'Ottange (Lorraine) ainsi que les possessions minières et les contrats conclus pour fournitures de minerai.¹⁾

Pour la reprise des installations de la «Gelsenkirchener Bergwerks-A.-G.», situées sur la rive gauche du Rhin, il se forma un groupe franco-belgo-luxembourgeois avec prédominance de MM. Schneider & Cie (Le Creusot) et les Aciéries de Burbach-Eich-Dudelange, société anonyme luxembourgeoise.¹⁾

Ces propriétés constituent aujourd'hui la Société Métallurgique des Terres Rouges à Luxembourg, au capital de

¹⁾ Camille Wagener: La Sidérurgie Luxembourgeoise sous les Régimes du Zollverein et de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise. Thèse présentée en 1931 à Liège. pages 36-39.

100 millions de francs, et la Société Minière des Terres Rouges à Paris, au capital de 20 millions de francs.

La société «Felten & Guillaume Carlswerk A.-G.» de Cologne céda les $\frac{2}{3}$ des parts sociales de l'Usine de Steinfort, située au Grand-Duché, à la Société des Mines de la Loire, qui à son tour les céda en 1921 à la S. A. belge d'Athus-Grivegnée, devenue en 1927 la S. A. d'Angleur-Athus. L'usine de Steinfort qui ne possède que des hauts-fourneaux et des aciéries, est surtout intéressante par ses vastes concessions minières situées au Luxembourg.²⁾

La S. A. des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange ainsi que l'usine de Rodange, appartenant à la S. A. belge d'Ougrée-Marihay, ne changèrent pas de propriétaires. Toutefois, MM. Schneider & Cie prirent une forte participation dans les Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (Arbed), tandis que les capitaux belges investis dans cette dernière société, notamment la participation de la Banque de Bruxelles à Bruxelles, augmentèrent de façon notable.

En 1913 le Luxembourg occupait dans la sidérurgie mondiale le 6^{me} rang pour la fonte et le 8^{me} pour l'acier. Ses usines, comprenant 46 hauts fourneaux, occupaient à cette époque un total de 18.749 ouvriers de nationalité luxembourgeoise, italienne, allemande, belge et française et produisaient 2.547.861 tonnes de fonte et 1.451.906 tonnes d'acier, dont 52.000 tonnes d'acier Martin et 10.000 tonnes d'acier électrique. Le pays ne consommait que 0,7 % de sa production de fonte et les 3,3 % de sa production d'acier. Les $\frac{7}{10}$ étaient exportés en Allemagne qui les utilisaient dans ses usines transformatrices de la Rhénanie et de la Sarre. Le reste était exporté en Belgique.³⁾

En 1922 lors de la conclusion de l'Union Economique avec la Belgique la situation était la suivante: Le Luxembourg avait une capacité de production de plus de 2.500.000 tonnes de fonte et d'acier dont il ne pouvait consommer qu'une infime partie ($\frac{1}{5}$).⁴⁾

D'autre part, cette industrie dont dépend toute l'économie du pays n'a pas de base charbonnière et sa base minière doit être complétée quantitativement et qualitative-

²⁾ C. Wagener: La Sidérurgie Luxembourgeoise. pages 36-39.

³⁾ Rapport Annuel de la Chambre de Commerce. 1913.

⁴⁾ E. Majerus: L'Union Economique... pages 43-56.

ment. Tandis qu'on peut évaluer les réserves de minerai du Luxembourg à 200—270 millions de tonnes, la question de son approvisionnement en coke métallurgique se présente sous un aspect beaucoup plus difficile: La Belgique elle-même manque en partie de combustible pour ses usines, de sorte que le Grand-Duché restera tributaire de l'Allemagne pour la majeure partie de ses besoins en coke métallurgique.⁵⁾

Mais la Belgique a aussi une industrie sidérurgique très développée, qui a toujours été favorisée par des tarifs douaniers et par de bonnes conditions de transport. La sidérurgie luxembourgeoise réclama au nouvel allié économique les mêmes avantages tarifaires que ceux accordés à l'industrie belge. Celle-ci s'y opposa en prétendant que la métallurgie luxembourgeoise par sa situation, sa meilleure organisation et ses salaires moins élevés lui était supérieure. Du côté luxembourgeois on mettait en avant, qu'on devait importer tout le combustible et une bonne partie du minerai et surtout qu'on était forcé d'exporter la presque totalité de la production.⁶⁾

L'irritante question des tarifs appliqués aux produits métallurgiques luxembourgeois sur les chemins de fer belges a trouvé une solution conforme aux intérêts du Grand-Duché, avant que le tribunal arbitral ait rendu sa sentence, par un accord intervenu entre les deux gouvernements. Le nouveau régime, qui est entré en vigueur le 1^{er} mai 1929 met les deux industries sur pied d'égalité absolu.

Comme la sidérurgie luxembourgeoise doit exporter 96 % de sa production, elle s'arma dès la fin de la guerre pour le marché mondial par une intégration verticale vers le finissage des produits, par des prises d'intérêt dans les usines transformatrices situées à l'étranger ainsi que par une forte organisation de vente.⁷⁾

Grâce aux fusions intervenues entre sociétés belges et luxembourgeoises — Steinfort-Athus — et aux participations qu'elle prit dans les industries transformatrices de la Belgique, la Sidérurgie luxembourgeoise a réussi à prendre pied sur le marché belge et lui fournit des fontes et des aciers.⁷⁾

⁵⁾ Widung: L'Orientation Economique du Luxembourg. pages 17-24.

⁶⁾ Wagener: La Sidérurgie.... pages 31-36.

⁷⁾ Wagener: La Sidérurgie.... pages 39-45.

Pour travailler le marché mondial elle s'orienta vers les produits finis, procurant des prix plus rémunérateurs et supportant ainsi mieux les frais de transport qui grèvent fortement les prix de revient luxembourgeois. La presque totalité de la fonte et de l'acier produite est transformée dans les usines du pays. Les années précédant la crise le Grand-Duché importa même des lingots:

	Lingots produits	Lingots transformés
1928	2.507.079 tonnes	2.638.514 tonnes
1929	2.702.157 —	2.858.503 — ⁸⁾

Cette grosse industrie se devait de posséder une organisation commerciale pour ses produits. En 1920 Arbed et Terres Rouges confièrent à un seul organisme, le Comptoir Métallurgique Luxembourgeois (Columeta) société anonyme luxembourgeoise au capital de 1 million de francs, leur production. Cette société est organisée sur le modèle du Stahlwerksverband allemand et dispose pour la vente d'un tonnage annuel de 2.800.000 tonnes d'acier. Ce tonnage est réparti sur un très grand nombre d'usines spécialisées et le programme de vente est très étendu. La Columeta dispose dans le monde entier de 75 succursales, filiales et agences, drainant toutes les affaires au siège social de Luxembourg, qui transmet les commandes aux différentes usines du groupe suivant leur nature et les degrés d'occupation.⁹⁾

Hadir confiait sa vente à la Société Générale pour le Commerce des Produits Industriels (Sogéco) à Luxembourg, au capital de 3 millions de francs.⁹⁾

La Sogéco fut fondée en 1919 à Luxembourg pour placer les produits de la Société Lorraine des Aciéries de Rombas (Lorraine) et de la Société des Forges et Aciéries de Dilling (Sarre). Elle était agent à la commission de ces sociétés et recevait d'elles un certain tonnage pour la vente. Les usines fixaient les prix.

En 1927 à l'expiration du contrat qui les liait à la Sogéco, les différents producteurs, Hadir, La Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, Dilling et Rombas, constituèrent la Société Davum Exportation avec siège à Paris et lui confièrent la vente de leurs produits.⁹⁾

⁸⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.

⁹⁾ Wagener: La Sidérurgie.... pages 129-149.

Rapports de la Chambre de Commerce.

Rapports des assemblées générales des Sociétés métallurgiques.

Pour l'usine de Rodange, qui fait partie du groupe belge d'Ougrée-Marihay, le placement est assuré par la maison mère par l'intermédiaire de la Société commerciale de Belgique (Socobelge).

En 1926, l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg, constituaient l'Entente Internationale de l'Acier (E. I. A.) ayant pour but l'adaptation de la production d'acier brut aux besoins probables du marché afin d'empêcher la surproduction. Les usines adhérentes s'obligèrent à tenir leur production dans les limites d'un tonnage programme fixé trimestriellement par le comité-directeur de l'E. I. A. De cette façon l'E. I. A. cherchait à atténuer la concurrence entre les pays participants. Toute latitude était laissée aux usines en ce qui concerne les prix de vente, la recherche de la clientèle et la direction des entreprises.⁹⁾

La même année, les usines luxembourgeoises adhéraient à l'International Rail Manufacturers Association (I. R. M. A.), constituée par les pays producteurs de rails, pour régulariser la vente des rails à voie normale et des traverses dans le monde entier.⁹⁾

La production des hauts fourneaux luxembourgeois a subi, depuis la guerre mondiale, les fluctuations suivantes:

En 1919 elle était de 617.422 tonnes contre une production de 2.547.861 tonnes en 1913, année particulièrement prospère pour la sidérurgie luxembourgeoise.¹⁰⁾

Déjà en 1919, mais plus particulièrement pendant la plus grande partie de 1920, la métallurgie éprouva des difficultés presque insurmontables à se procurer du combustible et spécialement du coke. De ce fait sa production ne s'éleva cette année là, qu'à 692.935 tonnes de fonte, malgré les besoins croissants de la clientèle. D'autre part elle était fortement handicapée dans ses fournitures par la désagrégation des moyens de transport dont souffraient, à ce moment, presque tous les pays qui constituaient son marché naturel.¹⁰⁾

Au cours de l'année 1921 survint une baisse importante sur les prix des produits métallurgiques et pendant plusieurs mois les prix de revient de l'industrie sidérurgique

⁹⁾ Wagener: La Sidérurgie.... pages 129-149.

Rapports de la Chambre de Commerce.

Rapports des assemblées générales des Sociétés métallurgiques.

¹⁰⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.

Wagener: La Sidérurgie. pages 87-95.

luxembourgeoise furent supérieurs aux prix de vente réalisés. La production de cette année fut de 970.936 tonnes, ce qui marquait, toutefois, une augmentation d'environ 40 % sur celle de l'année précédente, amélioration imputable, dans une certaine mesure, au meilleur approvisionnement en combustible à la suite des décisions de la Conférence de Spa.¹⁰⁾

En 1922, année de la ratification de la Convention d'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise par les parlements des deux pays, la production sidérurgique luxembourgeoise monta à 1.679.318 tonnes, augmentation due partiellement aux effets de cette union, mais correspondant surtout à l'amélioration générale qui s'était produite dans l'économie mondiale.¹⁰⁾

Malheureusement cette amélioration prit fin dès le début de 1923 à la suite de l'occupation de la Ruhr. De nouveau le Grand-Duché manqua de combustible ce qui l'obligeait à diminuer sensiblement sa production métallurgique. La Belgique consomma elle-même tout le combustible dont elle disposa et le coke importé d'Angleterre et des Etats-Unis se paya à des prix nullement en rapport avec les prix de vente, eux-mêmes en régression à la suite de la tension politique. La production de cette année ne fut donc que de 1.406.666 tonnes.

1924 vit une forte augmentation de la production. Le combustible était devenu plus abondant et les premiers effets des nouvelles installations, créées depuis la guerre, se faisaient sentir. La production de cette année fut de 2.157.170 tonnes de fonte.¹⁰⁾

En 1925 la production fut de 2.363.253 tonnes et en 1926 de 2.559.151 tonnes ce qui dépassait la production record d'avant-guerre.

Au cours de cette dernière année fut constituée l'E. I. A. qui accorda au Luxembourg pour 1927 une production d'acier correspondant à 2.732.492 tonnes de fonte, pour 1928 un tonnage de fonte de 2.770.061 tonnes et pour 1929 2.906.093 tonnes.¹⁰⁾

Les prix ayant augmenté dans la même mesure, la rationalisation de l'appareil producteur des usines étant presque complètement terminée, l'organisation commer-

¹⁰⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.
Wagener: La Sidérurgie, pages 87-95.

ciale étant en contact serré avec la clientèle, la sidérurgie luxembourgeoise connut pendant ces quatre dernières années une prospérité sans précédent. Que celle-ci n'ait pas été le résultat de l'alliance économique avec la Belgique n'a pas besoin d'être démontré. L'économie mondiale a parcouru pendant cette période une ère de prospérité inconnue jusqu'alors qui malheureusement s'est transformée en une crise d'une acuité sans pareille et dont les premiers effets se sont fait sentir, pour la métallurgie luxembourgeoise, dès le mois d'octobre 1929.

La production des hauts-fourneaux luxembourgeois descendait en 1930 à 2.472.908 tonnes; en 1931 elle n'était plus que de 2.055.098 tonnes pour tomber en 1932 à 1.960.190 tonnes.

C'est pendant les temps de déséquilibre que les pays commencent à se replier sur leur marché intérieur. Par des mesures de tout genre, contingentements des importations, dumping à l'exportation, barrières douanières, difficultés à l'exportation des devises, instauration d'un système d'économie dirigée, ils mettent un frein aux échanges internationaux, au grand détriment des petits pays, comme la Belgique et le Luxembourg qui ne disposent pas de marché intérieur étendu et qui sont forcés d'exporter.¹¹⁾

D'autre part, l'E. I. A. n'existant plus que de nom, le marché des produits métallurgiques se trouva dans une anarchie complète. La sidérurgie luxembourgeoise en souffrit beaucoup, mais si elle semble aujourd'hui sortir saine de cette tourmente économique, c'est grâce à sa forte structure financière et aux perfectionnements apportés à son outillage, permettant une assez forte compression des prix de revient.¹¹⁾

Les dirigeants de la sidérurgie européenne, s'étant rendu compte que l'E. I. A. avec ses moyens d'actions limités, n'arriverait pas à conjurer ou même à atténuer les effets de la crise mondiale en ce qui concernait leurs industries respectives, ont entamé, dès le début de l'année 1930 des pourparlers pour réorganiser l'E. I. A. Elle ne devait plus se borner uniquement à réglementer la production, mais elle s'occuperait aussi de la vente de cette dernière. Aussi au début de l'année 1933, les groupements sidérurgiques

¹¹⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.

L'Echo de l'Industrie, Organe des Industriels luxembourgeois.

d'Allemagne, de Belgique, de France et de Luxembourg ont reconstitué l'E. I. A. en constituant des comptoirs de vente pour les demi-produits, les profilés, les aciers marchands et les tôles fortes et moyennes. Le Comptoir des larges plats a été constitué vers la fin de la même année.

Ces organismes ont permis, malgré la forte régression des exportations, le maintien des prix à un niveau légèrement supérieur à celui des premiers mois de l'année 1933. L'industrie métallurgique luxembourgeoise, quoique ne travaillant qu'à 60—65 % de sa capacité de production normale, semble réaliser des bénéfices assez appréciables à des prix encore avilis, ce qui permet de bien augurer de son avenir.¹²⁾

L'Union Douanière avec la Belgique n'a pas résolu d'une façon directe le problème des débouchés de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise. En effet, elle rencontre sur ce marché, déjà fort restreint, la concurrence active d'une industrie nationale également puissante.

L'avantage le plus directe que la sidérurgie luxembourgeoise a retiré de la Convention Economique est constitué par le fait que cette Union lui a procuré une porte proche et économique sur l'Atlantique: le port d'Anvers, parfaitement outillé, ayant des relations régulières avec toutes les parties du monde, à frais d'acheminement favorables.

La métallurgie luxembourgeoise, pour laquelle l'exportation est un point vital, ne dispose d'aucune voie navigable. Son approvisionnement en matières premières, ses fournitures en produits semi-ouvrés ou ouvrés doivent se faire par voie ferrée, et la question des frais de transport est d'une importance primordiale dans l'établissement de son prix de revient. Comme les deux réseaux à voie normale du Grand-Duché se trouvent entre les mains de deux compagnies différentes, l'industrie en réclame l'unification.¹³⁾

Elle s'occupe aussi activement de la question de la prolongation du canal Anvers-Liège jusqu'à la Moselle et de la canalisation de cette rivière. Il en résulterait pour elle une notable économie sur les frais de transport du combustible, lui parvenant de la Ruhr et dans les frais grevant l'écoulement de ses produits par le port d'Anvers.

¹²⁾ L'Echo de l'Industrie.

¹³⁾ Wagener: La Sidérurgie.... pages 116-123.

Si les intérêts de l'industrie métallurgique luxembourgeoise penchaient au moment de la nouvelle orientation économique du pays en 1922 nettement du côté de la France, à cause de ses riches réserves de minerai et son vaste marché intérieur, protégé par une politique commerciale protectionniste, cette industrie a su s'adapter parfaitement aux conditions moins favorables de l'Union Economique avec la Belgique et elle continue à être la branche économique la plus prospère du pays.

II. - Les minières

Les ressources du Luxembourg en minerai de fer ont été évaluées en 1920 par M. J. Wagener à 273 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en fer de 31,6 %. Si on suppose une extraction annuelle moyenne de 6 à 8 millions de tonnes, les gisements seront épuisés vers 1956.

Les exploitations minières du Grand-Duché appartiennent pour 95 % à des sociétés métallurgiques, utilisant le minerai extrait dans leurs propres usines, tandis que 5 % seulement appartiennent à de petits exploitants vendant directement à la clientèle.

La teneur en fer du minerai luxembourgeois est d'environ 4 à 7 % inférieure à celle du minerai lorrain, ce qui entraîne une augmentation notable de la mise en coke par tonne de fonte: pour le minerai lorrain 1100 kg., pour le minerai luxembourgeois 1250 kg.

Les gisements luxembourgeois, se présentant sous forme de minerai à gangue calcaire et de minerai à gangue siliceuse, donnent un lit de fusion très économique dispensant de l'ajoute de chaux.

En 1913, la production de minette s'est élevée à 7.331.050 tonnes dont seulement 4.425.000 tonnes ont été fondues dans le pays même. L'excédent a été exporté:

279.000 tonnes en Lorraine
240.000 tonnes en Sarre
541.000 tonnes en Rhénanie
1.471.000 tonnes en Belgique
375.000 tonnes en France
soit en tout 2.906.000 tonnes. ¹⁴⁾

¹⁴⁾ Travaux de la Commission d'Orientation Economique.

Par contre les importations de minerai de fer se sont chiffrées dans la même année à 3.945.000 tonnes dont 2.815.000 tonnes de la Lorraine, 1.128.000 tonnes du département de Meurthe-et-Moselle et 2.000 tonnes d'autres pays.¹⁴⁾ De ces chiffres, il ressort que la Belgique était en 1913 le principal débouché du minerai luxembourgeois. Il y a cependant lieu de relever qu'en 1907, le Luxembourg est intervenu pour 55 % dans les importations belges de minerai de fer. Les envois luxembourgeois ne représentaient plus en 1913, bien que supérieurs de 212.000 tonnes à ceux de 1912, que les 22,2 % des importations totales de la Belgique.

Pendant la même période, la Belgique avait augmenté ses achats de minerai français de près d'un million de tonnes par an. La raison principale n'en est pas uniquement une question de qualité, mais, bien plus la différence des frais de transport, qui favorisaient le minerai du Bassin de Briey par rapport au minerai luxembourgeois.¹⁵⁾

La sortie du Luxembourg du Zollverein et le retour de la Lorraine à la France, ont entraîné un changement dans la situation des minières luxembourgeoises. Les concessions minières luxembourgeoises appartenant à des sociétés allemandes furent reprises par des consortiums franco-belgo-luxembourgeois. D'autre part, une frontière politique et économique venait à se dresser entre les minières lorraines et luxembourgeoises qui auparavant étaient réunies dans le Zollverein. Le territoire de la Sarre, important client en minerai du Luxembourg, fut rattaché au territoire économique français et avait désormais tout avantage à se fournir auprès des minières lorraines. Le Luxembourg, eu égard à l'exiguité de ses réserves minières doit les ménager dans les mesures du possible. Pour cette raison, les sociétés métallurgiques du pays s'intéressaient à des sociétés minières lorraines nouvellement constituées. Entre autre, l'Arbed constitua avec MM. Schneider & Cie la Société Minière des Terres Rouges, dont les concessions minières lorraines sont la prolongation des possessions luxembourgeoises de l'Arbed et de la Société Métallurgique des Terres Rouges.

¹⁴⁾ Travaux de la Commission d'Orientation Economique.

¹⁵⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1913.

La production d'après guerre des minières luxembourgeoises s'établit comme suit:

1919	3.112.472 t.	1926	7.756.240 t.
1920	3.704.390	1927	7.266.249
1921	3.031.626	1928	7.026.832
1922 (U. E.)	4.488.974	1929	7.571.832
1923	4.079.549	1930	6.649.372
1924	5.333.580	1931	4.764.926
1925	6.673.192	1932	3.212.618

(Tableau constitué d'après les rapports de la Chambre de Commerce.)

Les fluctuations de ces productions coïncident tout naturellement avec l'activité des usines métallurgiques luxembourgeoises, eu égard au fait que le Luxembourg consomme environ 30 % de sa production en minette.

Les exportations se présentent de la façon suivante:

	Allemagne (Sarre)		France	Belgique	Totaux
1919	784.702 t.		94.767	828.041	1.207.510
1920	1.302.663		188.458	551.768	2.042.899
1921	1.143.775		167.031	357.776	1.665.582
1922 (U. E.)	981.973		190.082	747.853	1.919.908
1923	281.832		120.438	742.153	1.144.423
1924	600.832		274.082	1.175.593	2.060.557
1925	347.690	449.731	231.086	1.289.725	2.318.243
1926	400.000	543.883	280.770	1.896.148	2.830.852
1927	308.156	247.731	185.540	1.538.000	2.278.907
1928	239.156	292.800	51.692	1.635.045	2.218.742
1929	265.258	336.837	62.675	1.606.537	2.271.307
1930	336.837	293.885	162.505	1.242.480	1.814.403
1931	3.795	221.759	113.894	976.142	1.315.590
1932	1.595	180.842	24.996	671.176	878.582

(Tableau constitué d'après les rapports de la Chambre de Commerce.)

Pour l'exportation mêmes fluctuations. La consommation intérieure augmentant d'année en année, prenait la presque totalité de l'extraction, environ $\frac{5}{7}$. Elle monta de 1.406.054 tonnes en 1921 jusqu'à 5.808.090 tonnes en 1928 pour redescendre à 4.834.968 tonnes en 1930, année de crise.

Seule l'exportation vers la Belgique fut croissante: de 328.041 tonnes en 1921, elle augmenta pour atteindre 1.696.148 tonnes en 1926, tonnage qui resta à peu près

constant jusqu'à la crise. Pour l'Allemagne contrairement aux prévisions, les exportations diminuèrent de plus en plus malgré la prospérité croissante des années allant de 1924 à 1929. Cette diminution est imputable, d'une part, aux efforts combinés des chemins de fer français et allemands intéressés au trafic du minerai et du coke, et, d'autre part, à l'augmentation de la consommation allemande en minerais suédois, plus riches en fer. Les exportations en Sarre restèrent constantes, c'est-à-dire augmentèrent et diminuèrent avec la marche des affaires, ce qui s'explique par les envois des sociétés métallurgiques luxembourgeoises à leurs usines situées en Sarre: l'Arbed à Burbach et l'Hadir à St. Ingbert.¹⁶⁾

C'est surtout le minerai silicieux qui fut exporté: il a une plus forte teneur en fer que le minerai calcaireux.

En 1927 par exemple, les exploitations du bassin silicieux avaient un degré d'occupation favorable, tandis qu'un seul exploitant, n'occupant qu'un nombre d'ouvriers très restreint, travaillait dans le bassin calcaireux. Malgré ce travail réduit, il ne réussissait qu'à placer 25 % de sa production.¹⁶⁾

Pour concurrencer avantageusement le minerai lorrain, dont la qualité est meilleure et qui est favorisé, en outre, par des frais de transport moins élevés et par des charges sociales moins lourdes, les entrepreneurs luxembourgeois ont cherché à augmenter le rendement utile de leurs ouvriers, par une production journalière plus forte et par la restriction des travaux improductifs. Il s'ensuivit une mécanisation progressive de l'extraction et une amélioration de la qualité du travail. Le rendement moyen en 1929 était de 1292 tonnes pour une journée de travail de huit heures, vis-à-vis d'un rendement de 1262 tonnes en 1913 pour une journée de travail de 10 heures.¹⁶⁾

Les importations de la Belgique ont diminué de la moitié depuis la dépression économique. Pendant l'ère de prospérité ses importations furent assez soutenues, mais dès que la crise se déclara, les usines belges s'orientaient sur les minerais français et restreignaient sensiblement l'exploitation des minières luxembourgeoises leur appartenant.

L'avenir se présente sous un aspect bien sombre pour les exploitations indépendantes des sociétés métallurgiques:

¹⁶⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

minerai à faible teneur en fer, prix de transport défavorables, charges sociales élevées, en période de dépression concurrence des minières appartenant aux puissantes sociétés métallurgiques, qui, en temps normal, consomment elles-mêmes tout leur minerai extrait. D'autre part, existence d'un stock hors de toute proportion avec l'écoulement normal.¹⁶⁾

La crise qui sévit dans l'industrie minière luxembourgeoise est donc, en tout premier lieu, une crise des minières indépendantes. Trouver à cette situation une solution durable semble bien difficile, eu égard au fait que les usines métallurgiques préfèrent de plus en plus consommer un minerai riche, même si son prix d'achat est plus élevé.

Une revision complète des tarifs de chemin de fer, une meilleure répartition des charges sociales, ainsi qu'une entente des producteurs et consommateurs luxembourgeois pourraient y remédier dans une certaine mesure.

Mais ces minières indépendantes, se trouvant entre les mains de particuliers ou de petites sociétés familiales, ne seront-elles pas, dans un avenir plus ou moins rapproché, absorbées par les sociétés métallurgiques du pays? Tout semble l'indiquer. De cette manière le minerai luxembourgeois disparaissant du marché de l'Union Douanière, les usines belges, pour autant qu'elles ne possèdent pas de concessions minières au Grand-Duché, devraient s'orienter complètement vers la consommation du minerai français.

¹⁶⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

III. - Ateliers de construction métalliques et fonderies

Les ateliers de construction métalliques, installés au Luxembourg, sont d'une importance secondaire tant en ce qui concerne leur puissance financière qu'en ce qui regarde leur capacité de production. Une seule de ces entreprises, la plus importante, a, depuis 1921, de fortes attaches avec l'industrie métallurgique du pays, de puissantes sociétés d'entreprises générales et de banques belges. Tous les autres ateliers appartiennent à des particuliers qui les exploitent eux-mêmes.

Quant aux fonderies presque toutes les usines métallurgiques en possèdent pour la fabrication des lingotières, des cuves à laitier et de certaines pièces de rechange pour leurs propres besoins. Les fonderies autonomes, très peu puissantes, produisent, en dehors de leurs besoins pour la fabrication des machines, de la fonte mécanique, de la fonte pour bâtiments et voirie. ainsi que de la poterie.

Avant la guerre cette industrie — ateliers de construction et fonderies — se trouvait dans une situation assez florissante, quoique son programme de fabrication ne fût pas très étendu. Le marché intérieur luxembourgeois et le marché allemand, en pleine évolution industrielle, lui fournissaient suffisamment de travail. A la suite de l'Union Economique avec la Belgique les ateliers de construction et les fonderies luxembourgeoises durent s'orienter vers l'exportation. En effet, sur le marché intérieur belge elles rencontraient une très forte concurrence de la part des industries de ce pays, mieux outillées tant au point de vue financier qu'au point de vue industriel, depuis longtemps en relations avec la clientèle assez traditionaliste, favorisées en ce qui concerne les frais de transport, bien introduites auprès des autorités publiques et de l'administration des chemins de fer.

Pour cette raison l'industrie luxembourgeoise a dû chercher de nouveaux débouchés tout en spécialisant sa production.

Elle concentrait ses efforts sur la Hollande, les pays méditerranéens, les colonies françaises et le Congo Belge. Ses efforts furent couronnés d'un certain succès et en 1925 une grande partie de sa production fut écoulee dans ces régions. En 1926 les exportations diminuèrent, mais la consommation intérieure devint plus forte, à la suite des importants travaux de modernisation entrepris dans les usines du pays. La diminution des exportations s'explique, en grande partie, par l'élévation des frais de transport sur les réseaux luxembourgeois. Les prix de transport augmentaient en effet avec l'indice du coût de la vie que les prix de vente de la métallurgie n'avaient pas suivi.

La consommation du marché intérieur augmenta encore en 1927. Le bâtiment, les services de la voirie et surtout la grosse métallurgie furent les principaux clients. Les exportations augmentèrent également à cause de la plus grande spécialisation de la production. L'Italie, la Hollande, l'Afrique du Sud et l'Amérique du Nord furent les principaux clients. Les exportations en Belgique restèrent peu importantes.

En 1928 le marché national prit la moitié de la production. Les ateliers de construction et les fonderies ne ressentirent plus la crise engendrée par l'Union Douanière avec la Belgique, car l'activité de l'industrie belge entraîna les ateliers luxembourgeois dans son mouvement d'expansion. Le marché national, de son côté, tendit, de plus en plus, à devenir un facteur de stabilité pour cette industrie, sur lequel elle pourrait s'appuyer pour travailler l'exportation.

Survint la crise. Les usines du pays ralentirent leurs travaux de modernisation, pour les cesser dans la suite complètement.

Pour occuper une partie du personnel en surnombre elles exécutent, par leurs propres moyens, certains travaux confiés régulièrement dans le passé à des entrepreneurs ou des fonderies autonomes. Les rares commandes, d'ailleurs toutes de faible importance, sont enlevées à des prix ne couvrant plus les prix de revient.

Sur les marché du Congo Belge, plongé dans une crise des plus aigües, la demande est pour ainsi dire nulle.

Tous les pays du monde entourent leur marché intérieur d'un mur douanier rendant l'importation plus ou moins impossible.

Les ateliers de construction et les fonderies du Grand-Duché ne peuvent se procurer du travail en Belgique, ce pays possédant une forte industrie et l'Etat belge, les communes et les chemins de fer réservent leurs commandes à l'industrie nationale qui est, d'ailleurs dans une situation très avantageuse vis-à-vis de l'industrie luxembourgeoise, placée dans le coin le plus éloigné des centres commerciaux de l'Union.

A l'heure actuelle, l'activité de ces établissements a diminué jusqu'à 30 % environ. Les perspectives pour l'avenir ne sont guère brillantes et l'existence de cette industrie semble même être menacée.

(Travaux de la Commission d'Etudes des Problèmes Economiques posés par la Guerre.)

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

CHAPITRE III

Industries Diverses

Sous cette dénomination nous rangeons toutes les autres branches industrielles du Grand-Duché de Luxembourg.

La classification exacte de ces industries est très difficile car souvent une industrie est représentée par un seul établissement. Pour se faire une image de leur situation économique, il faut les étudier séparément, les conditions d'exploitation étant très variables.

Meubles en Fer

Les établissements Berl & Cie, qui fabriquent en grande série, n'ont pas crû réussir avec l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise qui leur fermait les marchés français et allemand.

Mais grâce au fini et à la spécialisation de leurs articles ils enregistrèrent immédiatement, à la conclusion de l'Union, des résultats satisfaisants.

En 1930 cette industrie ne connaissait pas encore de difficultés, elle travaillait à cette époque pour les expositions universelles d'Anvers et de Liège. La dépression se fit sentir seulement en 1931. L'année 1932 s'est déroulée en pleine crise mondiale et la production a dû être réduite sensiblement.

Cette industrie s'est adaptée à la nouvelle clientèle et a pu progresser du fait de l'Union Economique. La crise mondiale a arrêté son essor.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Clouterie

La hausse des tarifs douaniers, résultant de l'accord économique avec la Belgique, a fait perdre la plupart de ses débouchés à l'usine de Bissen qui a dû passer sous le contrôle des Clouteries et des Tréfileries des Flandres, de Gentbrugge. En 1925 l'usine adhère à la Convention Belge des Clous de Chaussure et sa situation s'améliore.

La crise et la dépréciation de la livre anglaise touchèrent lourdement cette industrie. L'usine qui a occupé jusqu'à 80 ouvriers ne marche plus qu'à une allure réduite.

Pendant les années de prospérité la clouterie n'a pas su trouver de bases assez stables pour subir la crise sans grands dégâts.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Fabrication de limes et d'outillages

Cette industrie jeune, représentée par une seule usine à Lintgen fondée à la suite des besoins de l'Union Economique, n'a jamais pu atteindre son plein rendement. Le marché de l'Union, trop ouvert, n'a permis qu'un lent développement. L'usine a nettement accusé la crise et la production a dû être réduite de plus de la moitié.

L'avenir de cette industrie semblait sûr à sa création, mais le marché trop ouvert de l'Union facilite tellement le dumping de crise et la concurrence que l'usine de Lintgen n'a pas pu suivre les prix.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1921-1932.)

Ganterie

Les dispositions du traité de Versailles ont coupé la matière première à la ganterie luxembourgeoise. Les ateliers ont été fermés presque complètement en 1920 et 1921.

Depuis l'Union Economique des droits de douanes élevés sont établis dans les pays qui constituaient auparavant les meilleurs clients et la concurrence belge et française se fait de plus en plus dangereuse. 1928 et 1929 ont été les seules années favorables.

A la crise, les exportations ont été réduites encore et l'avenir se présente d'une façon difficile.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Distillerie

Depuis l'Union Economique avec la Belgique la production d'alcool s'est élevée de 450.590 litres à 100 degrés en 1923, à 2.563.300 litres à 100 degrés en 1932.

Cette augmentation de la production est principalement écoulée en Belgique: ce pays a importé en 1924 225.000

litres à 100 degrés et en 1932 1.900.000 litres à 100 degrés. Par ces chiffres on constate l'essor formidable qu'a pu prendre la distillerie luxembourgeoise sous le régime de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

En 1932 la distillerie luxembourgeoise comptait plus d'un millier de distilleries agricoles, trois distilleries industrielles et un certain nombre de bouilleurs de crû.

La prospérité de la distillerie luxembourgeoise est l'effet de la réglementation et du contrôle favorables instaurés par la Convention d'Union Economique de 1921 qui avantage la distillerie luxembourgeoise dans une certaine mesure.

A propos de cet article du Traité la Belgique a insisté à plusieurs reprises sur le préjudice causé. Nous exposons la question des alcools dans un chapitre spécial.

(*Luc Hommel: Une Expérience d'Union Economique. Pages 92-103. Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.*)

Brosserie

A la conclusion de l'Union Douanière la brosserie enregistra une diminution de sa production: perte des anciens débouchés et incertitudes économiques.

La brosserie a pu bien s'adapter aux nouvelles conditions: la production fut en 1929 de 4.000.000 de francs contre 1 million de francs en 1922. Le marché anglais fut le principal débouché.

Depuis la crise et depuis la baisse de la livre anglaise les fabricants belges concurrencent sur le marché intérieur la production luxembourgeoise.

(*Rapports annuels de la Chambre de Commerce. 1919-1932.*)

Tannerie

Les conditions de la tannerie furent plutôt mauvaises après la guerre: manque de matière première, concurrence américaine, crise de 1921-22. Toutefois, en vue de la reprise la tannerie développa ses installations.

La tannerie n'accueillit pas favorablement la Convention d'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise, du fait que la tannerie belge est très développée et le marché belge très restreint.

A partir de 1922 cependant, la production et la vente furent assez importantes malgré les incertitudes politiques et économiques. Grâce au change favorable le marché français restait intéressant.

Par la spécialisation de ses articles la tannerie luxembourgeoise a su acquérir une forte place sur les marchés étrangers.

Depuis 1928 la production est réduite par l'effet de la concurrence des succédanés sur les marchés des cuirs. En 1929 la tannerie luxembourgeoise est en pleine crise.

Le marché belge qui semblait peu intéressant au commencement de l'Union est resté le meilleur client, les autres débouchés étant très difficiles par suite des tarifs élevés.

La crise a été vraiment néfaste à cette industrie et les pronostics pour l'avenir ne sont guères meilleures. Seule la reprise de l'économie mondiale peut ramener un courant d'affaires normal.

Le marché intérieur de l'Union Douanière n'est pas assez fermé pour permettre aux industries indigènes de lutter contre les exportateurs étrangers, possédant l'arme d'un grand marché intérieur et d'une grande puissance financière.

(Rapports annuels de la Chambre de Commerce. 1921-1932.)

Bâtiment

L'insécurité économique de l'après-guerre n'était pas favorable au bâtiment.

Mais par suite de l'Union Douanière de nombreuses sociétés industrielles et commerciales transférèrent leur siège, ouvrirent des filiales, des succursales ou des agences au Luxembourg, ce qui donna une grande activité au bâtiment par la construction d'hôtels et de maisons de commerce. Ce fut le point de départ d'un mouvement de construction très accentué. L'activité fut très forte grâce aux secours de l'Etat et des communes et grâce aux craintes inspirées par les fluctuations des changes. En 1927 l'argent fuya pour ainsi dire dans les immeubles.

A la stabilisation on n'enregistra qu'une faible diminution de l'activité, soutenue surtout par les besoins de luxe et d'hygiène ainsi que par le goût des affaires.

En 1928-29 conjoncture à nouveau extrêmement favorable à la suite de l'activité de la sidérurgie.

En 1931 l'activité a été réduite dans le bassin minier, très éprouvé par la dépression. En 1932 on a noté une légère reprise qui semble se poursuivre en 1933.

Malgré la crise le bâtiment luxembourgeois a pu se maintenir dans une situation relativement favorable. Grâce à l'équilibre budgétaire l'Etat et les communes pouvaient toujours allouer des sommes importantes aux travaux publics. Il est également à noter que la législation favorise beaucoup la construction des habitations à bon marché. Mais ces faits ne sont-ils pas les signes d'une économie saine et d'une bonne collaboration des deux partenaires économiques?

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Faïencerie

Le changement de débouchés s'effectua facilement après la guerre. L'Union Douanière a été favorable à la faïencerie luxembourgeoise qui occupe une place de plus en plus importante dans cette spécialité à l'intérieur de l'Union: augmentation continue de la production jusqu'en 1931. La France et les Etats-Unis d'Amérique, pour les articles de prix, sont les meilleurs clients.

Grâce à la spécialisation dans l'article de luxe et de fantaisie la crise n'a presque pas entamé la production.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Carreaux en grès cérame

Jusqu'à la mise en vigueur de la Convention d'Union Douanière cette industrie s'est débattue dans les conditions nouvelles créées par la guerre.

La production sembla reprendre alors malgré la forte concurrence belge. La dépression économique a touché lourdement l'industrie des carreaux en grès cérame au point de vue production et au point de vue prix de vente.

Depuis l'Armistice cette branche industrielle ne fait que végéter et l'Union Economique avec la Belgique ne lui a pas rendu sa vitalité. Un abaissement général des tarifs douaniers, très improbables d'ailleurs, pourrait lui rendre sa vigueur d'avant-guerre.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Brasserie

L'isolement économique du Grand-Duché qui suivit l'Armistice réduisit la production de bière à 30 % de celle de 1913.

Dans la suite la production de la bière fut légèrement ascendante jusqu'à la conclusion de l'Union Douanière avec la Belgique.

Le nouveau partenaire économique constitua le débouché rêvé. La bière luxembourgeoise est très appréciée en Belgique et les expéditions furent en augmentation constante jusqu'à la crise.

La brasserie grand-ducale a connu de 1922 à 1932 une longue période de prospérité: production de plus en plus grande grâce à la bonne qualité des produits.

Malgré la baisse de production de 20,93 % en 1932, due à la crise et aux mauvaises conditions atmosphériques, l'avenir de la brasserie luxembourgeoise n'inspire aucune crainte. En raison de la qualité de sa marchandise elle n'a pas à craindre dans une forte mesure la concurrence étrangère sur le territoire de l'Union.

Dans les milieux intéressés on croit que la diminution de la production est également imputable, pour une grande part, à une fiscalité excessive qui élève les prix de vente. Les droits d'accises furent encore augmentés pendant la crise.

	Production	Droits d'accises
1930	562.808 hl.	12.597.480 frs.
1931	496.004 hl.	12.353.410 frs.
1932	411.144 hl.	13.403.446 frs.

Aucune autre industrie n'a eu un aussi franc succès avec l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Le marché belge a pris une grande importance et constitue le principal facteur de la prospérité.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Carrières

Les carrières luxembourgeoises fournissent principalement le marché intérieur.

L'exportation annuelle comprend un million de pavés, toute la dolomie brute extraite, une grande partie de la dolomie frittée et une grande partie de la chaux vive. Les

exportations vont surtout en Allemagne par la Moselle. Les faibles prix de transport expliquent cette clientèle.

La dépression économique n'a pas trop affecté les carrières. Cependant la concurrence des produits artificiels a commencé à peser sur les prix. La production a été soutenue par les travaux de voirie et par l'allure du bâtiment.

Les produits servant à la métallurgie tels que la dolomie, le sable de moulage, ont subi une notable diminution.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Ardoisières

L'Allemagne restera toujours le débouché naturel des ardoisières luxembourgeoises. Pendant le Zollverein sur une production annuelle de 28 millions d'ardoises 20 millions étaient exportées en Allemagne et le reste était absorbé par le marché national concurremment avec les ardoises belges, constituant les deux tiers de la consommation intérieure.

A l'Union Economique on enregistra une amélioration qui ne fut que passagère.

Pendant les années de crise l'extraction a dû être considérablement restreinte et les positions n'ont pu être gardées que sur le marché belge.

Des crédits à l'exportation, des meilleures communications et la protection du marché national peuvent encore porter remède à cette industrie qui occupe plus de 300 ouvriers.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Industrie textile

Après la guerre l'industrie textile luxembourgeoise manqua de matières premières et le rythme des affaires fut irrégulier jusqu'à la conclusion de l'Union Economique avec la Belgique. Les tarifs douaniers et le marché intérieur belge faisaient prévoir une allure favorable des textiles luxembourgeois.

L'ancienne clientèle, l'Angleterre, les marchés exotiques, les pays du Nord, a pu être gardée malgré la nouvelle orientation économique.

La crise commença en 1929 pour la draperie et en 1930 pour la bonneterie.

La dépréciation de la livre sterling fit perdre le marché anglais, très important. L'industrie textile luxembourgeoise a accumulé de gros stocks qui pèseront sur les années à venir. La production a dû être restreinte d'environ 40 %. Le marché intérieur luxembourgeois consomme environ les $\frac{5}{11}$ de cette production.

L'Union Economique avec la Belgique fut favorable à l'industrie des textiles qui attribue la crise plutôt à la dépression mondiale qu'aux conditions de l'Union Douanière.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Industrie des tabacs

Après la guerre toute la production des établissements luxembourgeois était absorbée par le marché national. Les établissements hésitaient à moderniser leurs installations à cause de l'incertitude économique.

L'industrie des tabacs avait des doutes sur l'amélioration promise par le nouveau partenaire économique et invoquait le régime fiscal très compliqué et la concurrence belge très puissante.

La production est toujours restée, depuis l'Union, limitée aux besoins du pays qui furent en augmentation constante pendant la période de prospérité.

Dans un communiqué de 1925 on lit à propos de cette industrie: «Au point de vue de l'Union Economique, les tabacs signalent des résultats défavorables. La concurrence belge, très forte, prend pied sur le marché luxembourgeois, tandis que le débouché belge n'existe pas pour les Luxembourgeois. Toutefois on a trouvé un client, mais de moindre importance. C'est la Sarre, où les produits grand-ducaux sont très appréciés.»

La marche de l'industrie des tabacs est tout de même régulière. On a fait des modernisations dans différents établissements, qui n'ayant pas d'exportations importantes n'ont pas ressenti la crise d'une manière brutale. Pendant les années de dépression la concurrence belge a cependant renforcé ses positions au Grand-Duché.

Par l'Union Economique avec la Belgique l'industrie des tabacs a perdu tout espoir de développement, l'activité réduite au territoire national a été stationnaire avec un léger accroissement pendant les années de prospérité.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1921-1932.)

Cimenterie

Après la guerre les exportations des cimenteries luxembourgeoises sont surtout placées en France et en Hollande.

Avec l'Union Economique la cimenterie ne trouve pas de nouveaux clients, la Belgique étant exportatrice elle-même.

En 1927 les producteurs luxembourgeois adhèrent à un accord franco-belgo-luxembourgeois des cimentiers, qui renforce la position grand-ducale sur le marché hollandais. En 1928 un autre accord est conclu entre les cimentiers de l'Union Economique et les cimentiers de l'Allemagne.

La crise a été grave, l'exportation étant très difficile. Heureusement le marché national, très important, constitue un élément de stabilité. La cimenterie aurait eu un développement plus considérable avec un plus vaste marché intérieur. Cependant, l'Union avec la Belgique a été un des principaux facteurs de l'essor du bâtiment et ainsi de l'augmentation de la consommation intérieure en ciment.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Briqueterie

Il y eut des difficultés d'approvisionnement en matières premières après l'Armistice. Les régions dévastées de la France et de la Belgique furent les meilleurs clients.

Depuis l'Union Economique la briqueterie, assez importante avant la guerre, a dû se confiner de plus en plus au marché national, très actif depuis l'accord belgo-luxembourgeois.

La crise s'est fait sentir par la diminution des besoins intérieurs. La production est tombée au $\frac{1}{3}$ de la normale, mais la reprise semble imminemment pour la briqueterie.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Meunerie

Les moulins luxembourgeois n'ont jamais pu reprendre leur activité du Zollverein. Sous le régime de l'Union Economique ils sont concurrencés sérieusement par la meunerie belge, mieux placée.

L'obligation légale d'ajouter de la farine de blé indigène aux farines panifiables leur a profité. La crise est très dure pour la meunerie luxembourgeoise.

(Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.)

Vins mousseux

En 1919 il y avait une succursale de la maison Mercier à Luxembourg.

A l'Union Economique on assista à la création de plusieurs établissements produisant des vins mousseux luxembourgeois. L'avenir de cette industrie se présenta sous une forme assez brillante, mais la vente se heurta sur le marché belge à des difficultés fiscales et à une législation désavantageuse.

Mais les établissements luxembourgeois trouvèrent dans la consommation accrue du pays un débouché qui leur assura une certaine stabilité.

Grâce à ce dernier élément, la crise ne fut pas trop dure.

L'industrie des vins mousseux espère toujours qu'une bonne législation viendra un jour lui apporter sur le marché belge les facilités qui permettraient un bon développement. (*Rapports annuels de la Chambre de Commerce. 1919-1932.*)

En résumé on constate que depuis l'Union Douanière plusieurs établissements ont été créés pour les besoins de l'Union. D'autres industries ont dû orienter leurs efforts dans une autre direction. D'autres entreprises encore semblent végéter et ne fournissent que le marché grand-ducal qui constitue depuis l'Union Belgo-Luxembourgeoise et depuis l'essor industriel de 1924-25 un débouché important pour la plupart de ces industries.

CHAPITRE IV

- I. - Le Commerce**
- II. - La Banque**
- III. - Le Tourisme**

I. a) - Le Commerce (gros et détail)

Après l'Armistice, le commerce de gros et le commerce de détail luxembourgeois étaient quelque peu encombrés. Hanté par le désir des gains faciles, une grande partie de la population se lançait dans les affaires.

Les entraves administratives, licences d'importation et d'exportation, la dévalorisation du mark allemand et l'isolement économique freinèrent beaucoup l'activité commerciale.

La Convention d'Union Douanière avec la Belgique ramena la confiance.

L'Union Economique n'a pas permis au commerce de gros luxembourgeois, rayonnant pendant le Zollverein dans la région frontalière de Prusse et de Lorraine, d'étendre sa sphère d'activité, limitée déjà au territoire grand-ducal par les dispositions du traité de Versailles. Cependant le commerce de gros belge, très puissant, réussissait à se créer un débouché au Luxembourg pour l'alimentation, les tissus et les ventes à crédit.

Le colportage, pratiqué par les firmes belges, fait beaucoup de torts au commerce de détail sédentaire luxembourgeois.

L'Union belgo-luxembourgeoise rendait plus aisé l'approvisionnement en marchandises, Anvers étant une porte proche et économique sur le monde. La dévalorisation du franc belge fut le point de départ d'une prospérité du commerce en général qui se continua jusqu'en 1930.

Avec la crise, la concurrence du commerce de gros belge, des maisons de détail étrangères improvisées au Luxembourg et du colportage illégal se faisait de nouveau sentir au détriment du commerçant luxembourgeois, supportant déjà de lourdes charges fiscales et sociales.

Par l'Union Douanière avec la Belgique, le commerce luxembourgeois fut confiné dans l'étroit territoire du Grand-Duché. Jusqu'en 1930 l'augmentation de la consommation intérieure ne fit pas trop sentir les effets de l'étroitesse du territoire grand-ducal. La crise toucha durement le commerce luxembourgeois.¹⁾

¹⁾ Rapports de la Chambre de Commerce 1919-1932.

I. b) - Le Commerce extérieur

L'économie luxembourgeoise se trouvait brusquement isolée à l'Armistice. Les troubles monétaires, relatifs au faible pouvoir d'achat de la monnaie nationale sur les places étrangères, et la désorganisation des transports internationaux, compliquaient les relations internationales. Grâce aux conditions spéciales, accordées par le traité de Versailles aux exportations luxembourgeoises en Allemagne, les échanges gardaient encore une certaine activité de ce côté.²⁾

Toute l'économie luxembourgeoise exigeait la fin de ce néfaste isolement.

L'Union Economique avec la Belgique, entrée en vigueur le 1^{er} mai 1922, clôt définitivement la période des tâtonnements et des hésitations.

L'assimilation de notre monnaie au système circulatoire de la Belgique facilitera énormément les échanges internationaux.²⁾

L'association belgo-luxembourgeoise groupe deux pays fortement et similairement industrialisés. Les deux partenaires doivent unir leurs efforts sur les marchés extérieurs.

«Le Grand-Duché n'avait aucun traité de commerce en 1921, et il adopta dans son ensemble, le tarif belge. Des modifications seront nécessairement apportées aux tarifs douaniers. Sans doute, l'initiative de ces modifications appartient, en fait, aux deux pays. Il faut, néanmoins, une unité de direction; celle-ci revient à la Belgique qui reste, juridiquement, maîtresse de ces modifications. Mais en vertu de l'art. 4, (Les modifications que la Belgique aurait l'intention d'y introduire après cette date seront, dans tous les cas, soumises à l'avis du Conseil supérieur de l'Union belgo-luxembourgeoise.) elle ne pourra, cependant, les in-

²⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

introduire qu'après avoir pris au préalable, l'avis du Conseil Supérieur de l'Union économique.»³⁾

En vertu du même principe de l'unité de direction économique, les traités de commerce seront négociés et conclus par la Belgique au nom de l'Union. Mais, dans ce cas, le Gouvernement belge est tenu d'entendre le Gouvernement luxembourgeois. Dans la pratique, des négociateurs luxembourgeois ont été adjoints aux négociateurs belges, chaque fois que des intérêts plus spécialement luxembourgeois étaient en jeu. En vue de la négociation du traité de commerce avec la France, le Gouvernement belge avait admis, en termes exprès, que les délégués luxembourgeois prendraient part aux négociations «au même titre et avec les mêmes pouvoirs que les délégués français et belges», étant donné l'intérêt vital que présentaient ces négociations pour le Grand-Duché. Sans doute, le Luxembourg, dans le cas de modifications tarifaires aussi bien que dans le cas des traités de commerce n'a que voix consultative. Il ne peut opposer de veto. On se rend, cependant aisément compte que le refus par la Belgique de donner satisfaction à des intérêts luxembourgeois d'une certaine importance, provoquerait, dans l'opinion publique luxembourgeoise, des réactions susceptibles de troubler gravement la vie économique des deux pays.⁴⁾

A partir de 1923, l'amélioration de la balance commerciale de l'Union est continue. Les importations et les exportations augmentant simultanément avec un léger avantage pour les exportations tout de même. Les exportations luxembourgeoises sont principalement les produits métallurgiques.

Le rapprochement économique entre la France et l'Union Economique, si utile au Luxembourg, est plutôt lent. La Convention franco-belgo-luxembourgeoise signée le 12 mai 1923 à Bruxelles fut rejetée par le parlement belge, et les négociations reprises, aboutissaient au *modus vivendi* du 24 octobre 1924. Un acte additionnel rattache en 1925 un certain nombre d'articles à l'arrangement de 1924. Le 23 février 1928 un nouvel accord avec la France, procure aux producteurs de l'Union belgo-luxembourgeoise une

³⁾ Luc. Hommel: Une Expérience d'Union Economique. pages 47-50.

⁴⁾ Rapports de la Chambre de Commerce 1919-1932.

protection plus efficace. En 1929 un accord additionnel à la convention de 1928 est signé. A partir de la dépression la France tend à ramener les importations dans les limites de ces dernières années par une politique de contingentement. Un avenant aux accords commerciaux, réglant les échanges de l'Union Douanière avec la France intervint le 15 avril 1931.⁴⁾

L'accord commercial entre l'Allemagne et l'Union Economique, entré en vigueur le 1^{er} décembre 1925, rétablit entre les deux parties contractantes des relations commerciales normales.⁵⁾

D'autres traités de commerce et accords commerciaux avec la Tchécoslovaquie, la Suisse, l'Espagne, la Turquie, le Mexique, l'Union Sud-Africaine, le Paraguay etc. furent conclus.⁵⁾

La politique commerciale de l'Union douanière est dominée par le souci d'asseoir les relations commerciales sur des bases stables. L'industrie et le commerce luxembourgeois se sont vite familiarisés avec les courants nouveaux, accroissant l'activité industrielle et commerciale.

En 1930, première année de crise, on évalue les échanges extérieurs de l'Union à environ 60 milliards de francs. Si l'on compare le pourcentage de fléchissement de l'Union Belgo-Luxembourgeoise à celui des grands pays industriels, on constate que la moyenne est favorable et que seule la France est moins touchée. Les pays exportateurs se disputent les marchés extérieurs, très restreints, à coups de dumping et de rabais sur les prix de vente.

	Importations de l'Union Economique	Exportations
1930	31.041 millions	26.340 millions
1931	23.964 millions	23.236 millions
1932	16.424 millions	15.130 millions

Le total des échanges a considérablement diminué. La balance commerciale est pratiquement équilibrée. De 1931 à 1932 les importations ont diminué de 31 % et les exportations de 34 %. Cette diminution vient de la baisse des prix et de la diminution de volume du trafic.

L'Union belgo-luxembourgeoise n'a eu recours pour parer à la dépression qu'à des mesures anodines de protection. Cette modération abaisse, d'une part, les prix sur le

⁴⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

⁵⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

marché intérieur et permet aux exportateurs de maintenir un certain courant d'affaires, et d'autre part, constitue la meilleure défense contre les importations anormales.

Le 22 décembre 1930 la convention d'Oslo fut signée par la Hollande, les trois pays scandinaves et l'Union belgo-luxembourgeoise. Ce groupement forme un bloc économique d'une incontestable puissance. Cette convention tend à stabiliser les relations commerciales en instituant une procédure de notifications et de recours, pour le cas où l'une ou l'autre des nations participantes procéderait à un relèvement des droits de son tarif ou en établirait de nouveaux.

Les accords d'Ottawa ont atteint les exportations belgo-luxembourgeoises dans les pays de l'Empire Britannique.

Dans ce chaos des barrières douanières surélevées apparaît une lueur d'espoir. La Convention Internationale pour l'abaissement des tarifs douaniers, dite la Convention d'Ouchy, signée par les délégués des gouvernements néerlandais, belge et luxembourgeois, institue un système de réductions douanières par paliers.

Mais les parlements hollandais et belge n'ont pas accepté les nouveaux traités de commerce élaborés sur la base de cette convention, et le problème des échanges extérieurs se pose avec une nouvelle vigueur. Les pouvoirs belges ont eu recours à des mesures de contingentements raisonnables (100 % des années normales) et ils dirigeaient leurs efforts du côté de la France.

Mais la France ne veut pas se départir de sa politique commerciale, basée sur les contingentements et sur les courants commerciaux réciproques, si bien que le commerce extérieur de l'Union Douanière est entré dans une phase de tâtonnements et de nouvelles orientations.

II. - La Banque

Au cours des huit premières années après la guerre, l'activité bancaire et les conditions de crédit en général furent dominées par la dépréciation monétaire, qui se manifesta, surtout dans notre pays, avec une acuité inquiétante à partir de 1923.⁷⁾

Les transactions spéculatives prirent une ampleur inconnue jusqu'alors, laissant souvent les bénéfices plutôt nominaux que réels.

L'esprit d'emballement ou parfois l'esprit d'entreprise se manifestèrent par la création d'un grand nombre d'entreprises industrielles et commerciales luxembourgeoises, dont la plupart périclitèrent assez rapidement.⁸⁾

Le commerce de banque profitait de cette activité fiévreuse. Des banques étrangères vinrent s'établir au Luxembourg, attirées par l'abondance des capitaux. Des nouvelles banques luxembourgeoises furent fondées en partie avec des capitaux étrangers. Ces banques participèrent largement à la reprise des affaires, et se créèrent une importante clientèle locale.⁷⁾

On peut considérer l'établissement de ces succursales comme un indice de l'importance croissante des intérêts belges et français dans l'économie luxembourgeoise. Ce phénomène se manifesta surtout par l'intervention des grandes banques belges et françaises dans l'industrie métallurgique et les principaux établissements financiers luxembourgeois.⁷⁾

Quand après la guerre la sidérurgie luxembourgeoise reconstitua ses usines sur des bases nouvelles, les banques belges et françaises prirent des participations importantes

⁷⁾ J. Anders: Le marché Financier Luxembourgeois.

⁸⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

dans les entreprises luxembourgeoises et se firent attribuer un certain nombre de sièges aux conseils d'administration.⁷⁾

«La Banque de Bruxelles et la Banque de l'Union Parisienne prennent une participation de 25 millions de francs dans la Banque Internationale à Luxembourg, capital devenu nécessaire par la loi de valorisation des marks allemands. En 1926, la Dresdener Bank à Berlin, la Banque Dellbrück, Schickler & Cie à Berlin et la maison Sal. Oppenheim & Cie y prennent également une participation. Vers 1928 enfin, le groupe Schneider, par l'intermédiaire de l'Arbed, s'y intéresse directement. Actuellement, trois quarts du nouveau capital se trouvent entre les mains du groupe belgo-franco-allemand, le reste étant luxembourgeois. La Banque Internationale est la doyenne des banques établies à Luxembourg. Ses influences dans l'industrie et le commerce luxembourgeois sont puissantes. Ses ramifications à l'étranger lui ont assuré un noyau d'affaires dépassant les limites du Grand-Duché».⁸⁾

«Au début de 1920, la Banque Werling, Lambert & Cie, affectée également par la loi de valorisation, est transformée en Société luxembourgeoise de Crédit et Dépôts au capital de 15 millions dont 13 millions 150.000 fr. apportés par la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts. En 1929, la société s'est transformée en un organisme adapté spécialement aux besoins de la Bourse de Luxembourg. A cette occasion, la Caisse de Reports et de Dépôts de Bruxelles y prend une participation de 4 millions et la Banque Générale du Luxembourg (société anonyme belge) une participation de 2 millions, qui lui ont été cédés par la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts. Spécialisée dans le seul cadre des opérations de titres et de reports, elle ne pouvait trouver, en plein marasme boursier, lequel allait en s'empirant depuis le jour de sa transformation, un champ d'action suffisamment étendu pour la bonne réalisation de son objet social. En 1932 un arrangement est intervenu par lequel la Société Luxembourgeoise de Reports et de Dépôts est entrée en liquidation volontaire et a cédé à la Banque Internationale la totalité de ses créiteurs, une partie de ses débiteurs et de son portefeuille-titres ainsi que son immeuble. La Banque Werling, Lambert & Cie était

⁷⁾ J. Anders: Le marché Financier Luxembourgeois.

⁸⁾ P. Bastian: Les banques au Grand-Duché de Luxembourg.

une des plus anciennes et des plus importantes banques luxembourgeoises.»⁸⁾

Les banques belges surtout, bénéficiant de la Convention d'Union Economique, acquièrent des positions très fortes sur le marché luxembourgeois.

Il est indéniable que le commerce de banque prit un essor formidable au Grand-Duché. Malheureusement on ne peut apprécier cette activité par des données exactes, les filiales et succursales des sociétés étrangères ne publiant pas de bilan spécial.⁹⁾

Il faut mentionner en 1925, la création à Luxembourg, d'une Chambre de Compensation. Elle allège la circulation intérieure, assure une meilleure répartition des billets belges et luxembourgeois et fait fonctionner sans restrictions le service des virements postaux entre la Belgique et le Luxembourg.

En 1926, la stabilisation du franc belge met un terme à l'incertitude, qui depuis 1918 dominait les transactions.

«Au début de 1926 également, M. Alfred Lévy a transféré son établissement de Sarrebruck à Luxembourg. Cette banque a des relations internationales intéressantes. Outre ses attaches avec la France, ses liens avec la place de Bruxelles, (elle y avait une filiale jusqu'en 1930) elle entretient des relations étroites avec les principales maisons allemandes et hollandaises. Le développement d'affaires de cette banque dépasse de beaucoup les frontières du Grand-Duché et lui vient surtout de l'étranger.»⁸⁾

Le 5 avril 1928 fut constituée la Société de la Bourse de Luxembourg. On remarqua immédiatement une nouvelle affluence de banques, d'établissements financiers et d'agents de change sur la place de Luxembourg.⁹⁾

Mais cette bourse débuta dans des conditions peu favorables, à la veille de la crise mondiale, au moment où les épargnants et les spéculateurs se désintéressaient des valeurs mobilières, principalement de celles à revenu variable et à caractère spéculatif.

Les espoirs émis à la création de la bourse sont loins de répondre aux résultats constatés. En général, le marché a évolué dans des limites très étroites et a été en baisse continue comme l'attestent les cours de quelques-unes des va-

⁸⁾ P. Bastian: Les banques au Grand-Duché de Luxembourg.

⁹⁾ J. Anders: Le marché Financier Luxembourgeois.

leurs à revenu variable les plus en vue de la cote. Ces résultats sont dûs en majeure partie à la crise mondiale. D'aucuns prétendent cependant qu'en tout état de cause la Bourse de Luxembourg ne pourra donner la pleine mesure de son activité, que le jour où elle sera dotée d'un marché à terme.⁹⁾

La loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings (sociétés de participation financière et société d'investissement) fut beaucoup plus heureuse. Elle fut accueillie avec faveur par toutes les banques qui y trouvèrent une activité et des revenus supplémentaires. On enregistra fin 1932 363 sociétés au capital de 22.462.435.000 francs luxembourgeois.¹¹⁾

La banque luxembourgeoise, semble ne pas avoir été touchée dans ses fondements par la crise. La situation luxembourgeoise est bonne, mais il est prématuré de se prononcer sur l'avenir du mouvement d'expansion bancaire qui s'est manifesté au Grand-Duché après la guerre.¹⁰⁾

D'ailleurs la multiplicité des établissements bancaires n'est pas un danger pour le crédit public. Il ne faut pas perdre de vue, que plusieurs des établissements étrangers établis au Luxembourg, sont des succursales et filiales de très importantes sociétés belges et françaises. Ces succursales et filiales opèrent constamment sous le contrôle des maisons mères, dont le crédit est des plus solidement établi.

«A partir de 1929, le Luxembourg s'inscrit au rang des places financières de l'Europe. Ses caractéristiques pénètrent dans le milieu financiers et industriels les plus éloignés, le confirmant de plus en plus dans son rôle de place internationale.»¹⁰⁾ On remarque pendant les dernières années une orientation vers la finance et le commerce de l'argent.

Le Luxembourg semble être, d'après les experts, une place située sur les courants internationaux, facilitant énormément les affaires bancaires.

L'essor de la Banque luxembourgeoise n'est pas un effet direct de l'Union Economique avec la Belgique. La finance belge et française s'intéressaient déjà immédiatement après la guerre dans l'économie luxembourgeoise. Il est vrai que

⁹⁾ J. Anders: Le marché Financier Luxembourgeois.

¹⁰⁾ P. Bastian: Les banques au Grand-Duché de Luxembourg.

¹¹⁾ Rapports de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

l'Alliance économique avec la Belgique hâta et amplifia cette nouvelle orientation.¹²⁾

Si la Banque luxembourgeoise subissait la crise avec une relative facilité, c'est grâce à la législation spéciale et à la position favorable du Grand-Duché.

La Belgique a su donner une forte aide aux banques luxembourgeoises.

D'après Bastian, il existe pour l'ensemble du pays, une banque pour 5.770 habitants environ. Cet éminent connaisseur de la situation luxembourgeoise faisait les conclusions suivantes dans un article sur la banque luxembourgeoise: «Durant ces dernières années, les conditions économiques dans le Grand-Duché se sont perfectionnées. Celles-ci ont réagi à leur tour sur l'organisation bancaire et sur son développement. Il a retenu l'attention des pouvoirs publics, qui n'ont négligé aucun effort pour contribuer à l'essor de cette branche d'industrie et pour faire du Luxembourg une place financière internationale.

Depuis le début de la crise, les établissements financiers à Luxembourg ont fait preuve de leur solidité et de leur capacité. Si en ce qui concerne les résultats, l'année 1929 a été une année record pour les banques de la place, il n'en est pas moins vrai que, depuis lors, et en dépit d'une légère régression des bénéfices, du point de vue international ces établissements ont gagné en importance.»¹³⁾

¹²⁾ Rapports annuels de la Chambre de Commerce. 1919-1932.

¹³⁾ P. Bastian: Les banques au Grand-Duché.

III. - Le Tourisme

Le tourisme constitue depuis l'Union Douanière un des principaux facteurs de l'économie luxembourgeoise. M. Anders évalue à plus de 100 millions de francs les capitaux investis dans l'industrie hôtelière et il trouve que les étrangers dépensent une somme annuelle moyenne d'environ 40 millions de francs.¹⁴⁾

Les statistiques officielles de l'établissement thermal de Mondorf-Etat reflètent assez bien le mouvement touristique depuis la guerre.

1920	1.478	baigneurs inscrits
1921	1.777	
1922	1.683	
1923	1.881	
1924	2.193	
1925	2.136	
1926	2.272	
1927	2.272	
1928	2.715	
1929	3.583	
1930	3.858	
1931	3.159	
1932	2.657	¹⁵⁾

A partir de 1922, le Grand-Duché est englobé dans la région touristique belge et la Belgique fournit le plus grand nombre de voyageurs. Egalement depuis cette date, à la suite des formalités douanières compliquées, on constate une régression de la clientèle touristique française et une augmentation notable des touristes hollandais.

Le réseau routier luxembourgeois, en excellent état, est le facteur principal du développement du tourisme automobile.

¹⁴⁾ J. Anders: Le Tourisme, Industrie Nationale.

¹⁵⁾ Rapports annuels de la Chambre de Commerce.

Les nouvelles installations et les modernisations furent à l'ordre du jour dans l'industrie hôtelière. «L'hôtellerie est prospère au Luxembourg. (*Rapport de la Chambre de Commerce 1926.*)

A partir de la crise on constate un certain changement dans la clientèle: Le touriste belge est moins nombreux qu'on pourrait le supposer pour un allié économique. La clientèle hollandaise prend une place de plus en plus importante.

En 1932, le tourisme a donné pour la ville de Luxembourg ainsi que pour les autres centres, des résultats supérieurs à ceux qu'on attendait. Particulièrement la Hollande était fortement représentée. Le Luxembourg a tiré profit dans une certaine mesure du déclassement, en ce sens qu'il était recherché de préférence aux places chères par le bon marché qui n'exclut pas le confort. Le Grand-Duché pourrait profiter de ces circonstances et redoubler sa propagande.

L'industrie hôtelière formule le désir d'amplifier encore le courant touristique. Le Gouvernement luxembourgeois semble avoir compris l'intérêt économique du tourisme et il pratique une politique y correspondant.¹⁵⁾

Pendant les années de prospérité on ne prêtait pas attention à cette industrie qui se développa continuellement. L'initiative fut plutôt individuelle. Mais, comme on a constaté pendant les années de dépression les répercussions bienfaisantes du tourisme sur l'activité économique du pays, on commença à s'occuper sérieusement de cette nouvelle source de revenus.¹⁵⁾

Au point de vue du tourisme, le Luxembourg ne pouvait trouver de meilleur partenaire économique que la Belgique. La Belgique est un pays industriel pas trop abondamment pourvue de beautés naturelles. La Belgique a ainsi mis en valeur les qualités pittoresques du Grand-Duché.

¹⁵⁾ Rapports annuels de la Chambre de Commerce.

CHAPITRE V

- I. - L'Agriculture
- II. - L'Horticulture
- III. - La Viticulture

I. - L'Agriculture

Les intérêts de l'industrie et de l'agriculture luxembourgeoises penchaient, après la guerre, du côté de l'ancien client et fournisseur, la Lorraine et ainsi la France.¹⁾

Mais si le Gouvernement luxembourgeois a été forcé d'agir en quelque sorte à l'encontre des intérêts de ces deux activités économiques principales, l'agriculture était beaucoup plus désavantagée, l'industrie s'adaptant plus facilement par sa conformation même aux nouvelles conditions.¹⁾

Les principaux caractères de l'agriculture luxembourgeoise sont les suivants: Les petites et moyennes exploitations de 2 à 20 hectares représentent environ 60 %; les grandes exploitations de plus de 30 hectares 30 %; les exploitations de moins de 2 hectares 10 %. Presque pas d'affermage. Morcellement très développé des propriétés, excluant l'emploi rationnel des machines.²⁾

L'activité de l'agriculture luxembourgeoise se concentre surtout dans l'élevage, combinée à la culture des céréales et des pommes de terres et, à la fabrication des produits de ferme, beurre, lait, fromage.

L'agriculture belge était plus forte que l'agriculture luxembourgeoise, protégée efficacement par des tarifs douaniers pendant le Zollverein.³⁾

On accorda à l'agriculture luxembourgeoise, dans la Convention d'Union Douanière, une protection indirecte par les primes sur les blés, payées sur les recettes communes de l'Union Economique.

Malgré cela, on constate comme un des premiers effets de la nouvelle Union la diminution des surfaces ensemencées en blé. En 1913 il y avait 69.107 hectares et en 1924

¹⁾ Travaux de la Commission Luxembourgeoise d'Etude.

²⁾ Statistiques du Bureau Permanent de Statistiques.

³⁾ Majerus: L'Union Economique avec la Belgique, pages 65-77.

il n'y avait plus que 54.088 hectares, soit une diminution de 24 % environ. Pour les mêmes années on enregistre un développement des cultures des plantes sarclées de 21.568 hectares à 24.371 ha., des surfaces en fourrages de 20.556 hectares à 23.031 ha., ainsi que des prés et des pâturages de 28.819 ha. à 40.398.⁴⁾

D'après ces chiffres, on voit comme l'agriculture luxembourgeoise s'oriente nettement vers l'élevage et les produits de ferme par le développement des cultures de fourrages, en ne produisant que le grain nécessaire aux besoins personnels. L'orge est cultivée pour sa paille abondante. L'avoine, servant à la nourriture des chevaux encore très nombreux dans les exploitations agricoles, est la principale plante à grains cultivée.

D'après les statistiques des cultures on peut supposer que l'élevage s'est développé. Malheureusement il n'existe pas de statistiques du bétail pour les premières années de l'Union.

L'orientation nouvelle de l'agriculture luxembourgeoise se confirme dans les années suivantes. Quoique les primes sur les blés exercent une certaine influence sur les surfaces ensemencées en céréales, les betteraves, pois, haricots, etc. se développent considérablement. De 24.371 ha. en 1924 à 25.098 ha. en 1927. Les surfaces en fourrage diminuent, mais les prés et les pâturages augmentent dans le même temps de 40.398 ha. à 41.862 ha. L'ensemencement en blé atteint 57.458 hectares en 1927.⁴⁾

Les surfaces emblavées baissent de nouveau pour atteindre 54.929 ha. en 1932. Pourtant, la culture du froment a augmenté continuellement et la diminution des surfaces en céréales est surtout imputable au moindre ensemencement en seigle, orge et méteil. Pour les pâturages et les cultures sarclées l'augmentation s'est continuée, respectivement 43.595 ha. et 27.292 ha. en 1931.⁴⁾

En 1922, à la conclusion de l'Union Economique, le recensement du bétail avait relevé 88.837 bovins dont 47.688 vaches laitières. En 1925, le troupeau est de 100.925 têtes dont 52.368 vaches laitières. Le recensement de 1928 constate une légère diminution, explicable par la spéculation animale. Le paysan achète au marché le bétail à élever pour la boucherie, il ne se donne plus le mal d'élever lui-même.

⁴⁾ Statistiques du Bureau Permanent.

Les vaches laitières ont augmenté d'environ 3.000 unités. En 1931 les chiffres sont de 99.201 dont 50.986 vaches laitières; ces dernières, par suite de la meilleure rétribution et du moindre travail occasionnés par l'élevage des bêtes grasses, ont diminué de près de 5.000 unités.⁴⁾

Le nombre des chevaux est resté stationnaire pendant les années de l'Union. Seulement en 1928 et en 1931 on enregistre une légère diminution. Le moteur ne fait que des faibles progrès dans l'agriculture luxembourgeoise, les propriétés étant très parcellées.

L'élevage du porc est en augmentation continue:

1922	88.728
1925	120.928
1928	127.003
1931	149.605 ⁴⁾

Une exportation très vive de porcs luxembourgeois se fait en Lorraine et en Belgique.

Il est à remarquer que l'élevage du mouton a repris, au Luxembourg une certaine importance au point de vue alimentaire.

1913	5.310 moutons
1922	3.714
1925	10.536
1928	9.767
1931	7.738 ⁴⁾

La chèvre, la vache du pauvre, est en constante régression. En 1913 on en recensa 13.000 et en 1928 plus que 6.662. Le lait revient si bon marché par l'augmentation du nombre des laiteries et de la modernisation de la manutention laitière, que l'employé ou l'ouvrier habitant la campagne ne veut plus se donner le mal d'élever une chèvre.

Grâce à la propagande de la société d'aviculture, on remarque une forte et continue augmentation des poules et des lapins.

De ces chiffres ressort la tendance de l'agriculture luxembourgeoise à se spécialiser dans l'élevage du bétail gras et dans la fabrication des produits de ferme. La spéculation sur le bétail a fait transformer beaucoup de champs en prés et en pâturages. Les dernières années, l'élevage du bétail gras, en se développant, a porté même atteinte à la fabrication des produits de ferme.

⁴⁾ Statistiques du Bureau Permanent.

A travers le hasard et les caprices des récoltes annuelles, l'agriculture luxembourgeoise poursuit son organisation rationnelle et méthodique vers la consolidation de ses positions.

Avant la guerre, l'administration militaire allemande achetait régulièrement les céréales luxembourgeoises et le problème des débouchés ne se posait pas. Les primes sur les blés, réglées par l'article 13 de la Convention d'Union Douanière, sont à partir de l'alliance belgo-luxembourgeoise d'un grand secours à l'agriculture luxembourgeoise. Elles ont constitué l'aide essentielle du cultivateur luxembourgeois pendant la période d'adaptation. L'agriculture luxembourgeoise a ainsi touché 14.086.051 francs jusqu'en 1927. Ces primes ont considérablement augmenté de 1928 à 1931; allant de 104 frs. par ha. à 520 frs. par ha.⁵⁾

Bien avant l'Union, les paysans luxembourgeois étaient groupés en coopératives d'achat et de production. A partir de 1925 on constate la constitution de coopératives de crédit. Pour pousser plus loin la spécialisation de l'agriculture luxembourgeoise il faudrait des organismes spéciaux et si possibles officiels offrant du crédit à long et à court terme.

Pendant les dix années de l'Union, il y eut parfois des difficultés au sujet des tarifs douaniers appliqués aux machines agricoles et aux engrais, l'agriculture luxembourgeoise employant beaucoup de machines de provenance allemande et d'engrais étrangers.

L'agriculture luxembourgeoise était prospère sous le régime du Zollverein, toute concurrence étrangère étant impossible à l'intérieur du territoire douanier allemand. Quand en 1922 le Grand-Duché s'allia économiquement avec la Belgique, les marchés de Trèves (Allemagne) et de Thionville (France), les principaux débouchés du paysan luxembourgeois, furent fermés.

La Belgique n'apporta pas de débouchés, l'agriculture belge étant très forte et très organisée et les centres de consommation, Bruxelles, Namur, Charleroi très éloignés. La politique commerciale belge est toujours libre-échangiste et la situation de l'agriculture luxembourgeoise est la suivante sous le régime de l'Union: Des débouchés extérieurs très protégés et un marché intérieur sans protection.

⁵⁾ On prend la différence des prix entre les marchés de Metz et d'Anvers, qui est multiplié par la récolte en quintaux métriques, puis divisée par les surfaces en blé du pays.

Non seulement la concurrence étrangère menaçait l'existence du paysan, mais l'essor de la métallurgie luxembourgeoise attira le laboureur dans l'industrie et, on assista à une véritable exode des campagnes pendant les années de prospérité. Le capital ne rapportant plus des intérêts assez élevés fuyait également l'exploitation agricole.⁶⁾

De 1924 à 1929 l'agriculture luxembourgeoise marqua quand même des progrès, grâce à la culture maraîchère, aux produits de ferme et à l'élevage pour la boucherie. Pour les produits de ferme, les régions de Thionville et de Trèves sont restées, malgré les droits d'entrée élevés, les meilleurs clients. Le marché intérieur est devenu grand consommateur de légumes.⁶⁾

Depuis le début de la crise, les produits de ferme et le bétail sur pied ont souffert beaucoup de la dépression des prix mondiaux. Les barrières douanières des voisins français et allemand se relevaient encore et la consommation intérieure diminuait fortement par suite du chômage industriel et du départ des étrangers occupés dans la sidérurgie luxembourgeoise.⁶⁾

Mais la dépression fut le signal du retour à la terre. Dans une agriculture toute en petites et moyennes propriétés, on ne peut jamais parler de désastre. La terre nourrit toujours sa famille. On travaille pour vivre et on se passe de gros bénéfices.

Depuis la crise, le Gouvernement luxembourgeois fait pour les produits de marque et de qualité une propagande active qui s'est cristallisée dans une loi sur les standards agricoles et sur la création d'une marque nationale.⁷⁾

L'adaptation de l'agriculture luxembourgeoise au milieu libre-échangiste de l'Union Economique fut facilitée par le grand nombre de petites propriétés paysannes. L'Union économique avec la France aurait eu certainement des effets plus favorables pour l'agriculture luxembourgeoise.

M. Bech, Ministre d'Etat luxembourgeois, disait dans une récente interview: «Notre politique agraire tend à équilibrer les diverses productions agricoles. Nous cherchons à réduire les risques et à garder les caractères naturels de l'agriculture luxembourgeoise. Les primes sur les blés et l'obligation légale d'ajouter de la farine de blé indigène aux

⁶⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.

⁷⁾ Compte-rendu analytique de la Chambre des Députés.

farines panifiables ont donné des résultats satisfaisants. Sans ces mesures la culture des céréales, base de la production agricole, aurait perdu beaucoup de son importance.

En favorisant les syndicats, nous avons mis à même l'agriculture luxembourgeoise de s'aider par ses propres forces.

Le changement survenu dans l'instruction agricole portera la science agricole dans chaque village.

Les syndicats et l'instruction ne tarderont pas à réduire les prix de revient, facteur principal du développement des relations extérieures.

Le Gouvernement veut réaliser une oeuvre de grande envergure. Le Luxembourg a encore près de 40.000 ha. de terres incultes qui seront mises à la disposition de la culture suivant un plan unifié qui augmente le nombre de propriétaires. Dans ce plan sont prévues également les améliorations agricoles, travaux de drainage et d'irrigation, unifications des propriétés, etc.).⁸⁾

⁸⁾ A. Z. illustré luxembourgeois. N° 3, 7 janvier 1934.

II. - L'Horticulture

L'horticulture, qui exporta en 1930 pour plusieurs millions de francs, est un facteur assez important de la Balance des Comptes luxembourgeoise.

La clientèle de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Roumanie et des pays danubiens fut perdue par les dispositions du traité de Versailles. Les mauvaises conditions des transports internationaux constituèrent une autre entrave aux exportations des premières années après l'Armistice. L'horticulture n'exporta que vers les pays restés neutres pendant la guerre.

A partir de 1922 la production et l'exportation des rosiers, principale culture de l'horticulture, progressent.

Depuis 1923 cette branche de l'économie luxembourgeoise ne publie plus de bulletin au «Rapport annuel de la Chambre de Commerce luxembourgeoise».

Il paraît cependant que l'horticulture s'est assez bien développée par la suite. Grâce au tarif douanier allemand du 1^{er} octobre 1925 et à la stabilisation du mark, les exportations vers l'Allemagne reprenaient.

L'horticulture luxembourgeoise, renommée pour ses roses, travailla surtout le marché mondial.

A la crise, l'élévation générale des droits douaniers réduisit légèrement l'exportation.

III. - La Viticulture

La viticulture luxembourgeoise constitue le prolongement de la viticulture mosellane allemande. Les vins luxembourgeois n'étaient toujours consommés qu'au Grand-Duché même, ils servaient en outre comme vins de coupage et à la fabrication de mousseux en Allemagne.

Les récoltes des vins depuis 1919 sont les suivantes:

1919	87.761 hl	1926	34.446 hl
1920	170.169	1927	44.622
1921	2.984	1928	30.170
1922	245.782	1929	113.270
1923	8.059	1930	38.720
1924	136.469	1931	88.050
1925	21.211	1932	40.510

(Tableau constitué d'après les rapports de la Chambre de Commerce.)

La Belgique ne possède pas de vignes, et les vignerons luxembourgeois y croyaient trouver un marché favorable à la conclusion de l'Union Economique. Les espérances furent déçues. Depuis l'Union Economique, l'Allemagne achetait de moins en moins et la viticulture luxembourgeoise ne trouva pas une compensation correspondante sur le nouveau marché belge. Dans le Rapport de la Chambre de Commerce on remarque en 1925: «La viticulture a été la principale victime de l'Union Douanière. Par la perte de son principal débouché l'Allemagne, elle a été durement atteinte. Son salut réside dans la réouverture du traditionnel marché allemand.» ⁹⁾

Les vignerons se groupèrent en syndicats à la suite de cette crise de débouchés.

A partir de 1926, on note cependant une légère augmentation des achats belges. L'importation belge atteint 20.770 hl. Mais la Belgique achète seulement si les prix sont extrêmement bas.

Le vin exporté en Belgique sert en majeure partie à la fabrication d'un vin de fruit, qui est vendu sur le marché

⁹⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.

Travaux de la Commission d'Etude.

Majerus: L'Union Economique. pages 77-81.

belge à grand renfort de publicité. La législation sur les vins est très peu développée en Belgique et laisse la plus grande latitude à la fraude.

L'Union Economique n'a pas donné de bons résultats au point de vue de la viticulture. Comme l'agriculture, la viticulture dépend principalement des facteurs climatologiques et ne peut s'orienter aussi facilement dans une autre direction, étant plus terre à terre que l'industrie.¹⁰⁾

Exceptées les quelques années de récoltes quantitative-ment et qualitativement bonnes, les vins luxembourgeois n'ont jamais réussi à prendre pied d'une manière définitive sur le territoire belge. Quoique les producteurs luxembourgeois aient modernisé leurs installations, pour mettre leur marchandise au goût du consommateur, ils n'ont pas réussi à conquérir ce client.

Les importations belges sont les suivantes à partir de 1926:

1926	20.770 hl	1930	41.720 hl
1927	8.770	1931	25.760
1928	12.900	1932	33.150
1929	15.130		

Heureusement, la consommation intérieure luxembourgeoise a considérablement augmenté, et les fabriques de vins mousseux installées sur la Moselle luxembourgeoise ont pris également une forte partie des récoltes.¹¹⁾

L'Allemagne est toujours restée acheteur des vins luxembourgeois, mais ses achats furent irréguliers à cause des perturbations monétaires et des changements des tarifs douaniers. Elle fut un client qui venait fausser les prix en leur imprimant un mouvement de hausse. On remarque toujours après ses apparitions des années de crise.

La Belgique n'a pas de réglementation pour les vins, et on y trouve de nombreux établissements fabricant des vins industriellement. Ces vins affublés de noms pompeux, soutiennent facilement la concurrence des vins mosellans au point de vue prix et degré d'alcool.

Il faut une politique des vins dans l'Union Economique. Les vigneron ont fait ce qui était dans leurs forces: Les syndicats, les fédérations, les foires de vins, les modernisations ont été leurs moyens de lutte. Si le Gouvernement

¹⁰⁾ Majerus: L'Union Economique. pages 77-81.

¹¹⁾ Rapports de la Chambre de Commerce.

luxembourgeois avait écouté dès la conclusion de l'Union Douanière les doléances des vignerons et leurs avait donné un appui plus puissant et plus officiel, cette crise viticole aurait pu être évitée.

Toutefois, les dernières années il y a une amélioration notable à signaler. On a reconstitué les vignes par des ceps de meilleure qualité et plus adaptés au climat. Sous l'impulsion de la devise «qualité» la consommation intérieure s'est fortement accrue. Par des traitements spéciaux, ainsi que par une mise en fûts soigneuse, le vin est amélioré et mis au goût du consommateur. La consommation s'est donc accrue, et la viticulture semble être de nouveau dans la bonne voie.

Actuellement par suite de l'abolition de la prohibition aux Etats-Unis, les vignerons luxembourgeois espèrent reprendre sur ce marché leur ancienne importance. Ce courant d'affaires pourra sans doute être encore amplifié par l'expédition de vins mousseux luxembourgeois. Ce nouveau débouché dégagerait considérablement les stocks.

Deux autres idées sont à l'étude.

D'abord, on a l'intention de drainer une partie du courant touristique dans la vallée de la Moselle. La consommation des vins serait fortement accrue, surtout si on permettait aux vignerons de vendre en détail, pendant la saison, des vins de leur propre crû.

On parle également pour étendre la consommation de la Belgique, de créer un service de livraison à domicile par petites quantités. Cette institution a donné de bons résultats au Luxembourg, et avec une publicité bien comprise, une organisation correcte et une marchandise au goût de la clientèle, on peut prévoir le même succès en Belgique.

CHAPITRE VI

Les questions en suspens

- I. - La Clause des chemins de fer
- II. - La Question financière
- III. - La Question des alcools

A la ratification de la Convention d'Union Economique par la Chambre des députés luxembourgeoise, il y eut des débats prolongés sur les problèmes posés par les chemins de fer et les finances publiques luxembourgeoises.

Ces problèmes très intéressants ne sont pas encore résolus jusqu'à ce jour à la satisfaction des deux partenaires économiques, et ainsi la Convention de 1921 peut être considérée comme incomplètement appliquée. Ces dernières années, la question des alcools est venue s'ajouter à ces divers problèmes.

I. - La Clause des Chemins de fer

Les chemins de fer luxembourgeois constituent la liaison entre la Belgique, la Rhénanie et la Lorraine. Mais ces régions pourraient à la rigueur employer des routes détournées et le Grand-Duché verrait passer à côté de lui tout le trafic. L'exploitation des chemins de fer luxembourgeois à voie normale est trop onéreuse, le réseau est très dense, sans les recettes du transit.¹⁾

Au point de vue économique, il serait à souhaiter, qu'à la conclusion d'un accord économique, les problèmes ferroviaires relatifs à la nouvelle orientation du pays soient réglés par cet accord.

La S. A. Royale Grand-Ducale des Chemins de Fer Guillaume-Luxembourg possède un réseau de 207,14 kilomètres qu'elle n'a jamais exploité elle-même. C'est, en fait, une société fermière qui détient sa concession jusqu'en 1959.

¹⁾ Majerus: L'Union Economique avec la Belgique. pages 95-104.

Le trafic est très important sur le réseau Guillaume-Luxembourg qui détient des voies d'importance internationale.

La Société Guillaume-Luxembourg (G.-L.) a d'abord cédé l'exploitation d'une partie de son réseau à la Compagnie Belge du Grand-Luxembourg, laquelle était concessionnaire du réseau Bruxelles-Sterpenich (frontière luxembourgeoise). Cette exploitation portait sur la ligne Kleinbettingen-Wasserbillig qui traverse le Grand-Duché de la frontière belge à la frontière allemande. La société G.-L. céda l'autre partie de son réseau, celle qui traverse le pays du Sud (frontière française) au Nord (frontières allemande et belge), à la Compagnie des Chemins de fer de l'Est Français. Par la suite, la Compagnie Belge du Grand-Luxembourg rétrocéda l'exploitation de sa ligne à la Compagnie de l'Est Français.²⁾

Après la guerre franco-allemande de 1870, le Reich se subrogea aux droits de la Compagnie de l'Est et le réseau du Guillaume-Luxembourg fut intégré dans le réseau d'Alsace-Lorraine des Chemins de Fer de l'Empire. Le Gouvernement luxembourgeois s'est réservé par le contrat de concession, soit d'obliger le Guillaume-Luxembourg à exploiter lui-même, soit de donner son agrément à l'exploitant choisi par le Guillaume-Luxembourg.

La Compagnie des Chemins de fer Prince Henri est une société concessionnaire luxembourgeoise possédant un réseau de 190,1 kilomètres, exploité par la société elle-même.²⁾

A l'Armistice, l'Administration française prit possession du réseau Guillaume-Luxembourg, le gouvernement allemand cédant l'exploitation des réseaux Alsace-Lorraine (A.-L.) et Guillaume-Luxembourg (G.-L.) au Grand Etat-Major français.

L'occupation du réseau G.-L. par les autorités militaires françaises en 1918 fut une mesure stratégique «conforme au droit des gens en tant que conséquence de la guerre». (Emile Reuter: Compte-rendu 1924-1925, page: 1889).

Le Luxembourg, en sortant en décembre 1919 du Zollverein allemand, dénonça en même temps la Convention Ferroviaire germano-luxembourgeoise de 1902.

²⁾ Luc Hommel: Une Expérience d'Union Economique. pages 130-141.

A partir du 1^{er} décembre 1918 les chemins de fer A.-L. et G.-L. furent exploités pour le compte de l'Etat français.

Cette exploitation de fait devait recevoir une consécration juridique et dès 1919 des négociations furent entamées entre les Gouvernements français et grand-ducal, qui aboutirent au projet de Convention pour l'exploitation des chemins de fer G.-L. du 7 février 1920. Ce projet par lequel les chemins de fer A.-L. prenaient à leur charge la Convention du Guillaume-Luxembourg avec les chemins de fer allemands est resté en suspens, parce que subordonné à des clauses d'ordre économique qui pratiquement comportaient une union douanière franco-luxembourgeoise.³⁾

L'Administration de Strasbourg continua donc l'exploitation du G.-L. sans contrat d'aucune espèce.

En 1920, la France et la Belgique proposèrent au Grand-Duché un partage du réseau G.-L. en deux tronçons, l'un exploité ou contrôlé par l'Etat belge et l'autre par l'Administration française. Cette proposition fut déclarée inacceptable par le délégué luxembourgeois qui suggéra la création d'une société mixte pour l'exploitation des deux réseaux unifiés sur la base d'une participation de la Belgique, de la France et du Luxembourg, ce dernier devant avoir la prépondérance dans la combinaison.⁴⁾

Parallèlement aux négociations qui aboutirent au traité d'Union Economique, le Gouvernement luxembourgeois négocia avec la société du Guillaume-Luxembourg. Le Gouvernement, par une Convention du 25 juin 1921, obtint le droit de disposer librement de l'exploitation du G.-L. dès le départ de l'administration des chemins de fer A.-L., moyennant paiement du même loyer de 3.866.400 francs, mais libellé en francs belges. La Convention d'Union douanière prévoyait à l'article 24, que l'exploitation des deux réseaux luxembourgeois à voie normale serait réglée par un accord spécial, afin d'assurer la dite exploitation au mieux de l'Union Belgo-Luxembourgeoise avec le concours de la société luxembourgeoise des Chemins de Fer Prince Henri. Les Hautes Parties contractantes connaissaient sans doute les difficultés qui allaient surgir à propos de cette question et elles avaient intercalé dans le Traité de 1921 un provisoire. «Le Gouvernement belge assurera provisoi-

³⁾ Luc Hommel, pages 130-141

⁴⁾ Majerus: Les Chemins de Fer du Grand-Duché, pages 114-146.

rement l'exploitation du G.-L. par les soins de l'Administration des Chemins de Fer de l'Etat belge aux conditions actuelles, c'est-à-dire conformément aux lois luxembourgeoises et à la Convention Ferroviaire de 1902, en attendant la mise en vigueur du régime définitif.

Mais la question des chemins de fer luxembourgeois se développa tout autrement. En vue d'arriver à la fusion des deux réseaux à voie normale, postulée par l'article 24 de la Convention d'Union, le Gouvernement négocia avec l'exploitant du second réseau, la société Prince Henri. Une Convention particulière intervint entre cette société et le Gouvernement grand-ducal.³⁾

Une convention comprenant, d'une part, l'affermage du réseau G.-L. et l'unification des deux réseaux à voie normale exploités par la société Prince Henri et, d'autre part, l'accord entre les gouvernements belge et luxembourgeois au sujet des chemins de fer grand-ducaux, fut rejetée par la Chambre luxembourgeoise. Les deux gouvernements de l'Union Economique intervenaient financièrement: 1^o à l'effet de garantir les obligations que la Société devrait émettre pour faire face aux frais de premier établissement et aux dépenses d'outillage et d'approvisionnement; 2^o par moitié dans la constitution d'un fonds spécial destiné à assurer la trésorerie de la société exploitante et à couvrir l'éventuel déficit.

Malgré le bon rendement du réseau G.-L. à partir de 1924, les charges résultant de l'application du statut des cheminots luxembourgeois au réseau G.-L. retombaient sur l'Etat grand-ducal, qui était obligé de se considérer comme le gérant du réseau et de se substituer à l'exploitant, en vue de réaliser l'application des clauses essentielles du Statut.⁴⁾ Cette situation prit fin par le Modus Vivendi du 9 octobre 1925, qui se basait dans ses grandes lignes sur la Convention Ferroviaire germano-luxembourgeoise de 1902. Le Modus Vivendi a un caractère provisoire et peut être dénoncé, moyennant un préavis de six mois. L'administration de l'A.-L. s'engage à payer au Gouvernement luxembourgeois une somme annuelle de 1 million de francs français et à appliquer le Statut luxembourgeois intégralement sur le G.-L. L'Administration française prend

³⁾ Luc. Hommel: Une Expérience d'Union Economique, pages 47-50.

en charge des dépenses égales à celles que lui imposerait au même moment l'application du Statut français. Si, à l'expiration d'une période de six mois, il est constaté que les charges correspondantes du réseau G.-L. se trouvent être moins élevées que celles du réseau français, l'administration des chemins de fer A.-L. verse la différence au Trésor luxembourgeois.⁴⁾

«De même, si à l'expiration d'une période de six mois, il est constaté que les charges correspondantes du réseau G.-L. se trouvent être supérieures à celles du réseau français, le Trésor luxembourgeois verse la différence à l'administration des chemins de fer A.-L. Le Trésor peut, s'il le juge opportun, se procurer les ressources nécessaires à cet effet par des relèvements de tarifs.»⁴⁾

Ce *Modus Vivendi* semble être un pas vers la solution définitive de la question ferroviaire luxembourgeoise. Il y avait deux solutions à envisager: 1° négocier de nouveau avec la France sur cette nouvelle base; 2° libéré de toutes obligations, négocier avec la Belgique.⁵⁾

Au point de vue politique, il semble préférable pour le Grand-Duché de se rapprocher de plusieurs nations. Mais les chemins de fer sont d'une si grande importance pour l'économie luxembourgeoise, qu'il est indispensable de chercher la solution idéale dans l'unification des chemins de fer luxembourgeois à voie normale par un accord ferroviaire avec la Belgique, l'exploitation des chemins de fer unifiés devant se faire par une société qui puisse comprendre les desiderata de l'économie de l'Union douanière. Le régime du *Modus Vivendi* avec la France fut plutôt favorable au Grand-Duché. Le Gouvernement luxembourgeois continua dans cette voie et un Avenant au *Modus Vivendi* fut signé le 12 mars 1927. Le *Modus Vivendi* et l'Avenant furent l'objet d'une loi luxembourgeoise en juillet 1927, qui remplace par une exploitation de droit, l'exploitation de fait du *Modus Vivendi*. Par l'Avenant au *Modus Vivendi* le Grand-Duché participe aux résultats financiers de l'exploitation du G.-L. et il a droit de contrôle sur la dite exploitation. Le Trésor luxembourgeois participe depuis 1927 au bénéfice net de l'exploitation ainsi qu'aux pertes éventuelles. L'Administration de Strasbourg gérant à elle seule

⁴⁾ Majerus: *Les Chemins de Fer du Grand-Duché*, pages 114-146.

⁵⁾ Majerus: *L'Union Economique avec la Belgique*, pages 95-104.

l'entreprise se borne à fournir, sans déplacement, tous renseignements utiles pour permettre au Commissaire du Gouvernement luxembourgeois d'exercer un contrôle permanent et efficace sur les recettes et les dépenses.

Dans la déclaration gouvernementale luxembourgeoise de novembre 1927 on trouve à propos de la question ferroviaire: «Sur le régime futur des chemins de fer luxembourgeois les pourparlers se poursuivent sur la base d'une forme nouvelle qui assurera la majorité aux intérêts luxembourgeois, qui prévoit la participation de la Belgique et de la France et qui présuppose l'unification des réseaux luxembourgeois à voie normale dans une société autonome luxembourgeoise.»⁶⁾

En novembre 1928, on relève dans la déclaration gouvernementale: «Pour la question ferroviaire, nous sommes d'accord avec la France et la Belgique sur le principe du futur régime d'exploitation. L'accord est établi déjà sur la plupart et les plus compliquées des questions techniques. Le Gouvernement luxembourgeois continuera l'étude de la question pour réaliser à bref délai un régime ferroviaire conforme aux aspirations nationales, remplaçant sur le réseau G.-L. le régime provisoire par un régime définitif.»⁶⁾

Le Gouvernement luxembourgeois avait soumis à la ratification par la Chambre un Additif au Modus Vivendi de 1925. Le 28 mai 1930 le rapporteur déclare cet additif très favorable pour le Grand-Duché. Il demande également la conclusion d'une convention avec les chemins de fer de l'Etat Belge, convention qui rendrait au Guillaume-Luxembourg tout le trafic lui revenant en vertu du principe de la plus courte distance.

Le même jour le Directeur général des Travaux publics rend compte à la Chambre luxembourgeoise du procès intenté à l'Etat luxembourgeois par la S. A. Royale Grand-Ducale des Chemins de Fer du Guillaume-Luxembourg, du chef de la Convention de 1921 entre la Société Guillaume-Luxembourg et l'Etat luxembourgeois. Le Directeur général remarque que les négociations relatives à la question des chemins de fer subiront certainement un arrêt du fait de ce procès.

⁶⁾ Comptes-rendus des séances de la Chambre des députés.

Cette affaire G.-L. contre Etat grand-ducal a eu un grand retentissement dans les milieux juridiques et politiques du pays et de l'étranger. Le 29 octobre 1921, l'Assemblée générale de la société G.-L. avait ratifié, conformément aux termes de cette Convention, la Convention du 25 juin 1921. Après le rejet du projet de loi présenté par le cabinet Reuter en janvier 1925 devant la Chambre des députés, la société G.-L. ne s'estimait plus liée par la dite Convention envers l'Etat grand-ducal, opinion confirmée par un vote de l'assemblée générale du 11 avril 1925.

Le 24 mars 1925, M. Prum, devenu entretemps Ministre d'Etat du Grand-Duché, déposa à la Chambre des députés un projet de loi portant approbation de la Convention entre l'Etat luxembourgeois et la Société G.-L. du 25 juin 1921, relative à l'affermage du réseau G.-L. Cette loi fut votée le 2 avril 1925. Par suite de ce vote le Gouvernement luxembourgeois estimait avoir donné force de loi à la Convention rejetée antérieurement. La société G.-L. essaya de faire disparaître le litige par voie de négociations directes. Mais en 1930, elle assigna le Gouvernement luxembourgeois devant le tribunal de première instance à Luxembourg, pour établir la nullité de la Convention de 1921, parce que l'administration de l'A. L. persista à ne plus vouloir payer le fermage de 3.866.400 fr. qu'en francs belges.⁷⁾

Le Tribunal donna raison à la société G.-L. par un jugement du 29 juin 1930. Le Gouvernement grand-ducal interjeta appel, et la Cour réforma le premier jugement par un arrêt du 29 janvier 1931. La société G.-L. soumit l'affaire à la Cour de Cassation luxembourgeoise, qui prononça en audience publique du 23 février 1933 le jugement définitif et donna gain de cause à la société G.-L. en établissant la nullité de la Convention de 1921.⁷⁾ Par ce jugement la question ferroviaire se trouve donc ramenée au statu quo antérieur à cette convention.

Dans le règlement de la question des dommages de guerre entre l'Etat grand-ducal et l'Empire allemand, ce dernier réclamait plusieurs millions du fait que l'Etat luxembourgeois se serait enrichi par la dénonciation anticipée de la Convention de 1902 et, qu'il serait rentré par anticipation en possession du réseau G.-L.

⁷⁾ Majerus: Les Chemins de Fer du Grand-Duché. pages 114-142.

D'après la conception de M. le Directeur général des Travaux publics luxembourgeois, l'Empire allemand devra dorénavant, et du fait que l'Etat grand-ducal a perdu la disposition du réseau G.-L. par le jugement du 28 février 1933, réclamer l'indemnité en question non plus à l'Etat, mais à la société G.-L.⁷⁾

«La masse des échanges créés par la vie économique du pays se compose en majeure partie de transports de matières pondéreuses, auxquels les moyens de transport sur route, dans l'état actuel de la technique, ne sauraient faire face. Le Grand-Duché étant d'autre part dépourvu de voies navigables, c'est le chemin de fer qui est le seul moyen de transport sachant faire face à la masse du trafic qui alimente l'activité économique du pays ou qui découle de cette activité. Ce monopole de fait impose aux chemins de fer de lourds devoirs, car de son bon fonctionnement et de sa politique tarifaire dépendent en grande partie la prospérité des principales industries du pays.»⁸⁾

Pendant les années de dépression économique le manque d'unité des chemins de fer luxembourgeois se fit particulièrement sentir. Toutes les industries et particulièrement l'industrie sidérurgique réclamaient un changement de la situation.

L'exploitation du réseau G.-L. par l'administration française de l'A. L. se soldait à partir de 1930 par les pertes suivantes:

1930	12.803.822 fr.
1931	17.168.716 »
1932	15.371.061 »

L'Etat grand-ducal doit payer ce tribut et les besoins de l'économie luxembourgeoise ne peuvent être réalisés par le présent régime d'exploitation. Il faut une solution ou au moins un changement de la situation vers la solution. Le présent coûte cher aux chemins de fer luxembourgeois, à l'économie nationale et au budget grand-ducal et, est encore sans avenir. M. Majerus très expert dans cette question des chemins de fer luxembourgeois remarque, «que la

⁷⁾ Majerus: Les Chemins de Fer du Grand-Duché, pages 114-142.

⁸⁾ Bomans: Le Problème des Transports dans le Grand-Duché. Causerie faite au Rotary Club de Luxembourg en 1932.

solution idéale de la question ferroviaire luxembourgeoise consisterait dans une combinaison réalisant en même temps l'unification du réseau ferré à voie normale et l'exploitation de celui-ci par un organisme qui puisse garantir amplement tous les intérêts politiques et économiques du pays en établissant des relations avec les réseaux voisins, telles que la bonne entente ne soit jamais troublée et que chacun tire de l'exploitation le maximum d'avantages. Il sera peut être difficile d'atteindre cet idéal. Mais l'expérience a montré que souvent une série d'échecs est suivie d'une réalisation viable». ⁹⁾

Mais l'histoire nous enseigne que les meilleures solutions ne se réalisent que progressivement par de multiples tâtonnements. Espérons que les gouvernements luxembourgeois auront assez de doigté pour trouver la bonne solution.

L'accord sur cette question sera un grand pas dans l'histoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, au point de vue économique et au point de vue politique.

⁹⁾ Majerus: Les Chemins de Fer du Grand-Duché. pages 114-146.

II. - La clause financière

Au lendemain de l'Armistice, le Gouvernement luxembourgeois retirait de la circulation monétaire du pays les marks allemands détenus par les particuliers, et les remplaça par des bons de caisses provisoires. Le Gouvernement luxembourgeois demanda à l'Allemagne de reprendre ces marks au taux de 1.25 francs le mark et pria les puissances de l'Entente de faire garantir la reprise du stock mark par le futur allié économique contre de la monnaie nationale de ce pays.

La Belgique avait formulé, en septembre 1920, la proposition d'accorder au Luxembourg un prêt de 175 millions de francs belges moyennant un intérêt annuel de 85 centimes % pour les frais d'impression et d'émission.

Quant les négociations furent reprises en vue de l'établissement du texte du traité d'Union douanière, la Banque Nationale de Belgique déclara, ne plus pouvoir maintenir la proposition du prêt de 175 millions de francs que moyennant un intérêt de 2%.¹⁰⁾

La Convention d'Union douanière prévoit qu'en dehors des 175 millions de francs avancés à 6% par la Banque Nationale de Belgique (dont 4% supporté par la Belgique et 2% par le Luxembourg) pour la durée du Traité et servant à la circulation monétaire luxembourgeoise, le Grand-Duché pourra émettre des billets luxembourgeois comprenant des coupures de 1 à 10 francs.

L'art 22 du Traité, qui est relatif à la question monétaire se garde bien de toute énonciation de principe. On ne peut en déduire que le Grand-Duché renonce, pour la durée du Traité, à son droit régalien de battre monnaie. Cet article ne comporte pas non plus la reconnaissance que l'unité monétaire luxembourgeoise sera le franc belge. Il

¹⁰⁾ Majerus: L'Union Economique avec la Belgique. pages 83-93.

ne détermine qu'une situation de fait: à l'intérieur du territoire économique comme pour les transactions avec l'étranger, la seule monnaie effective sera le franc belge. Il y a donc unification monétaire.¹¹⁾

Le Grand-Duché devra donc payer pendant la durée du contrat d'Union douanière $3\frac{1}{3}$ millions de francs d'intérêts par an. Cette condition du Traité donne annuellement $3\frac{1}{2}$ millions à la Belgique, pour que le Luxembourg accepte la monnaie belge et se lie à ne pas imprimer des billets propres au-dessus d'une certaine limite et de ne pas tirer des bénéfices de l'émission de sa monnaie propre. D'autre part, l'art. 22 fait disparaître les différences de change entre le franc belge et le franc luxembourgeois, très gênantes pour les transactions sur le territoire de l'Union.

Il semblait logique aux Luxembourgeois que le territoire belge s'augmentant, au point de vue de la circulation fiduciaire du territoire luxembourgeois, une émission supplémentaire eut lieu, proportionnée à cette augmentation de territoire.¹¹⁾

L'article 22 de la Convention d'Union douanière sembla assez onéreux. On invoqua cependant que l'isolement monétaire du Grand-Duché mettait l'économie nationale dans des conditions très difficiles. D'autres proposaient de garantir ces 175 millions de la circulation monétaire luxembourgeoise par le crédit national, par des devises ou par une réserve-or. Voici la proposition de M. A. Calmes:

En 1921, la circulation belge était garantie par la Banque Nationale de Belgique pour 18% (or, argent et portefeuille). Les autres 85% sont garantis par le crédit de l'Etat belge. Le Luxembourg aurait pu fournir la même couverture de 18% pour les 175 millions. Le Grand-Duché aurait dû se procurer cette couverture par l'achat de métaux précieux et de devises. Cette proposition très légitime ne fut pas admise.¹²⁾

La question financière n'était pas près d'être résolue par les textes du traité. Les charges étaient lourdes pour le Luxembourg qui ne recevait rien en échange. Le Gouvernement luxembourgeois continua donc les pourparlers pour le règlement de cette question.

¹¹⁾ Luc Hommel. pages 115-130.

¹²⁾ Majerus: L'Union Economique avec la Belgique. pages 83-93.

La Chambre luxembourgeoise discuta beaucoup sur cette clause. Le Luxembourg n'a pas perdu son droit régalien, puisque il a le droit d'émettre de la monnaie, mais ce droit est limité par la Convention.

La question des charges incombant au Grand-Duché du fait de cette clause était plus importante. Si l'Union douanière doit se doubler d'une union monétaire, le Luxembourg ne doit pas supporter du fait de sa circulation monétaire des charges que son allié économique ne supporte pas dans les mêmes proportions. Les efforts luxembourgeois ont spécialement porté sur la participation du Grand-Duché aux bénéfices de la banque d'émission belge, la Banque Nationale de Belgique, et d'abord au maintien de la circulation luxembourgeoise qui dépassait sensiblement les 25 millions fixés par la Convention et, par la suite sur l'accroissement de ce chiffre.

En effet la circulation des billets luxembourgeois était de 43 millions et la réduction à 25 millions aurait chargé le budget de 900.000 fr. à 6% et d'un million à 7%.

Quand le franc belge entra dans la ronde de l'inflation la clause financière était virtuellement rompue par la Belgique, l'économie de l'emprunt étant faussée, mais le gouvernement grand-ducal ne profita pas de cet événement pour régler la question à son avantage.

La Belgique avait fait l'inflation et grâce à la balance des comptes active du Luxembourg le taux de stabilisation ne fut pas trop onéreux. L'augmentation de la circulation monétaire belge de 1 milliard 275 millions de francs bénéficia à l'Etat belge. Le Luxembourg n'en toucha rien, bien que la circulation fut également accrue au Luxembourg.

Un accord intervint en février 1926 à l'occasion de la stabilisation du franc belge.

Avant cet accord la Belgique voulait accorder au Luxembourg le maintien d'une émission de 10 millions de francs or sans que l'émission de la Banque Internationale de Luxembourg serait touchée. Par l'accord le Gouvernement belge autorisa le Luxembourg à porter son émission à 75 millions de francs papier, si l'on y comprend la réduction du droit d'émission de 50 millions de la Banque Internationale, non touchée par le traité d'Union douanière de 1921. Cette augmentation de la circulation accordée par la Belgique a plutôt été une réduction, le traité de

1921 accordant au Grand-Duché une circulation propre de 25 millions de francs or ou de 150 millions de francs papier. De ce fait le Luxembourg a exigé:

La stabilisation du franc belge à 105 francs la livre anglaise.

L'abolition du tribut de 3½ millions de francs par une avance sans intérêts de 175 millions qui servirait au remboursement de l'emprunt du même montant.

La participation aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique.

La perception du timbre luxembourgeois au profit du Grand-Duché sur les billets circulant sur le territoire luxembourgeois.

En outre, l'Etat belge, à la date de l'expiration du droit d'émission de la Banque (1592) a droit au 3/5 du fonds de réserve qui aura été constitué. Le Grand-Duché aura également droit à une part de ce fonds de réserve.

Le Grand-Duché n'ayant aucun lien de droit avec la Banque Nationale de Belgique, ces sommes devront lui être attribuée par le vote d'un crédit au budget des non-valeurs et remboursements.¹⁵⁾

En vertu de ces mêmes conventions, la Banque Nationale de Belgique pourra être également autorisée à escompter, pour faire face à des difficultés passagères de trésorerie, les bons du Trésor luxembourgeois à concurrence d'un montant qui ne pourra dépasser un pourcentage du maximum prévu pour les escomptes du Trésor belge.^{14 15)} Au cas où le Gouvernement belge n'entrerait pas dans ces vues, le Gouvernement luxembourgeois désire rétablir sa monnaie nationale par les voies et moyens de son choix.

Le Gouvernement belge n'accepta pas ces conditions. Il ne voulait pas consentir la remise des 3½ millions de francs. Il consentit seulement à compenser cette charge par une participation équivalente aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique.

Le 15 mars 1926 le franc belge fut stabilisé, mais certains milieux financiers belges provoquèrent, dans le but

¹³⁾ Luc Hommel. pages 115-130.

¹⁴⁾ Dès à présent cependant et par modification à l'art. 8 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique, les fonds d'Etat grand-ducaux sont assimilés aux fonds d'Etat belges, pour les avances sur titres.

¹⁵⁾ Comptes-rendus de la Chambre des députés.

de s'opposer à la politique de stabilisation monétaire du Gouvernement belge et de la Banque Nationale de Belgique, une nouvelle inflation.

Pendant l'inflation, la population luxembourgeoise subit des fortes pertes. La Belgique aurait dû accorder des compensations pour cette violation de l'art. 22 de la Convention d'Union douanière.

Lors de la discussion du budget 1927-1928 à la Chambre des députés luxembourgeoise le Gouvernement grand-ducal déclara qu'on verrait disparaître à l'avenir les 3½ millions de francs annuels. «Il y a accord entre les deux Gouvernements pour compenser cette dépense par une participation équivalente aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique.»

La circulation intérieure du Grand-Duché de Luxembourg est d'environ 400 millions de francs, émis presque entièrement par la Banque Nationale de Belgique.

La participation aux bénéfices de la Banque Nationale reviendrait donc de plein droit au Grand-Duché comme corollaire indispensable de la clause financière.

Depuis 1921 le Grand-Duché revendique également l'acceptation des billets luxembourgeois aux caisses publiques belges et l'admission des fonds publics luxembourgeois comme nantissement en Belgique. Ces deux points auraient dû être accordés déjà à la signature de la Convention d'Union douanière.

Il est à remarquer que le Luxembourg faisait la déflation en retirant de sa circulation propre 50 millions de francs de bons de caisse au moment où la Belgique faisait marcher la planche à billets.

Le Directeur Général des Finances luxembourgeois dit en novembre 1927 que le Grand-Duché veut se sauver par ses propres forces et pour son propre compte de la crise monétaire. Il rend compte de la limite d'émission de 75 millions de francs en coupures allant jusqu'à 100 francs et informe que ces billets sont acceptés aux guichets de la Banque Nationale de Belgique.

En 1928 la Banque Nationale de Belgique demanda au Gouvernement luxembourgeois l'autorisation d'ouvrir une agence au Luxembourg. Après discussion à la Chambre des députés luxembourgeoise on refusa à la banque ce

droit, comme s'opposant à la politique monétaire luxembourgeoise. Il y aurait eu deux banques d'émission dans le pays.

Depuis 1927 il y avait à la Chambre luxembourgeoise un projet de loi prévoyant la stabilisation du franc luxembourgeois. Voici le texte qui fut adopté par la Chambre des députés le 28 janvier 1929.

Art. 1^{er}. — Le franc luxembourgeois est stabilisé à la valeur de 0.0418422 gramme d'or fin.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 27 août 1926 et d'une loi éventuelle sur la revalorisation des créances, la présente définition est également applicable à toutes les créances antérieures à la présente loi par lesquelles l'ancien franc luxembourgeois avait valeur libératoire.

La circulation des signes monétaires est réglée par la présente loi.

Art. 2. — Les Bons de caisse actuellement en circulation représentent désormais sous les garanties de la présente loi, et notamment sous celle de l'art. 6 une teneur d'or fin de 0.0418422 gramme par franc.

Ils continuent à être reçus au pair comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers.

Art. 3. — Le Gouvernement est autorisé à émettre des pièces d'or de 0.0418422 gramme fin, et, soit directement sous forme de bons de caisse, soit indirectement par l'intermédiaire d'un établissement financier, de nouveaux signes monétaires, libellés en francs luxembourgeois, qui représenteront également une teneur de 0.0418422 gr. d'or fin, et seront remis pareillement et au même titre que ceux actuellement en circulation comme monnaie légale par les caisses publiques et les particuliers.

Aucune signe monétaire n'exprimera une valeur supérieure à cent francs.

Art. 4. — Le Gouvernement pourra retirer les bons de caisse de la circulation, en tout ou en partie en les échangeant, franc par franc, contre des pièces d'or ou d'autres signes monétaires nouveaux.

Art. 5. — Les montants émis des nouveaux signes monétaires et des bons de caisse seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Art. 6. — Dans le but d'assurer la stabilité du change luxembourgeois, l'Etat créera et maintiendra une encaisse or ou en devises or, qui ne sera pas inférieure à la circulation des signes monétaires autres que des pièces d'or.

Dans les circonstances exceptionnelles et de l'avis conforme du Conseil d'Etat, le Gouvernement pourra émettre temporairement des signes monétaires au delà de la couverture, sans que le montant intégral de l'émission puisse dépasser la couverture, pièces d'or comprises, de plus de 100 %.

Art. 7. — Il est abandonné à un règlement d'administration publique:

a) d'organiser le service et de déterminer les conditions de la conversion des bons de caisse et des signes monétaires nouveaux contre or ou devises or.

b) introduire comme monnaie de compte ou pour l'émission de signes une monnaie qui sous une appellation spéciale, sera le multiple 5 du franc luxembourgeois et qui représentera dès lors une teneur d'or fin de 0.209211 gramme.

S'il est émis des signes monétaires sur la base de l'alinéa précédent, ils porteront en même temps la mention de leur valeur en francs.

Dans ce cas, ces signes ainsi que ceux, anciens ou nouveaux, libellés en francs, seront en tout temps interchangeables dans la proportion de 5 à 1 par unité.

Art. 8. — La détermination des conditions sous lesquelles un établissement financier sera éventuellement chargé de l'émission des nouveaux signes monétaires, de même que l'approbation de l'accord pouvant intervenir entre le Gouvernement et la Banque Internationale au sujet de la circulation des billets de celle-ci, formeront l'objet d'une loi.

« Cette loi n'a pas eu de suite. Ne faudrait-il pas craindre qu'un franc luxembourgeois fut-il gagé à concurrence de 100% par de l'or — ce qui serait en outre très onéreux — serait toujours à la merci de la spéculation d'un seul établissement bancaire étranger quelque peu important. »¹⁶⁾

Il y a eu désaccord de principe entre les Gouvernements belge et luxembourgeois sur divers points de la question financière. D'abord si la Convention d'Union douanière limitait l'émission du Luxembourg à 25 millions de francs or, et puis si ce chiffre comprenait également l'émission de la Banque Internationale.

En 1922, les signes monétaires circulant dans le Grand-Duché étaient de 239 millions de francs et d'après les évaluations de 1928, cette circulation représentait la même année 432 millions de francs.

La Banque Internationale de Luxembourg faisait depuis 1922 des démarches pour étendre son émission jusqu'à concurrence du montant de ses statuts. Le Gouvernement belge s'y opposa toujours. Au commencement de 1929 le Conseil d'Etat luxembourgeois était d'avis qu'il était dans l'intérêt du pays d'émettre des billets luxembourgeois à concurrence de 25 millions de francs-or ou 175 millions de francs nouveaux, et se prononçait ainsi pour la mise en vigueur de la loi monétaire luxembourgeoise.

¹⁶⁾ Luc Hommel. pages 115-130.

A l'exposé budgétaire du 17 décembre 1929 le Directeur Général des Finances déclara, que la participation financière aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique serait sans doute consacrée législativement par le Parlement belge au courant de 1930.

D'autre part, l'accord intervenu entre la Belgique et l'Allemagne au sujet de la reprise et de l'échange des marks allemands apportera au Grand-Duché la réalisation de l'article 23 du Traité d'Union douanière. Cet article prévoit que le stock «marks» luxembourgeois participera proportionnellement au chiffre total de l'indemnité versée de ce chef par l'Allemagne à la Belgique. Par suite de cet accord, il revient au Luxembourg 14.365.000 francs qui sont inscrits au budget de cette année.

Le 24 février 1931 le Gouvernement est interpellé à la Chambre luxembourgeoise au sujet de la question financière. L'orateur remarque que la participation aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique n'est pas encore réalisée, que la loi sur le franc luxembourgeois n'est pas encore exécutée. Le Gouvernement répond qu'il y a un procès Banque Internationale contre Etat luxembourgeois qui s'oppose à l'application de cette loi.

A propos de la question du stock «marks», l'Allemagne reconnaît devoir au Grand-Duché 8 millions de marks-or. Le Luxembourg a touché déjà 2 millions de marks, mais le restant ne sera pas payé. L'Allemagne veut seulement payer si le Grand-Duché est prêt à porter devant un tribunal d'arbitrage la demande en dommages et intérêts formulée par l'Allemagne du chef de l'abandon du réseau Guillaume-Luxembourg en 1918, qui se monte à près d'un milliard de francs.

Les intérêts de 3½ millions de francs pour l'emprunt de 175 millions de 1921 figurent de nouveau au budget de 1932-33, tandis que la participation équivalente aux bénéfices de la Banque Nationale de Belgique n'y figure que «pour mémoire».

Le Gouvernement explique qu'il n'a plus payé les 3½ millions depuis 1927, et qu'on n'attend plus que la ratification de cette question par le parlement belge, pour que ces postes disparaissent définitivement du budget.

La question financière n'est pas encore près d'être résolue à la satisfaction des deux pays.

Il existe au Luxembourg une monnaie d'appoint représentée par 40 à 50 millions de bons de caisse. La loi du 28 janvier 1929 a créé une monnaie de compte, qui sera émise au dire du Gouvernement, quand le procès Banque Internationale contre Etat luxembourgeois aura pris fin, et qui restera l'étalon des transactions en cas de baisse du franc belge.

Une commission avait formulé en 1926 les revendications luxembourgeoises).

L'égalité en matière monétaire est le corollaire indispensable de l'Union économique. La participation aux bénéfices relatifs à l'émission des signes monétaires devrait revenir de plein droit au Luxembourg.

Le Luxembourg a ouvert son territoire aux billets belges et a depuis apporté au franc belge l'appoint de sa balance des comptes en excédent. La Belgique devrait au moins prendre en considération les aspirations luxembourgeoises qui ne manquent vraiment pas de fondements.

A la conclusion de l'Union Économique, le Grand-Duché fut obligé d'accepter les conditions élaborées par la Belgique. L'économie luxembourgeoise ne pouvait plus rester isolée dans le chaos d'après-guerre sans encourir d'énormes préjudices.

La Belgique ne pourra pas toujours négliger les revendications du Luxembourg, le Grand-Duché constituant un facteur trop important de l'Union pour que les deux pays alliés puissent être en désaccord continu sur des questions vitales.

L'Union douanière implique les mêmes conditions d'exploitation (les mêmes obligations, les mêmes charges, les mêmes devoirs), pour les deux économies amies. Le règlement du problème monétaire constituera un allègement appréciable pour le budget luxembourgeois et ainsi pour le contribuable.

III. - La question des alcools

A l'heure actuelle, le régime des alcools, requiert particulièrement l'attention des pouvoirs de l'Union. Les distillateurs belges ont constaté l'importance de la concurrence luxembourgeoise et ont amené le gouvernement belge à dénoncer la convention spéciale, conclue entre les deux pays en 1929, qui règle la perception et le partage des droits d'accises sur les alcools.

Les négociations ont été ouvertes entre Bruxelles et Luxembourg en vue d'un remaniement de cette Convention qui a été conclue pour 5 ans le 18 mai 1929. La Convention établit «une communauté de recettes en ce qui concerne les droits d'accises perçus sur les alcools». Suivant l'art. 1^{er}, les recettes seront désormais réparties dans la proportion de $\frac{8}{9}$ au profit de la Belgique et de $\frac{1}{9}$ au profit du Grand-Duché.¹⁷⁾

Les quotes-parts du Grand-Duché furent les suivantes:

1929	Fr. 28.666.426
1939	35.850.778
1931	30.580.516
1932	25.524.265. ¹⁸⁾

Cependant l'Association des Fabricants d'Alcool et de Levure de Belgique a rendu public un exposé particulièrement énergique, qu'elle a adressé aux parlementaires belges, réclamant purement et simplement le rétablissement à la frontière belgo-luxembourgeoise d'une douane pour les alcools. Au point de vue industriel, selon la thèse belge, la concurrence des alcools luxembourgeois met en péril les distilleries belges et, au point de vue Trésor belge, cette concurrence constitue une perte considérable.¹⁸⁾ M. le sénateur Van Overbergh n'a cessé depuis 1925, dans son rapport annuel du budget des Finances au Sénat, d'insister sur le préjudice causé au Trésor belge.

¹⁷⁾ Le Soir: Le Régime des Alcools. Interview du Premier luxembourgeois. 11 décembre 1933.

¹⁸⁾ Luc Hommel: Une Expérience d'Union Economique. pages 92-103.

L'article 6 de la Convention belgo-luxembourgeoise de 1921 oblige le Luxembourg de conformer autant que possible la législation luxembourgeoise, en matière d'accises non communes à celle de la Belgique. Cette disposition a été observée rigoureusement. L'administration belge refuse à ses distilleries agricoles la bonification admise par la loi belge. Mais ce refus n'oblige en aucune façon le Luxembourg qui, au cours de la discussion du traité d'Union Economique, a réservé, pour les distilleries petites et moyennes, le droit à un régime de protection. Il en résulte que les distilleries agricoles du Grand-Duché ont bénéficié jusqu'ici d'une ristourne de fr. 1,80 qui est, pour elles, d'une nécessité vitale. Un certain nombre d'entre elles ont, déjà, même malgré cette bonification, dû fermer leurs portes.¹⁷⁾

La définition de «la distillerie agricole», tel est bien le noeud de la question pour l'opinion belge. Suivant la définition belge, le distillateur agricole doit cultiver pour son propre compte, dans un rayon de 5 kilomètres de l'usine, des terres labourables dans la proportion de 10 hectares par hectolitre d'eau-de-vie de 50 degrés pris en charge par période de 24 heures. Il est également tenu de nourrir dans les limites de son exploitation au moins une tête de gros bétail, ou trois porcs, ou six moutons, par hectare de terre labourable. En tous cas sa production ne peut dépasser 200 litres d'alcool à 100 degrés par jours, soit 73.000 litres à 100 degrés par an.¹⁸⁾

Malheureusement, selon les opinions belges, les règles auxquelles, jusqu'à présent, les distillateurs du Grand-Duché ont à se conformer pour se voir octroyer la qualité agricole sont à ce point lâches que toutes les distilleries (au nombre de 1200 environ) sauf trois, peuvent revendiquer cette qualité et bénéficier de la réduction de fr. 1,80.

La Belgique reproche d'autre part à l'Administration luxembourgeoise d'exercer un contrôle insuffisant. Le système de taxation diffère essentiellement d'un pays à l'autre, et la surveillance, étant donné le nombre des distilleries et le nombre réduit d'agents d'accises dans le Grand-Duché, doit être d'après l'Association des Fabricants d'Alcool et de Levure de Belgique, assez précaire.¹⁸⁾

¹⁷⁾ Le Soir: Le Régime des Alcools. Interview du Premier luxembourgeois. 11 décembre 1933.

¹⁸⁾ Luc Hommel: Une Expérience d'Union Economique. pages 92-103.

Mais, en ce qui concerne le contrôle, on peut affirmer que la fraude est réduite au minimum et ne dépasse pas dans le Grand-Duché celle qu'on constate ailleurs. D'ailleurs, l'Administration belge n'a pas manqué de s'associer aux efforts de l'Administration fiscale luxembourgeoise pour étendre les possibilités de contrôle, pour renforcer la mise sous scellés de l'outillage employé, pour se convaincre «de visu» de l'adaptation du contrôle dans la mesure du possible aux exigences d'une collaboration loyale entre les deux Administrations fiscales. Quant à vouloir imposer au millier de petits distillateurs luxembourgeois les installations modernes des «vaisseaux mesureurs» prônés par la grande industrie belge, il suffit de chiffrer la proposition pour en démontrer l'impossibilité pratique.¹⁷⁾

Voici l'évolution de la concurrence sur le marché des alcools: Les distillateurs belges, fortement groupés, tirant des bénéfices considérables de la fabrication de la levure et du sucre, ont cru pouvoir dicter au commerce un prix élevé pour l'alcool de consommation. Vers 1925 les distillateurs luxembourgeois constatant la marge appréciable que les Belges avaient réussi à se ménager entre leur prix de revient et leur prix de vente de l'alcool de bouche, ont profité, d'une part, de la liberté commerciale inhérente à l'Union Economique et, d'autre part, de l'empressement du liquoriste belge pour vendre en Belgique le surplus de leur production et la distillerie luxembourgeoise prit ainsi, de 1929 à 1932, l'essor qu'on lui reproche.¹⁷⁾

Le Trésor belge subit une perte du fait de l'alcool luxembourgeois importé en Belgique en contrebande, sans acquitter la taxe belge de consommation. Mais le reproche essentiel des distillateurs belges paraît viser bien plus le fait que le Grand-Duché a sa part dans les droits d'accises perçus sur l'alcool fabriqué sur son territoire: $\frac{1}{9}$ des recettes nettes. Cette disposition a rapporté au Trésor luxembourgeois depuis 1929 un peu plus de 30 millions de francs par an. Sous le régime du Zollverein, le Trésor luxembourgeois aurait encaissé sur ce produit un montant annuel de 27 millions de nos francs actuels.

La preuve que le Gouvernement belge n'a pas négligé les intérêts du Trésor est que, si par hasard, la totalité de

¹⁷⁾ Le Soir: Le Régime des Alcools. Interview du Premier luxembourgeois. 11 décembre 1933.

l'alcool productif de droits d'accises était fabriquée dans le Luxembourg, la Belgique n'en continuerait pas moins à toucher les droits d'accises correspondant à huit neuvièmes de la production totale. Mais la fabrication de tout l'alcool de l'Union Economique dans le Grand-Duché n'est ni désirable ni recherchée au point de vue luxembourgeois, et le Gouvernement luxembourgeois a donné dès maintenant des garanties sérieuses contre la réalisation de cette éventualité. Le Trésor belge s'est donc assuré, par la vigilance de ses dirigeants, contre tout accroissement de la part luxembourgeoise. Le Gouvernement luxembourgeois doit, de son côté, défendre sa part avec une énergie égale.¹⁷⁾

L'Union Economique est un fait, et les produits luxembourgeois doivent se voir faciliter l'accès en Belgique, comme les produits et articles belges dans le Grand-Duché. Il est donc juste bien que le Gouvernement luxembourgeois entende défendre ses douze cents petits producteurs d'alcool et ainsi son agriculture, contre les entraves douanières à la frontière belge. D'autre part, le Luxembourg ne paraissant pas vouloir se cantonner dans une opposition de principe farouche, il rencontrera certainement, du côté belge, un esprit d'égale compréhension.

CHAPITRE VII

Conclusions

Nous sommes obligés de juger les résultats de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise de répondre à la question: le Luxembourg a-t-il connu la prospérité avec l'Union économique?

Après une étude, plus ou moins détaillée, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture luxembourgeoise, nous trouvons que l'Union douanière fut plutôt favorable en général pour l'économie luxembourgeoise. C'est un fait que l'économie du Grand-Duché a connu une période de grande prospérité jusqu'en 1930. La crise, bien que très dure n'a pas ébranlé les bases de la vie économique luxembourgeoise.

Pendant les années de dépression, l'Entente Internationale de l'Acier fait sentir son action régulatrice sur l'industrie métallurgique, pour laquelle la période allant de 1924 à 1929 a été des plus favorables. D'autre part, les usines luxembourgeoises, à la suite de leurs travaux de modernisation, de spécialisation et d'intégration, peuvent, malgré les prix de vente très bas, assurer une production pas trop entamée.

La plupart des autres industries ont trouvé sur le marché belge un débouché favorable. La brasserie, la distillerie, la faïencerie, la tannerie qui subissaient la concurrence allemande pendant le Zollverein, ont pris de l'extension grâce à la conclusion de l'Union économique avec la Belgique. Leur production fut légèrement réduite par la crise, mais sans qu'on puisse parler d'un malaise véritable.

Un autre groupe industriel, qui a pris naissance pour satisfaire les besoins de la nouvelle Union, semble plus atteint. La fabrique de limes et d'outillage, la clouterie, l'industrie alimentaire ont été plus touchées, la politique commerciale de l'Union belgo-luxembourgeoise ne permettant pas une protection efficace du marché intérieur.

D'autres industries enfin, telles que la ganterie, l'exploitation des ardoises, les carreaux en grès cérame n'ont jamais pu s'adapter aux conditions nouvelles de l'Union douanière. Elles végètent depuis qu'elles sont séparées de leurs anciens clients et fournisseurs, car les droits d'entrée ne leur permettent pas de rester en relations d'affaire avec l'ancienne clientèle. La consommation du marché intérieur belgo-luxembourgeois n'est pas assez forte et, la concurrence étrangère ou indigène y est trop grande. Le seul salut de ces industries réside dans le retour de l'économie mondiale au libre-échange, car toutes les mesures de protection prises à leur égard par les Gouvernements belge et luxembourgeois resteront sans efficacité.

Il y a une branche de l'économie luxembourgeoise qui a pris une grande importance à la suite de l'Union économique: l'industrie du tourisme. A partir de 1930 seulement, on commença à comprendre l'importance de ce courant d'affaires pour un petit pays comme le Grand-Duché. L'industrie touristique est pour ainsi dire une dynamo qui fait marcher le commerce de détail et le commerce de gros, les petites et les moyennes industries. En outre elle constitue une excellente propagande pour les produits luxembourgeois à l'étranger. D'autre part, grâce à cette nouvelle branche de l'économie luxembourgeoise, beaucoup de main-d'oeuvre industrielle devenant libre par la crise a pu trouver un emploi. La population vivant du tourisme devient de plus en plus nombreuse et le capitaliste trouve un excellent investissement dans cette industrie jeune et susceptible encore d'un grand développement. Les résultats de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise permettent d'examiner aujourd'hui dans une certaine mesure, s'il était plus avantageux au Grand-Duché de s'allier économiquement à la Belgique qu'à la France.

Comme il a été exposé, la grosse industrie luxembourgeoise a connu jusqu'en 1929, une période de prospérité sans égale. L'union économique avec la France aurait ouvert à la sidérurgie luxembourgeoise un marché intérieur étendu, protégé par des hautes barrières douanières, et elle aurait été, certes, moins touchée par la dépression économique. Seules les mines de fer auraient trouvés des conditions moins favorables. La brasserie et la distillerie n'auraient jamais pris un développement semblable avec la concurrence française et, peut-être que le Grand-Duché

n'aurait jamais pris conscience de son importance touristique. L'industrie du tabac aurait connu le sort favorable de l'industrie du tabac de la Sarre et la minoterie, qui a perdu son importance d'avant-guerre à la suite de l'Union avec la Belgique, aurait pu rester sur ses positions.

D'autres industries qui ont su s'adapter aux conditions du marché belgo-luxembourgeois, n'auraient pas mieux prospéré uni à la France. Pourtant, pendant cette période de dépression économique où tous les pays rendent de plus en plus difficile l'entrée des produits étrangers, le vaste marché intérieur français leur aurait fourni un débouché certain.

Pour l'industrie on peut dire en résumée, qu'elle a dû faire des efforts financiers sérieux pour s'adapter aux conditions de l'Union douanière avec la Belgique; que certains de ces efforts ont eu des résultats satisfaisants, tandis que d'autres sont restés stériles.

La période d'adaptation aurait été moins aiguë en cas d'alliance économique avec la France. Mais certaines branches industrielles n'y auraient pas trouvé non plus la prospérité et d'autres auraient même périclité. On pourrait même relever qu'en cas d'union économique avec la France, l'industrie luxembourgeoise serait sans doute tombée sous la tutelle financière française, tandis qu'actuellement on trouve des intérêts français, belges et luxembourgeois d'importance à peu près égale. D'un autre côté, l'industrie sidérurgique luxembourgeoise est un facteur de plus grande importance dans l'Union belgo-luxembourgeoise qu'elle le serait dans une combinaison économique franco-luxembourgeoise.

En ce qui concerne l'agriculture, nous pouvons franchement affirmer, qu'elle gardait sa prospérité d'avant-guerre dans le cas d'une convention économique avec la France. Malgré les primes sur les blés et différentes exonérations fiscales et sociales, la crise subsiste dans l'agriculture luxembourgeoise. Seules des initiatives hardies de l'Etat, standardisation des produits agricoles, création d'une marque nationale garantie, l'intégration dans la fabrication des produits alimentaires la peuvent sauver de la médiocrité.

Les statistiques reflètent les tâtonnements continuels de l'agriculture luxembourgeoise depuis 1921. Elle croyait trouver en 1928-29 la stabilité définitive dans l'élevage

pour la boucherie, mais la dépression mondiale survint.

L'agriculture luxembourgeoise n'a pas les hauts rendements et la diversité de production de l'agriculture belge et, elle est en outre éloignée des centres de consommations belges. Le Grand-Duché, en liaison étroite avec les régions allemandes de Trèves et de l'Elifel, est la continuation naturelle de la Lorraine. Ce sont ces régions, aux centres de consommations voisins, que vise l'agriculture luxembourgeoise.

La viticulture aussi, n'a plus retrouvé depuis l'Union économique la situation prospère du Zollverein. Aurait-elle prospéré avec la France? Oui, si la France avait accordé des facilités et des protections aux vins luxembourgeois, du même ordre que ceux consentis aux vins d'Alsace.

Le commerce de gros luxembourgeois ne perdait pas le débouché lorrain en cas d'alliance économique avec la France, tandis qu'actuellement la concurrence belge se fait même menaçante sur le territoire grand-ducal.

D'un autre côté, le Grand-Duché marché financier international, est inconcevable avec la concurrence directe de Paris, dans un système économique franco-luxembourgeois.

En résumé, on constate, que le Luxembourg avait plus d'intérêts à s'unir économiquement à la France, dont le territoire est la continuation naturelle du Grand-Duché. Mais, comme cette alliance fut rendue impossible par les événements diplomatiques de 1914—1918, le Luxembourg pour éviter un isolement probablement catastrophique, lia son sort économique à celui de la laborieuse Belgique.

Bien qu'au début les conditions de cette Union douanière aient été dures pour le Grand-Duché, habitué à l'économie fermée du Zollverein, l'industrie luxembourgeoise était assez bien outillée pour lutter et même pour innover. Il convient de dire, que la liberté des échanges relative à la conjoncture favorable, facilita également l'évolution de l'Union économique.

L'avenir économique belgo-luxembourgeois était assez douteux pendant l'inflation du franc belge. Mais l'industrie connut un renouveau d'activité et les établissements luxembourgeois travaillaient à plein rendement, ayant même recours à une nombreuse main-d'oeuvre étrangère.

La Convention d'Union douanière, diminuant les frictions et concentrant les efforts, constituait un lien souple

entre les deux économies. A l'occasion du dixième anniversaire de l'Union belgo-luxembourgeoise en février 1931, le rapporteur général du budget luxembourgeois, prononça les paroles suivantes: «Il est intéressant de jeter un regard en arrière et de voir si les prophètes du pessimisme, qui prédisaient que l'Union douanière serait un véritable désastre pour le pays, ont eu raison, ou si au contraire ils ont dépassé dans leur exagération les limites de la critique. Nous avons vécu pendant les dix dernières années d'une ère de prospérité. Je vous dis d'ouvrir les yeux pour voir tout ce qui a été réalisé au point de vue habitation, organisation sociale, outillage. On a dépensé largement et utilement. Ceux, qui prétendaient qu'on allait vers la ruine et le désastre se sont trompés, et j'espère qu'ils le reconnaîtront. Cette Union économique a été favorable au pays». ¹⁾

La fortune générale n'a fait qu'augmenter pendant les années de l'accord belgo-luxembourgeois et, on ne peut pas parler de mauvaises affaires. Il y avait une aisance certaine dans toutes les classes de la population. La caisse d'épargne a émis 175.000 livrets. Le chiffre des habitants du Grand-Duché est de 300.000, et les dépôts à la caisse d'épargne s'élèvent à 600 millions de francs. Par conséquent on trouve 2000 francs de dépôt par tête d'habitant. ²⁾

Seuls, les paysans et les vignerons se plaignent du régime économique. Leur situation, tout en étant bonne, fut loin d'atteindre le niveau de la prospérité industrielle. L'agriculture luxembourgeoise est basée sur la petite propriété paysanne où l'amplitude des fluctuations cycliques joue un moindre rôle. Le petit paysan vend l'excédent de sa récolte au marché. Il a toujours du travail et le pain assuré. Seul son «standing» varie suivant la conjoncture. On peut classer le vigneron luxembourgeois comme paysan, le vigneron qui n'est que vigneron constituant une exception.

Cette classe paysanne avait fait des bénéfices exceptionnels pendant la guerre et, elle ressentait d'autant plus durement la nouvelle orientation qui la ramenait vers une normale, d'où elle n'était sortie que grâce à des événements extraordinaires.

¹⁾ Comptes-rendus de la Chambre des députés.

²⁾ Conférence sur la Caisse d'Epargne de Luxembourg, par Kerchen, 1933.

Nous pouvons affirmer que la prospérité générale du Grand-Duché et spécialement celle de son commerce est basée sur la sidérurgie. On constate en relisant l'histoire du pays, que l'essor économique est en fonction de l'essor de l'industrie du fer, qui entraîne les autres branches de l'activité luxembourgeoise à sa suite.

La sidérurgie faisait de très bonnes affaires jusqu'en 1930 et le pays était prospère également.

A propos de la banque et de la finance, on constate même, que le Luxembourg ne devint place bancaire importante que par l'importance de sa métallurgie. Il est vrai cependant, qu'une fois établis les banquiers prirent les devants en constatant la valeur internationale de la situation bancaire luxembourgeoise. Le législateur grand-ducal à marché la main dans la main avec la finance pour le bien du pays. La loi sur les sociétés holdings en est une preuve.

Il nous fut permis, grâce à la crise, d'assister à une période prouvant clairement, que le régime de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise ne fut pas un désastre pour le pays.

L'étude des effets généraux de la crise au Grand-Duché ne révèle pas de mal profond. Selon l'opinion d'experts qualifiés, l'Union belgo-luxembourgeoise fut un des pays où l'équilibre intérieur fut le moins touché par la dépression.

L'examen du budget d'un Etat reflète très bien l'état général du pays. Le budget luxembourgeois a toujours été équilibré. On trouve chaque année des excédents de recettes, sans que la dette publique ou le contribuable aient été spécialement chargés.

En 1929, on enregistrait une réduction massive de l'impôt général sur le revenu et depuis cette année et malgré la crise on n'a pas demandé d'effort supplémentaire au contribuable. Au budget 1932-33 le service de la dette publique exigea 25 millions et près de 33 millions pour l'exercice 1933-34, donc respectivement 7% et 9% de toutes les dépenses budgétaires. Pour la France et la Belgique, la proportion est de 30% environ.

Depuis la réalisation de l'alliance belgo-luxembourgeoise les recettes et les dépenses budgétaires sont passées de 158 millions de francs (recettes 1923) à 394 millions et 371 millions (1932-33 et 1933-34), et de 133 millions (dé-

penses 1923) à 388 millions et 338 millions (1932-33 et 1933-34).

Pendant les années de dépresison, l'équilibre budgétaire se réalisa facilement par la compression des dépenses.

Les chiffres du chômage démontrent que le Luxembourg subit la crise actuelle avec une relative facilité.

Pendant les années de prospérité on avait une nombreuse main-d'oeuvre étrangère au Grand-Duché. Environ 35 % de la main-d'oeuvre totale. A la suite d'une législation préventive très dure mais efficace, les ouvriers étrangers sont le plus touchés par la crise au Luxembourg. Les étrangers jouent le rôle de tampon. Congédiés, on ne leur paie l'allocation de chômage que pendant un certain temps. Passé ce délai ils tombent à la charge de leur pays d'origine et, sont le plus souvent rapatriés. D'autre part, on congédie d'abord les paysans et les célibataires indigènes ayant encore leur famille pour les soutenir. Il est à remarquer, que le retour à la campagne constitue un autre aspect intéressant de la lutte contre le chômage au Luxembourg.³⁾

Au 1^{er} janvier 1933, bien que le nombre des ouvriers employés dans l'industrie grand-ducale soit descendu à cette date de 43.944 à 29.696 le Luxembourg ne comptait que 3630 chômeurs, c'est à dire 11.40 % de la population ouvrière et 1.25 % de la population totale du pays. Les frais occasionnés par le chômage s'élèvent pour le budget de 1933 à 4 millions de francs de secours et à 27 millions de francs pour les travaux de chômage. Chiffres extrêmement favorables, quand on les compare à ceux de l'Allemagne et de l'Angleterre.³⁾

L'ouvrier luxembourgeois est souvent encore paysan, et ne considère le salaire que comme appoint. Cette situation spéciale de l'ouvrier est due à l'exigüité du territoire grand-ducal, aux bonnes communications et au fait que l'agriculture et l'industrie se complètent assez bien au point de vue population.

Le chômage n'a donc pas été seulement restreint grâce à la dépression économique moins accentuée mais encore les conditions spéciales du marché ouvrier y ont fortement contribué.³⁾

L'économie luxembourgeoise fut en général très touchée par la crise, mais grâce aux réserves accumulées pendant

³⁾ Paul Simon: Le Chômage luxembourgeois.

les bonnes années et grâce à la crise moins intense et moins brusque, on peut affirmer que ses bases sont restées saines.

En parlant de l'Union économique, M. Bech, Ministre d'Etat luxembourgeois, prononça récemment à la Chambre luxembourgeoise les paroles suivantes: «L'Union économiques existe. Elle nous lie et elle existera tant qu'elle sera loyalement exécutée de part et d'autre et tant, bien entendu, qu'elle ne compromettra pas les intérêts vitaux du pays.

L'Union économique est un vêtement qui du premier coup n'a pas été tout à fait de notre taille, mais qui, avec le temps, a pris et prendra de plus en plus le pli de notre corps, et finira d'habiles adoptions aidant par être tout à fait seyant.»¹⁾

Lorsqu'on examine la situation économique actuelle du Grand-Duché de Luxembourg, on ne doit pas oublier que ce pays minuscule possède une très forte industrie dont vivent les trois quarts de la population active du pays. D'autre part le Grand-Duché n'a pas de marché intérieur et son industrie doit importer la majeure partie de ses matières premières et exporter la presque totalité de ses produits industriels. Une grande partie des produits agricoles et vinicoles doit être également exportée.

Le Royaume de Belgique, son allié économique, se trouve dans les mêmes conditions d'existence, quoique son marché intérieur soit plus important. La politique commerciale de l'Union belgo-luxembourgeoise a été basée, jusqu'à présent, sur des principes de libre-échange, imposés par la structure même du pays et, qui ont donné le résultat qu'on attendait. Jusqu'à l'heure actuelle les deux pays n'ont pas plus souffert, que la plupart des autres pays de la crise profonde qui bouleverse le monde entier.

Malheureusement, l'économie belgo-luxembourgeoise, tributaire du marché mondial, commence à rencontrer de tous côtés un nationalisme économique dont les effets se font de plus en plus sentir. L'un après l'autre les marchés s'entourent d'obstacles de plus en plus difficiles à franchir: relèvements de droits, contingentements, prohibitions, dépréciations monétaires; interdictions de transferts de capitaux, etc. Plusieurs Etats, professant et pratiquant depuis toujours le libre-échange, sont entrés dans des voies

¹⁾ Comptes-rendus de la Chambre des députés.

opposées. Au deux pays de l'Union économique s'impose donc la loi vitale de faciliter, par tous les moyens, l'établissement de prix de revient bas, qu'il s'agisse de la politique des transports, de la politique fiscale ou de la politique douanière.

D'autre part, les deux pays devront examiner s'il n'y a pas lieu de donner une nouvelle orientation à leur politique commerciale, politique qui doit défendre l'équilibre du marché intérieur et des débouchés extérieurs.

Une politique d'autarchie économique ne saurait entrer en ligne de compte et, même une politique de compensations réciproques ne saurait être appliquée qu'à l'égard de différents pays de moindre importance économique.

L'Union économique devra donc continuer à pratiquer une politique libre-échangiste. Des mesures restreignant les pratiques anti-économiques et anormales sur le marché intérieur doivent être envisagées. Par des conventions à caractère plurilatéral — comme la Convention d'Ouchy — l'Union belgo-luxembourgeoise avait essayé de mettre en pratique cette politique commerciale. Mais du fait de l'opposition de l'Angleterre, notamment, la mise en vigueur de cette Convention se trouve indéfiniment retardée.

En ce qui concerne plus particulièrement le Grand-Duché de Luxembourg, son industrie principale, la sidérurgie devra poursuivre sa politique d'ententes internationales, qui, par ces temps de crise, ont été pour elle du plus heureux effet.

Quand dans 40 ans la Convention d'Union économique belgo-luxembourgeoise viendra à échéance, les relations économiques et financières entre les deux pays seront liées de telle sorte, qu'à moins de circonstances imprévisibles, cette Union économique se reconstituera dans l'intérêt des deux pays.

Certes l'Union à Trois — France, Belgique, Luxembourg — restera la solution idéale pour l'industrie et l'agriculture luxembourgeoise, mais malheureusement elle ne semble pas près d'être réalisée dans un avenir plus ou moins rapproché.

L'union économique avec la Hollande, de même que les tarifs préférentiels pour l'entrée des marchandises luxembourgeoises en Lorraine, resteront vraisemblablement à l'étude et loin de toute réalisation, aussi longtemps que les raisons politiques interviendront dans la discussion des problèmes économiques.

ANNEXE:

Convention d'Union économique

Art. 1^{er}. — Une Union douanière est conclue entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 2. — Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, les territoires des deux États contractants seront considérés comme ne formant qu'un seul territoire au point de vue de la douane et des accises communes, et la frontière douanière entre les deux pays sera supprimée.

Art. 3. — Sauf les exceptions prévues au présent Traité, il y aura, entre les pays de l'Union, liberté de commerce pleine et entière, sans entraves ni prohibitions d'importation, de transit, ou d'exportation, et sans perception de droits ou taxes quelconques.

Les sujets d'un des États de l'Union qui s'établissent, résident temporairement dans le territoire de l'autre État ou empruntent le territoire de cet État, ses installations de transport par terre, par eau ou par les airs, ne pourront y être soumis, soit à raison du produit de leur agriculture, de leur commerce, de leur industrie, de leurs capitaux ou de leur travail, soit à raison des opérations agricoles, commerciales, industrielles, financières, des occupations et professions qu'ils y exercent, soit à raison du transport de leurs marchandises, de leur personne et de leurs biens, à des modes de perception ou de circulation ni à des droits, taxes, tarifs, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres que ceux qui seront appliqués aux nationaux et les privilèges, immunités ou faveurs quelconques, dont jouiraient, en matière de commerce ou d'industrie, les ressortissants de l'un des pays contractants, seront communs à ceux de l'autre. Toutefois, en vue de sauvegarder les intérêts de l'industrie métallurgique nationale des deux pays, une commission paritaire recherchera un juste équilibre dans les conditions d'approvisionnement en matières premières et d'écoulement de la production. En cas de désaccord, ce juste équilibre sera formulé en des mesures tarifaires à définir par le Tribunal arbitral prévu à l'art. 28

Les autorisations de faire le commerce en Belgique seront valables dans le Grand-Duché et réciproquement.

Pour l'approvisionnement en combustibles et autres matières premières, les deux pays doivent être placés sur le pied d'une parfaite égalité.

Les commerçants, les industriels et leurs représentants, établis dans l'un des États contractants, pourront faire dans l'autre des achats pour les besoins de leur commerce, de leur industrie, recueillir des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des

marchandises; et ils n'y seront soumis à aucune patente ou impôt, s'ils justifient que, eux ou la maison qu'ils représentent, ont satisfait aux obligations imposées de ce chef par le pays où ils sont établis.

Pour les fournitures et travaux mis en adjudication par l'État, les provinces, les communes et, en général, par les administrations publiques et les administrations et établissements contrôlés par les pouvoirs publics, les sujets de l'un des États contractants pourront soumissionner dans l'autre État aux mêmes conditions que les sujets de celui-ci.

Art. 4. — Toutes les dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg en matière de douanes (droits et taxes d'entrée, de sortie, de transit et de statistique) et accises communes, seront abrogées à la date fixée à l'art. 21 et remplacées par les dispositions afférentes aux douanes et accises en vigueur en Belgique à la date de la ratification de la présente Convention.

Les modifications que la Belgique aurait l'intention d'y introduire après cette date, seront, dans tous les cas, soumises à l'avis du Conseil supérieur de l'Union belgo-luxembourgeoise prévu à l'art. 27.

Art. 5. — Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement belge s'efforcera d'obtenir que, sur la demande du Gouvernement grand-ducal, les traités de commerce et accords économiques existant entre la Belgique et d'autres nations soient étendus au Grand-Duché de Luxembourg.

Les futurs traités de commerce et accords économiques seront conclus par la Belgique au nom de l'Union douanière.

Aucun traité de commerce ni accord économique ne pourra être conclu ni modifié, sans que le Gouvernement luxembourgeois ait été entendu.

Art. 6. — Pour écarter toute entrave à la libre circulation des personnes, des marchandises et de biens entre les deux pays contractants, le Gouvernement grand-ducal conformera pour autant que possible la législation luxembourgeoise en matière d'accises non communes à celles de la Belgique et établira en tout cas un droit d'accise au moins égal au droit d'accise sur les produits qui sont grevés en Belgique d'un droit d'accise à la date de la ratification de la présente Convention.

Il sera accordé décharge de l'accise à l'exportation du territoire de l'Union.

Les vins naturels indigènes non mousseux fabriqués à l'aide de raisins frais ne pourront être grevés d'un droit d'accise.

Les vins artificiels, c'est-à-dire ceux qui ne proviennent pas de la fermentation du jus ou moût de raisins, frais ne seront admis à la circulation et à la consommation que si les récipients portent en termes bien apparents une dénomination ne laissant aucun doute sur la nature du produit.

Au point de vue de l'application des alinéas 3 et 4, les vins récoltés dans le Grand-Duché et traités conformément à la législation luxembourgeoise, sont considérés comme vins naturels indigènes.

Art. 7. — Les marchandises sujettes à des droits d'accise pour lesquels une communauté de recettes a été convenue, circuleront

entre le Grand-Duché et la Belgique et réciproquement sans droit de passage et sans remboursement de l'impôt.

Des conventions spéciales régleront la circulation, entre les Etats contractants, des marchandises sujettes à un droit d'accise pour lequel une communauté de recettes n'aura pas été stipulée.

Art. 8. — Il ne pourra être accordé de prime d'exportation directe ni indirecte pour les produits et objets quelconques dirigés de l'un des Etats de l'Union sur l'autre.

Si l'une des Hautes Parties contractantes juge utile de fixer des prix maxima pour l'un ou l'autre produit, les deux Etats s'entendront en vue de l'introduction d'une réglementation uniforme.

Il est entendu que cette disposition ne s'appliquera pas aux scories Thomas à fournir à l'agriculture luxembourgeoise en vertu des actes de concessions minières.

Art. 9 — Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de prononcer les prohibitions de trafic et de circulation qu'elle jugerait nécessaire d'établir pour la sécurité publique ou pour des motifs sanitaires, notamment pour empêcher la propagation d'épidémies ou d'épizooties, ou pour protéger les cultures contre l'importation ou la propagation d'insectes nuisibles, sous condition que ces prohibitions ne frappent le trafic entre les Etats contractants autrement ni plus défavorablement que le trafic intérieur de l'Etat qui y a recouru.

Les autorisations et permis de transport de matières dangereuses, tels que les explosifs, délivrés par les autorités compétentes de Belgique sont valables pour le Grand-Duché de Luxembourg et réciproquement.

La circulation des marchandises destinées à l'un des Etats de l'Union et transitant par le territoire de l'autre ne pourra, sous aucune condition, être entravée ni prohibée.

Art. 10. — Sous réserve des attributions du Conseil administratif mixte, chacun des deux Gouvernements assurera sur son territoire l'administration et la perception en matière de douane et accise, conformément aux lois et règlements de l'Union douanière.

Art. 11. — Sera considéré comme recette commune le produit:

a) des droits d'entrée, de sortie, de transit;

b) des droits d'accise sur les vins étrangers, les vins mousseux, les vins de fruits secs, les bières, les vinaigres de bière et autres, l'acide acétique les sucres de canne et de betteraves, les glucoses et autres sucres non cristallisables, la margarine, les tabacs étrangers, les tabacs indigènes ainsi que le produit du droit proportionnel de consommation sur les tabacs ou de tous autres droits d'accise qui deviendraient communs à l'avenir;

c) des recettes douanières extraordinaires (taxes d'ouvertures des entrepôts, taxes pour travaux extraordinaires de chargement et de déchargement des navires).

Cette recette commune, déduction faite des remboursements, bonifications, frais de perception et d'administration (art. 12), sera répartie entre les parties contractantes proportionnellement à la population de leurs territoires.

Tous les dix ans, il sera fait à ces fins un recensement de la population sur tout le territoire de l'Union douanière le même jour et d'après les mêmes principes. L'accord qui fixera ultérieurement les modalités de ces recensements arrêtera en même temps la date du premier.

Le Conseil administratif mixte établira, à la fin de chaque trimestre, un décompte provisoire des recettes en question et des dépenses déductibles, et fixera, d'après le mode de répartition indiqué ci-dessus, la part revenant à chacune des parties contractantes ainsi que la somme à rembourser par le pays dont les recettes dépassent cette part.

La même procédure sera suivie pour le décompte détaillé qui doit avoir lieu immédiatement après la clôture définitive de chaque exercice.

Art 12. — Dans les décomptes périodiques figureront comme dépenses communes déductibles du produit des recettes communes:

1^o les traitements, allocations et autres frais du Conseil supérieur de l'Union belgo-luxembourgeoise ainsi que ceux du Conseil administratif mixte, qui seront avancés par le Gouvernement belge;

2^o les dépenses d'administration et celles afférentes à la perception des droits d'entrée; ceux-ci comprennent, d'une part, les droits de douane, d'autre part, les droits d'accises sur les produits étrangers, y compris celles des administrations centrales.

Ces dépenses comprendront:

a) les traitements, indemnités et autres émoluments du personnel de l'administration de la douane dans les provinces belges et de l'administration grand-ducale des douanes y assimilée; au cas où le taux des traitements et indemnités de vie chère du personnel luxembourgeois serait supérieur à celui du personnel belge, ces frais ne pourront être mis à charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la moyenne de la dépense afférente de l'administration belge fixée annuellement pour chaque catégorie d'employés;

b) une somme forfaitaire pour la location, l'entretien, l'ameublement, le chauffage et l'éclairage des immeubles ou parties d'immeubles affectés au service de l'administration, pour les fournitures de bureau et l'armement du personnel; cette somme sera fixée par le Conseil supérieur de l'Union sur avis du Conseil administratif mixte;

c) les frais d'entretien et de mise en marche des embarcations de la douane;

d) une somme forfaitaire de 15 % des traitements et indemnités de vie chère du personnel désigné sub a, pour la charge résultant des pensions à payer à ce personnel par chacun des Etats contractants;

3^o les dépenses d'administration et celles afférentes à la perception des accises communes à l'exception des droits d'accises sur les produits étrangers. Ces derniers frais seront fixés par le Conseil supérieur de l'Union sur avis du Conseil administratif mixte.

Art. 13. — Chaque fois qu'il sera constaté à la fin de l'année que pendant une ou plusieurs périodes de cette année, les prix moyens de vente des céréales panifiables dans l'Union douanière ont été inférieurs aux prix moyens des céréales en Lorraine, il sera prélevé sur les recettes communes une somme à établir comme suit:

Le nombre de quintaux métriques représentant la production intérieure pendant la ou les périodes déficitaires sera multiplié par la différence entre la moyenne des prix de vente du quintal métrique sur la place d'Anvers et celle des prix de vente sur le marché de Metz, pendant la ou les périodes en question, sans que, toutefois, ce multiplicateur puisse être supérieur à 6 fr., ou, le cas échéant, à la différence entre 6 fr. et les droits qui seraient éventuellement introduits dans le tarif douanier.

Il est convenu que les chiffres de la production intérieure visée ci-dessus seront établis sur la moyenne des chiffres relatifs à la production des deux pays et publiés par le Bureau international d'Agriculture de Rome pour les cinq dernières années, abstraction faite des années 1914 à 1918 inclus.

Le partage de la somme ainsi obtenue se fera entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg proportionnellement au nombre d'hectares emblavés en céréales panifiables dans chacun de ces pays, ce nombre étant également déterminé de la manière prévue au paragraphe précédent.

Les dispositions du présent article seront applicables aussi longtemps que le tarif douanier ne comportera pas de droits sur les céréales panifiables ou ne comportera que des droits inférieurs à 6 fr. les 100 kg.

Art. 14. — Chaque Gouvernement de l'Union douanière sera responsable de toutes les sommes non perçues, égarées ou soustraites sur son territoire, sans égard si la perte est due à un accident, une négligence ou un fait délictueux.

Exceptionnellement, le Conseil administratif mixte peut, pour des raisons d'équité mettre ces pertes à charge de la communauté, s'il constate que toutes les mesures propres à les éviter avaient été créées et exécutées par le Gouvernement responsable.

Art. 15 — Chaque Etat de l'Union douanière recrutera exclusivement parmi ses sujets le personnel des douanes et accises.

Le personnel luxembourgeois adoptera l'uniforme, la cocarde exceptée, ainsi que l'équipement et les armes du personnel belge.

Sur avis du Conseil supérieur de l'Union, des fonctionnaires des administrations des deux pays pourront effectuer ensemble des tournées d'inspection dans le territoire de l'Union.

Art. 16. — Tous les fonctionnaires luxembourgeois des douanes seront maintenus. Ils prendront rang dans les cadres grand-ducaux d'après la classification prévue par l'organisation provinciale en Belgique, avec le grade et la situation comparative qu'ils occupaient dans l'administration des douanes luxembourgeoises.

Dans le cas où les traitements du personnel belge seraient adoptés pour le personnel luxembourgeois, les années de service portées en compte dans l'administration des douanes luxembourgeoises en vue du calcul des triennales serviront de base pour la fixation et l'augmentation des nouveaux traitements. La bonification pour services militaires effectifs ne pourra dépasser huit années de service.

Les examens prévus en Belgique pour l'avancement à certains grades seront imposés aux fonctionnaires actuels des douanes luxembourgeoises deux ans seulement après la ratification de la présente

Convention. Pendant ce délai, l'avancement se fera en tenant compte des années de service, des aptitudes professionnelles et de la conduite des fonctionnaires intéressés.

Art. 17. — La classification hiérarchique des grades établis en Belgique pour l'administration des douanes et accises dans les provinces sera adoptée pour l'administration des douanes luxembourgeoises.

Le personnel luxembourgeois des douanes sera rémunéré suivant le barème des traitements et indemnités ou allocations quels qu'ils soient, attachés en Belgique à ces grades sans que, toutefois, ces rémunérations puissent être inférieures à celles que toucheraient dans le Grand-Duché des fonctionnaires de même rang. Si, par application de cette dernière disposition, les traitements et indemnités du personnel luxembourgeois étaient supérieurs à ceux du personnel belge, le surcroît des dépenses ne pourra être mis à charge de la communauté.

Art. 18. — Dans ses rapports avec le Gouvernement grand-ducal, le directeur des douanes à Luxembourg est assimilé aux chefs d'administration. Pour le surplus, il aura les droits et les devoirs d'un directeur provincial et effectuera les services d'inspection générale.

Les fonctionnaires des douanes et accises des deux pays sont autorisés à correspondre directement entre eux pour toutes les affaires qui sont de leur compétence.

Cette correspondance se fera en langue française et en franchise de port.

Art. 19. — Pour assurer l'unité dans l'administration de l'Union douanière, il sera formé, avec siège à Bruxelles, un Conseil administratif mixte composé de trois membres dont deux, parmi lesquels le Président, seront sujets belges et nommés par le Gouvernement belge, et le troisième, sujet luxembourgeois, nommé par le Gouvernement grand-ducal.

Les membres du Conseil administratif mixte seront soumis aux droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat auquel ils ressortissent.

Le Président du Conseil administratif mixte aura le titre, le rang au moins, le traitement et les émoluments de directeur général des douanes belges; les deux autres membres auront au moins le titre, le rang et toucheront au moins le traitement maximum afférent au grade de directeur de la même administration.

Le Gouvernement belge fournira les locaux nécessaires pour le fonctionnement du Conseil administratif mixte.

Les Hautes Parties contractantes nommeront les membres du Conseil administratif mixte dès la ratification de la présente Convention.

Art. 20. — Le Conseil administratif mixte exercera les attributions suivantes:

1^o Il donne son avis motivé:

a) sur les changements à l'organisation établie en exécution de la présente Convention et tendant à l'augmentation ou la réduction du personnel ou à la création ou la suppression de postes de surveillance ou de recettes. Si l'avis est négatif, les dépenses occasionnées ne seront inscrites au budget de la communauté qu'après accord

intervenue à ce sujet entre les deux Gouvernements. Si cet accord n'est pas obtenu, la mesure peut être décrétée aux frais exclusifs du Gouvernement qui l'ordonne, à moins qu'elle ne soit contraire aux principes de l'Union douanière établie par le présent traité;

b) sur les réductions ou remises de droits pouvant grever le budget de l'Union et qui ne sont pas une application pure et simple d'une disposition légale;

c) sur toutes les questions en matière de douanes et accises que les Gouvernements respectifs lui soumettront.

2^o Il examine, au point de vue administratif, les questions d'application et d'interprétation des lois, tarifs et règlements en matière de douanes et accises. Son avis motivé est transmis aux administrations respectives qui prennent les décisions opportunes.

3^o Il soumet aux deux Gouvernements des propositions en vue d'établir le budget des dépenses communes et la part revenant à chacun des Etats contractants dans les recettes communes.

4^o Il a le droit de prendre tous les renseignements utiles à sa tâche et de se faire produire par les administrations de l'Union toutes les pièces qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Art. 21. — Dès la ratification du Traité, le Gouvernement grand-ducal publiera, pour avoir force obligatoire dans le Grand-Duché, les lois, règlements et autres dispositions qu'il devra adopter en vertu de la présente Convention.

La communauté des recettes et des dépenses entrera en vigueur à partir du 1^{er} du mois qui suivra la publication prévue à l'alinéa ci-dessus.

À la même date, l'organisation de l'administration luxembourgeoise des douanes et des accises communes sera en général mise en concordance avec l'organisation des administrations similaires belges.

Art. 22. — En vue de permettre au Gouvernement luxembourgeois d'opérer l'échange des billets provisoires actuellement en circulation et provenant de l'échange des marks contre des billets de banque belge, le Gouvernement luxembourgeois créera un emprunt de cent soixante-quinze millions de francs, qui sera émis en Belgique par les soins de la Banque Nationale au taux nécessaire pour le placement. Le Gouvernement luxembourgeois recevra le produit de cet emprunt en billets de banque belges.

Quelle que soit la charge réelle de cet emprunt, le Gouvernement luxembourgeois n'aura à payer que 2 % d'intérêt par an.

La durée de l'emprunt sera égale à la durée de la présente Convention.

Le Gouvernement luxembourgeois est également autorisé à laisser en circulation, dans les limites du territoire grand-ducal, des coupures d'un import ne dépassant pas dix francs jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions.

Art. 23. — Pour le cas où une nouvelle Convention serait conclue entre la Belgique et l'Allemagne en ce qui concerne les marks, que le Gouvernement allemand admette les marks luxembourgeois dans la convention ou non, le Gouvernement belge assurerait au

Gouvernement luxembourgeois pour les marks détenus par lui le même traitement qu'il obtiendrait pour l'ensemble des marks possédés par le Gouvernement belge lui-même.

Le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à placer son stock de marks allemands à court terme tout en conservant la possibilité de bénéficier, le cas échéant, de l'arrangement prévu au paragraphe qui précède. La nature du ou des placements sera déterminée d'accord avec le Gouvernement belge.

Art. 24. — L'exploitation de tout le réseau des chemins de fer luxembourgeois à section normale fera l'objet d'un arrangement entre les deux pays en vue d'assurer la dite exploitation avec le concours de la société luxembourgeoise Prince-Henri.

Si cet arrangement n'est pas conclu dans le délai de six mois à dater de la signature de la présente Convention ou à une date plus rapprochée, au cas où le Gouvernement luxembourgeois en exprimerait le désir, le Gouvernement belge assurera provisoirement l'exploitation du Guillaume-Luxembourg par les soins de l'administration des chemins de fer de l'Etat belge aux conditions actuelles, c'est-à-dire conformément aux lois luxembourgeoises et aux Conventions de 1902-1903 avec l'Allemagne, en attendant la mise en vigueur du régime définitif.

Il est toutefois entendu qu'en sus de la redevance de deux cent cinquante mille (250.000) francs par an due au Gouvernement luxembourgeois, le Gouvernement belge paiera à ce dernier en francs belges une somme annuelle de trois millions huit cent soixante-six mille quatre cents (3.866.400) francs en acquit du fermage dû à la société du Guillaume-Luxembourg; ce paiement se fera par trimestre et par quarts.

Pendant un an à partir de la reprise de l'exploitation par l'Etat belge, le Gouvernement luxembourgeois pourra déclarer qu'il entend intervenir dans les résultats de cette exploitation pour la moitié ou pour une fraction moindre, moyennant l'apport des capitaux correspondants.

Le régime définitif sera établi par une convention entre les deux Etat qui déterminera les conditions d'exploitation en s'inspirant des clauses d'ordre technique inscrites dans le projet de Convention du 7 février 1920 arrêté entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement français. L'exploitation devra être assurée soit par l'Etat belge seul, soit avec le concours de l'Etat luxembourgeois, soit par l'intermédiaire d'un organisme délégué par les deux Gouvernements.

Sauf accord des parties, il ne pourra être mis fin au régime provisoire d'exploitation que par une décision du tribunal arbitral prévu à l'article 28 du présent traité.

Art. 25. — A l'effet de rendre plus étroites les relations intellectuelles entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, les deux Gouvernements conclueront un accord ayant pour base le projet soumis au Gouvernement luxembourgeois sous la date du 20 janvier 1921.

Art. 26. — Dans les localités où le Grand-Duché de Luxembourg ne possède pas d'agents consulaires, la défense des intérêts luxembourgeois sera confiée aux agents consulaires belges.

Art. 27. — Il est créé, sous le titre de «Conseil Supérieur de l'Union», un organe consultatif d'assurer la liaison entre les deux Gouvernements belge et luxembourgeois en vue de l'exécution de la présente Convention.

Il comprend cinq membres, dont trois désignés par le Gouvernement belge et deux par le Gouvernement luxembourgeois.

Les Hautes Parties contractantes nommeront les membres du Conseil supérieur de l'Union dès la ratification de la présente Convention.

Le règlement d'ordre intérieur ci-annexé, approuvé par les deux Gouvernements, et ayant la même force obligatoire que la présente Convention, arrête la composition, les attributions et le fonctionnement de ce Conseil ainsi que la rémunération de ses membres.

Art. 28. — S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation et l'application d'une clause du présent traité, le litige, si l'une des parties en fait la demande, sera réglé par la voie de l'arbitrage. Pour chaque litige, le Tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante: chacune des Parties nommera comme arbitre parmi ses nationaux une personne compétente, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un tiers arbitre, ressortissant à un tiers Etat ami. En cas de désaccord sur ce choix, le tiers arbitre sera désigné à la requête de la partie la plus diligente par le Bureau de la Société des Nations.

Le tribunal arbitral siégera à Bruxelles. Ses décisions seront prises à la majorité des voix.

Le Tribunal sera présidé par le tiers arbitre.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le Tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du Tribunal arbitral adressée au Gouvernement compétent, leur assistance de la même manière que pour les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Le Gouvernement belge fournira les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du Tribunal.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais à l'occasion de chaque arbitrage.

Art. 29. — Le présent traité est conclu pour une durée de cinquante ans à partir de la date de sa ratification.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, un an avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, son intention de faire cesser les effets de la présente Convention, celle-ci restera en vigueur aux mêmes clauses et conditions pendant une nouvelle période de dix années.

CONSEIL SUPÉRIEUR ET CONSEIL ADMINISTRATIF MIXTE DE L'UNION ÉCONOMIQUE

Attributions et composition

A. — Conseil supérieur

Le Conseil supérieur de l'Union économique est institué en vertu de l'art. 27 de la Convention belgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921.

Il est composé de cinq membres, dont trois, parmi lesquels le président, sont désignés par le Gouvernement belge et deux par le Gouvernement luxembourgeois. Son siège est fixé à Bruxelles.

Il est adjoint un secrétariat administratif comprenant un secrétaire de nationalité belge et un secrétaire adjoint de nationalité luxembourgeoise.

Le Conseil supérieur est un organe consultatif chargé d'assurer la liaison entre les deux Gouvernements en vue de l'exécution de la Convention d'Union Economique. Ses attributions sont définies à l'art. 3 de son règlement d'ordre intérieur, annexé à la Convention du 25 juillet 1921, de la manière suivante: *a)* il propose les modifications à apporter aux lois, arrêtés et éventuellement aux règlements d'administration actuellement en vigueur dans le Grand-Duché, dans le domaine social, fiscal et économique proprement dit (industrie, commerce, transport, agriculture) et pouvant avoir une influence certaine sur l'application de la Convention précitée; il signale les propositions au Gouvernement luxembourgeois pour le mettre en situation de les adapter progressivement, et, dans la mesure du possible, aux lois, arrêtés et règlements appliqués en Belgique; *b)* il donne son avis motivé sur les projets de lois, d'arrêtés, de règlements d'administration proposés dans les deux pays de manière à mettre les deux parties en situation de les concilier autant que possible avec les dispositions de la Convention; *c)* il formule son avis sur toutes modifications qui pourraient être apportées aux tarifs de douane et droits d'accises (caisse commune) en vigueur à dater de la signature de la Convention; *d)* il étudie, à l'invitation de l'un ou de l'autre des Gouvernements, toutes questions pouvant toucher aux intérêts communs de l'Union; *e)* il suggère respectivement à chacun d'eux telles mesures qu'il estimerait conformes à la bonne exécution de la Convention.

B. — Conseil administratif mixte

La Convention d'Union économique du 25 juillet 1921 prévoit à son art. 19 que «pour assurer l'unité dans l'administration de l'Union douanière, il sera formé, avec siège à Bruxelles, un Conseil administratif mixte». Ce Conseil doit être «composé de trois membres dont deux, parmi lesquels le président, seront sujets belges et nommés par le Gouvernement belge, et le troisième sujet luxembourgeois, nommé par le Gouvernement grand-ducal». Le même article de la Convention règle la situation officielle et le rang des différents membres du Conseil.

Les attributions du Conseil mixte, qui sont toutes d'ordre essentiellement administratif, se trouvent énumérées en ces termes à l'art. 20 du traité: 1^o Il donne son avis motivé:

a) sur les changements à l'organisation établie en exécution de la présente Convention et tendant à l'augmentation ou la réduction du personnel ou à la création ou la suppression de postes de surveillance ou de recettes. Si l'avis est négatif, les dépenses occasionnées ne seront inscrites au budget de la communauté qu'après accord intervenu à ce sujet entre les deux Gouvernements. Si cet accord n'est pas obtenu, la mesure peut être décrétée aux frais exclusifs du Gouvernement qui l'ordonne, à moins qu'elle ne soit contraire aux principes de l'Union douanière établie par le présent traité;

b) sur les réductions ou remises de droits pouvant grever le budget de l'Union et qui ne sont pas une application pure et simple d'une disposition légale;

c) sur toutes les questions en matière de douanes et accises que les Gouvernements respectifs lui soumettront.

2° Il examine, au point de vue administratif, les questions d'application et d'interprétation des lois, tarifs et règlements en matière de douanes et accises. Son avis motivé est transmis aux administrations respectives qui prennent les décisions opportunes.

3° Il soumet aux deux Gouvernements des propositions en vue d'établir le budget des dépenses communes et la part revenant à chacun des États contractants dans les recettes communes.

4° Il a le droit de prendre tous les renseignements utiles à sa tâche et de se faire produire par les administrations de l'Union toutes les pièces qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.»

Bibliographie.

Anders Jérôme:

Essai sur l'évolution bancaire dans le Grand-Duché. Luxembourg. 1928. 12 francs.

Le marché financier luxembourgeois. Luxembourg. 1932. 22,50 francs.

Le tourisme, industrie nationale. Luxembourg. 1933. 18 francs.

Majerus Emile:

Das Wirtschaftsbündnis des Grossherzogtums Luxemburg mit Belgien. Thèse de Zurich. Luxembourg. 1928. 15 francs.

Les chemins de fer du Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg. 1933. 15 francs.

Wagner Camille:

La sidérurgie luxembourgeoise sous le régime du Zollverein et de l'Union Economique belgo-luxembourgeoise. Luxembourg. 1931.

Comte de Fels:

Pour l'Indépendance du Grand-Duché de Luxembourg. Paris. Calmann-Lévy. 1924. 3 francs.

Simon Paul:

Le Chômage luxembourgeois. Louvain 1933. 3 francs.

Nemry Léon, consul attaché à la légation de Belgique à Luxembourg:

L'avenir économique du Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg. 1919.

Hommel Luc, Avocat près de la Cour d'appel de Bruxelles:

Une expérience d'Union Economique. Louvain. 1933. 15 francs.

Widung André:

L'Orientation Economique du Grand-Duché. Luxembourg. 1919.

Travaux de la commission sur l'orientation économique du Grand-Duché de Luxembourg.

Rapports de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg.

Annales parlementaires luxembourgeoises.

L'Echo de l'Industrie, organe de la Fédération des industriels luxembourgeois.

Le Soir, journal de Bruxelles.

Publications du bureau permanent de statistiques.

A. Z., hebdomadaire luxembourgeois.

SOMMAIRE:

Chapitre I

<i>Introduction</i>	11
1) Le Grand-Duché de Luxembourg	13
2) L'Orientation économique du Grand-Duché après 1918	16
3) L'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise	26

Chapitre II

<i>La grande industrie: sidérurgie, minières, ateliers de construction et fonderies</i>	31
---	----

Chapitre III

<i>Industries diverses</i>	51
--------------------------------------	----

Chapitre IV

<i>Le commerce, la banque et le tourisme</i>	63
--	----

Chapitre V

<i>L'agriculture, la viticulture et l'horticulture</i>	77
--	----

Chapitre VI

<i>Les questions en suspens</i>	90
1) La question des chemins de fer	91
2) La clause financière	100
3) La question des alcools	109

Chapitre VII

<i>Conclusions</i>	113
------------------------------	-----

ANNEXE

<i>Texte de la Convention d'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise</i>	124
---	-----

